

CALE S

iticiens

DE PROJET
CONTRAI D'UN

Le budget et l'investissement
de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune

Le budget et l'investissement

de l'Etat pour l'Europe. Axel Lejeune



Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16804 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 4 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ILE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties



Conférence antidopage

Les ministres européens des sports se sont opposés au projet du CIO de créer une agence antidopage composée majoritairement de personnalités issues du milieu sportif. p. 22

L'alternance au Maroc

Le gouvernement du premier ministre socialiste Abderrahmane Youssoufi, nommé il y a an, fait face à l'impatience des Marocains, qui attendent des changements profonds. p. 2



Berlin l'inachevée

Capitale de l'Allemagne dans deux mois, la ville, toujours en chantier, jongle avec ses contradictions. Également en pages Voyages, un week-end oriental à Bordeaux et le Salon de la peche à la mouche. p. 24 et 25

Traiter le surendettement

L'un des volets majeurs de la loi de lutte contre l'exclusion entre en vigueur. En 1998, 118 000 dossiers ont été déposés auprès des commissions de surendettement. p. 9

Que faire de l'île Seguin ?

Trois projets sont en compétition pour l'aménagement des terrains des anciennes usines Renault. Le syndicat mixte du Val-de-Seine doit se réunir jeudi pour définir les premiers choix. p. 11

L'avant-procès du sang contaminé

Députés, sénateurs et magistrats professionnels ont décidé que le jugement de la Cour de justice de la République sera « motivé ». p. 32

AFP cherche PDG

Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse a repoussé « à une date ultérieure » l'élection de son prochain PDG, celui de la dernière chance, pour la seule agence mondiale non anglo-saxonne. p. 12 et 18

Rénover l'Académie des sciences

Le chimiste Guy Ourisson et l'ancien ministre Hubert Curien, respectivement président et vice-président de l'Académie des sciences, exposent au Monde leur projet de réforme de cette institution créée en 1666. p. 23

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FR ; Canada, 2,26 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 FCFA ; Danemark, 120 kr ; Espagne, 120 PTA ; Grèce, 16 Drachmas ; 500 DRH ; Irak, 1,40 D. ; Italie, 2,90 D. ; Luxembourg, 46 F. ; Maroc, 30 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3,75 F. ; Portugal, 2,50 PTE ; Suisse, 8 F. ; 2,75 F. ; Tunisie, 1,60 D. ; USA (NY), 16 KRS ; Suède, 2,10 F. ; Tunisie, 1,2 D. ; USA (NY), 2,5 USA (obligation), 2,00 S.

M 0147-204-7,50 F



Jacques Chirac, déçu de la droite

● Les chefs de parti exaspèrent le président : « Ils m'ont tout gâché ! » ● M. Chirac tente de reconstruire son camp avec les élus ● Il cherche à rassembler la droite parlementaire autour de lui

● Le dossier de la parité sera le premier test de cette nouvelle stratégie

CONFRONTE à l'éclatement de

la droite, qui part en ordre dispersé

aux élections européennes, Jacques

Chirac ne décolère pas contre les

chefs d'état-major des partis de

l'opposition. « Ils m'ont tout gâché ! »,

disait-il à ses visiteurs, dimanche 31 janvier dans son bureau de l'Elysée. Le président de la République veut désormais s'appuyer sur les parlementaires de l'opposition. Depuis une dizaine de jours, l'agenda présidentiel s'est rempli de rendez-vous avec les députés et les sénateurs, auxquels M. Chirac répète qu'il est le seul candidat susceptible de battre Lionel Jospin à l'élection présidentielle. Cette stratégie du chef de l'Etat, relayée par les présidents des groupes RPR à l'Assemblée nationale et du Sénat, trouve sa première application pratique, et son premier obstacle, sur le texte relatif à la parité, déposé lors de son examen au Palais du Luxembourg. Ce sujet devait figurer à l'ordre du jour du déjeuner réunissant, mercredi 3 février, autour du président (RPR) du Sénat Christian

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

À LA
RECONSTRUCTION !

SON PASSAGE
AU GUATEMALA
LUI A BEAUCOUP APPRIS !

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 4 FÉVRIER 1999

ALTERNANCE Il y a un an, le roi du Maroc nommait Abderrahmane Youssoufi, opposant socialiste de toujours, au poste de premier ministre. Depuis cette

« alternance », aucun changement profond n'est intervenu. Le nombre des partis politiques (7) de la coalition gouvernementale, celui des ministres et secrétaires d'Etat (41),

l'inexpérience de certains d'entre eux expliquent en partie cet immobilisme. DRISS BASRI, homme de confiance du roi et ministre de l'Intérieur, conserve une puissance

considérable. DES RÉFORMES ont été mises en chantier concernant la justice, l'urbanisme ou l'éducation. Pour le gouvernement, elles marquent le début d'un « virage ».

• L'ÉCONOMIE connaît une croissance soutenue - plus de 6 % en 1998 -, mais le chômage continue de croître et touche presque 20 % de la population active.

Au Maroc, le gouvernement de M. Youssoufi peine à imposer les réformes

Nommé il y a un an par le roi Hassan II, le premier ministre socialiste doit composer avec les sept partis de la coalition gouvernementale et le Palais. Son objectif est d'améliorer la vie quotidienne des Marocains par des mesures concrètes concernant la justice, l'urbanisme ou l'éducation

RABAT
de notre envoyé spécial

« Le Maroc a été dévoué à une immense salve d'attente. Tout le monde attend le changement. Mais rien ne vient. Peut-être que l'alternance consistait simplement à changer de salve d'attente... » L'humoriste Ahmed Sanousi, connu de tous Marocains sous le sobriquet de « Bziz », fait partie des déçus de cette « alternance ». La nomination par le roi Hassan II, il y a tout juste un an (4 février 1998), d'un premier ministre socialiste, Abderrahmane Youssoufi, opposant de toujours au monarque, n'a rien changé à sa condition d'artiste sulfureux mis à l'index par le pouvoir. « Je suis interdit de radio et de télévision depuis onze ans. Je ne peux pas me produire sur une scène. Je suis un réfugié de l'intérieur », dit-il avec un brin d'humour.

« Bziz » n'est pas le seul à ruer dans les brancards. Editorialiste de talent et dirigeant de l'Istiqlal, l'un des partis clés de la coalition gouvernementale, Khalid Jamai n'est guère plus tendre pour le gouvernement, son chef et cette alternance voulue par le roi. « Jusqu'à maintenant, rien n'a changé. (...) Il faudrait une fois pour toutes que Youssoufi commence à devenir un « boss ». Il faut qu'il commence à s'adresser aux Marocains, à commenter ses décisions, à taper sur la table quand il le faut », a-t-il expli-

qué dans une longue interview au *Journal*, un nouvel hebdomadaire.

Le contexte politique, il est vrai, ne facilite pas la tâche du premier ministre et son équipe. Sept partis politiques coexistent au sein du gouvernement, qui est pléthorique (pas moins de quarante et un ministres et secrétaires d'Etat).

SITUATION BANCALE

Le fonctionnement de la machine gouvernementale s'en ressent. L'amateurisme de plusieurs ministres, les tiraillements entre formations de la coalition gouvernementale, le lenteur du processus législatif avec ses conseils du gouvernement, ses conseils des ministres, sa toute jeune deuxième Chambre... Autant de facteurs qui entrent l'action de M. Youssoufi. « Ça marchait mieux avec le précédent gouvernement, formé de technocrates », lâche un diplomate occidental. Et de citer comme une litanie la liste des textes en souffrance : code des assurances, code des douanes, code du travail, textes sur les pri... Quant à la loi sur les privatisations, son adoption vient d'être repoussée à la deuxième Chambre - une sorte de Sénat - par la faute essentiellement des représentants de la Confédération démocratique du travail (CDT), un syndicat pourtant proche des socialistes. « M. Youssoufi contrôle-t-il ses troupes ou

pas ? », s'interroge Khaled Jamai. En fait de contrôle, la question des rapports entre le chef du gouvernement et son inamovible ministre de l'Intérieur, Driss Basri, l'homme de confiance du roi, reste posée. « La vraie opposition, elle est à l'intérieur du gouvernement. C'est le ministre de l'Intérieur qui l'incarne. Youssoufi

est dans la rue ou de trouver un arrangement avec les pilotes de Royal Air Maroc en grève. « L'équipe gouvernementale n'est pas encore aguerrie », glisse un proche collaborateur de M. Basri. Illustration de cette situation bancale : en décembre 1998, lorsque Abderrahmane Youssoufi et ses ministres

que de petites choses se font au quotidien », précise-t-il. Dans un pays mené faits où ils déclinent les prémisses d'un changement plus profond : l'invitation à la télévision - et à une heure de grande écoute - d'un ancien détentu politique, Sion Assidion, venu dénoncer la corruption ; l'arrivée dans les kiosques de journaux qui ignorent la langue de bois...

Mais de rupture, de changement radical, il ne saurait être question. La cohabitation entre le roi et son premier ministre, sur fond de succession au trône délicate, l'interdit. Et les finances du royaume ne le permettent pas. Le prochain budget, en préparation, marquera simplement « un peu plus d'intérêt pour le social et un début de changement en profondeur », selon le ministre de l'économie et des finances, Fahd Oualalou.

Dans ce Maroc qui oscille entre l'espérance et la déception, entre la confiance et le doute, le poids des islamistes représente une inconnue de taille. En janvier, prenant prétexte des bombardements américains en Irak, ils sont descendus dans la rue (malgré l'interdiction officielle) pour manifester. Ils l'ont fait en grand nombre et en ordre.

« L'organisation - impossible - les slogans - ouvertement antisémites - rappelaient les manifestations des islamistes algériens au début des années 1990 », observe un diplomate.

« Nous sommes la seule opposition de ce pays. Si l'y avait des élections libres, nous arriverions largement en tête », assure un dirigeant de l'association islamique Justice et Bienfaisance, Abdelwahad Motaouakil. « Le gouvernement Youssoufi, poursuit-il, c'est la dernière carte du Palais pour sauver le régime. Cette tentative est vouée à l'échec. Ce qu'il faut au Maroc, c'est un pacte islamique inspiré du Coran. »

« Nous sommes là pour prouver que la démocratie est possible dans un pays arabo-musulman et qu'elle est l'allié du développement », répond comme en écho le porte-parole du gouvernement, Khalid Alioua. Entre les deux discours, le Maroc n'a pas encore tranché.

J.-P. T.

J.-P. T.

Une croissance soutenue, mais un chômage en hausse

ATTENDUES depuis des mois, les pluies qui sont tombées ces dernières semaines ont permis de réviser à la hausse les prévisions économiques pour 1999. La croissance devrait être comprise entre 4 % et 6 %, selon les estimations officielles. L'année précédente, pour des raisons identiques, s'est révélée être un bon cru, qu'il s'agisse de la croissance (6,3 %), de l'inflation (moins de 3 %) ou du déficit de la balance des paiements (limité à 0,4 % du PIB). Les revenus touristiques, en chute libre ces dernières années, ont fortement augmenté (16 %), de même que les envois de travailleurs émigrés (6 %).

Un bonne surprise : la poussée des investissements productifs (13 %). Les responsables marocains veulent y voir un retourne-

ment de tendance et la preuve d'une confiance retrouvée dans l'avenir du royaume. Le ministère des finances a trouvé un moyen de satisfaction : la « mise à niveau » des entreprises (destinée à les mettre en règle avec l'Etat) a rapporté davantage que prévu au Trésor (3,7 milliards de dirhams, contre 2 milliards prévus).

Deux autres indicateurs viennent toutefois tempérer cet optimisme. Le premier concerne les investissements étrangers. En 1997, arrêté, ils avaient légèrement dépassé 1 milliard de dollars (870 millions d'euros). L'année dernière, leur montant a été divisé par deux. Même si le retard dans les privatisations explique ce net recul, le Maroc, avec son image de marque mitigée parmi les hommes

d'affaires étrangers, a du mal à attirer les capitaux.

Autre source d'inquiétude : le chômage, qui ne donne aucun signe de ralentissement, au contraire. En augmentation sensible, il touche, selon les chiffres officiels, 19 % de la population active (davantage, assurent d'autres sources). Le phénomène est particulièrement aigu chez les diplômés chômeurs, dont plusieurs centaines de milliers peinent à trouver un premier emploi. Le gouvernement attendait des entreprises que, en échange de « cadeaux » fiscaux, elles le soulageassent d'une partie du fardeau. Le bilan est décevant. Les diplômés chômeurs embauchés n'ont été qu'une poignée. « Le patronat n'a pas fait grand-chose », lâche le porte-par-

role du gouvernement, Khalid Alioua. Le ministre (socialiste) de l'économie et des finances, Fathallah Oualalou, est confronté à une autre difficulté : comment relancer les investissements publics ? L'Etat en est bien incapable. Plus de la moitié du budget (52 %) est absorbée par les coûts de fonctionnement, tandis que le remboursement de la dette en accapre près de tiers. Pour tourner la difficulté et ne pas accroître le déficit du budget 1999-2000 en préparation, l'Etat va demander aux offices qu'il contrôle de se substituer à lui en augmentant sensiblement leurs investissements. Une chance : la plupart des offices affichent de bons résultats.

J.-P. T.

Mohamed Tozy, professeur de sociologie et de sciences politiques à la faculté de droit de Casablanca « Je parie sur le maintien d'une monarchie réaménagée »

Universitaire, Mohamed Tozy, quarante-deux ans, est l'un des meilleurs analystes du système politique marocain. Il a publié différents ouvrages collectifs (dont Intellectuels et militants de l'Islam contemporain, au Seuil, avec Gilles Kepel et Yann Richard). Son dernier livre, Monarchie et Islam politique au Maroc, vient de paraître aux Presses de Sciences Po, à Paris.

« Quel est le jugement que vous portez sur l'alternance ?

« Il est contradictoire. Le chercheur que je suis inscrit cette séquence de la vie politique marocaine dans la longue durée alors que, comme citoyen, je reste sur ma faim. L'alternance, en gestation depuis des années, amorce probablement une culture nouvelle dans le jeu politique qui fait de la Constitution la référence incontournable. Le pacte sous-tendu

par l'alternance trace un scénario encore « inhibé », non encore activé, pour parler comme les intellectuels, celui d'une non-remise en cause de la monarchie comme cadre de référence.

« Le deuxième élément de ce pacte, c'est un pluralisme aménagé qui permet de conserver toutes les sensibilités politiques moyennant des formules un peu étranges pour un observateur extérieur. Je pense aux termes d'« alternance consensuelle », de « démocratie royale ».

« Pourtant, lorsqu'on lit la Constitution de 1996, on constate que l'essentiel du pouvoir reste concentré entre les mains du roi. Quelle peut être la marge de manœuvre du gouvernement ?

« L'essentiel, c'est de voir que la lecture de la Constitution elle-même a beaucoup évolué depuis une trentaine d'années. Des Constitutions, nous en avons eu

plusieurs au Maroc, mais leur esprit demeure. Au départ, on a associé le rôle du monarque à celui du président de la République française dans sa version gaulliste. Ensuite, on a interprété de façon religieuse le pouvoir du roi, ce qui a permis de consolider - du point de vue juridique - la période de l'état d'exception des années 70. Enfin - troisième vague de relecture, la plus récente - des ouvertures sont perceptibles mais sans remettre en cause le monopole du pouvoir royal.

« La cérémonie de l'allégeance qui, chaque année, le 4 mars, voit tous les responsables du pays venir s'incliner devant la personne du roi, symbolise de façon caricaturale la toute-puissance du monarque. Elle n'a rien perdu de sa pompe officielle avec l'alternance.

« L'allégeance existe depuis que

l'Islam existe. Hassan II n'a rien inventé. Il a simplement consolidé la cérémonie en lui conférant un caractère festif qu'elle ne possédait pas. L'allégeance, c'est un pèlerinage vers un lieu symbolique chargé de sainteté : le palais du roi. La cérémonie est perçue comme le ciment d'une nation qui serait menacée d'écclat si cette allégeance n'exista pas. L'un des premiers textes français modernes du service d'allégeance est d'ailleurs l'œuvre d'un dirigeant de l'USFP, Mohamed Lahabab. Il a été préféré par Medhi Ben Barka !

« L'allégeance a une double dimension. Le cérémonial lui-même a évolué vers une sorte de mise en scène grandiose d'une relation de soumission à l'autorité symbolique plutôt que régaliéenne du monarque qui est en même temps chef d'Etat, calife (vicaire du Prophète et donc de Dieu) et descendant du Prophète.

« Il existe un autre niveau de l'allégeance qui, lui, a été maintes fois réinterprété en fonction des rapports de force entre la classe politique et le monarque. Une version assimile la cérémonie à une allégeance à sens unique tandis que l'autre version en fait un contrat politique qui obéit aux mêmes conditions qu'un contrat de droit commun. L'allégeance, selon cette interprétation, n'est pas à sens unique. C'est une sorte de contrat de mariage, qui peut donc être rompu. Les islamistes insistent beaucoup sur l'idée d'allégeance réciproque.

« Non, ça me paraît exclu. En revanche, un renforcement de l'islamisme pourrait pousser la classe politique à faire une surenchère sur l'Islam, un peu comme ce que l'on observe en Egypte actuellement.

« Comment se comportent les députés islamistes représentés au Parlement ?

« De façon exemplaire au niveau du travail parlementaire (ils sont assidus et participent). Au niveau politique, leur position - "soutien critique" - est très ambiguë puisqu'elle permet de ne pas assumer les erreurs du gouvernement tout en tirant profit de ses réalisations.

« Ce système de monarchie mi-féodale mi-moderne peut-il survivre à Hassan II ?

« Du point de vue historique, ce système a survécu à l'indépendance, une période où la norme de modernisation était la République. Aujourd'hui, le système s'inspire de formes de monarchie moderne. Le monarque, comme d'ailleurs la classe politique, regarde du côté de l'Espagne. Je parle de la classe politique, laquelle a maintenu l'Islamisme réaménagée. Il y aura des tensions. Des groupes de pression proches du Palais seront marginalisés ou éliminés ; d'autres au contraire seront consolidés ou feront leur entrée dans le système. Mais le système monarchique n'en souffrira pas. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoi

Et pour deux, c'est à moitié prix ?
Parfaitement.

A l'occasion de la St Valentin, SAS vous fait un beau cadeau : deux billets au prix d'un seul ! Cette offre est valable sur les vols SAS au départ de Paris, Strasbourg, Lyon, Nice, Marseille, Bordeaux et Toulouse à destination de la Scandinavie et de la Finlande. Conditions : réservation entre le 1er et le 13 février 1999 et voyage entre le 8 et le 21 février 1999.

Réserver auprès de votre agence de voyages ou de SAS : 0 801 25 25

Minid : 3615 FLY SAS (2,23 Fr/min) - Internet : <http://www.sas.se>

SAS Paris : 18, bd Malesherbes - 75008 Paris.



action humanitaire est de plus en plus tributaire de financements publics

Cette dépendance est l'un des aspects du malaise des ONG

ude sur « L'argent et les organisations de solidarité internationale » confirme l'accroissement des financements publics dans le budget des ONG françaises. Ce

UMANITAIRE fait-il encore ? On serait tenté de répondre à l'affirmative au vu, par exemple, des sommes considérablement récemment pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Mitch. Mais l'exemple est l'heure. L'ère de l'hyper-médiatisation de l'humanitaire est passée : elle l'âge d'or des organisations gouvernementales. La difficulté croissante de collecter des fonds privés ressort de ce qu'il effectue chaque année l'mission coopération décentralisée (un organisme consultatif rassemblant des représentants des deux publics et du monde associatif) sur le financement des organisations françaises de solidarité internationale. La dernière de études, qui porte sur les cent plus importantes (ONG) françaises, montre que globalement la moitié de leurs ressources privées diminue ; elle est passée de 61 % en 1995 à 59 % en 1996, et 56 % en 1997. Les financements publics augmentent ; ils proviennent pour trois quarts d'institutions internationales, au premier rang desquelles la Commission de Bruxelles, % des ressources publiques des ONG en 1997.

Véchappent à cette tendance nériale que les associations, ayant plus anciennes, qui l'ont identifiée comme une base idéologique et ont une base sociale très identifiée (le Secours catholique, la Cimade, etc.), ainsi que certaines grosses ONG comme l'Édaction sans frontières ou Médecins du monde, qui veillent à assurer des réseaux de donateurs. Le succès d'autres ONG en recherche dépendante - certaines jusqu'à 90 % - de la maine bruxelloise ou d'autres financements institutionnels.

Les malheurs de l'association quilibre - qui a dû fermer boutique pour avoir engagé des débats à Sarajevo sur des questions de Bruxelles - ont illustré l'année 1998, ce qui peut en résulter pour les ONG. Crée il y a sept ans, l'Office humanitaire de la Commis-

thème devait être évoqué lors du débat que le Comité international de la Croix-Rouge organise, jeudi 4 février, à la Sorbonne sur la malaise de l'humanitaire.

sion (ECHO) est devenu le premier bailleur de fonds à l'échelon mondial dans ce domaine. Sans définir de politique, sans aucune méthode d'évaluation, disent ses détracteurs. Mis en cause pour une affaire de détournements de fonds, critiquée pour ses méthodes de gestion, l'Office est aujourd'hui la cible de la commission de contrôle budgétaire du Parlement européen. Il doit faire face en outre, au moment où se négocient l'apurement les contributions des Quinze au prochain budget européen, à des réticences croissantes des Etats donneurs.

LA VOCATION INITIALE

Alors que la France contribue à raison de 18 % au budget de ECHO, 35 % des financements de l'Office vont à des ONG françaises. Face à cette situation de tension, les autorités françaises s'efforcent de trouver une stratégie d'intérêt commun, d'une part, avec les pays membres de l'Union en cherchant à définir une politique humanitaire européenne, et d'autre part avec les ONG, en cherchant à élaborer les principes d'un partenariat désormais obligé mais qui n'a pas encore trouvé sa doctrine. L'humanitaire, en étant devenu l'un des pôles de la politique extérieure des Etats, tend à transformer en prestataires de services des ONG dont certaines sont désormais très éloignées du sens initial de leur appellation d'organisations « non gouvernementales ».

Beaucoup plus que dans le monde anglo-saxon, le mouvement « sans frontières » en France a incarné dans sa période héroïque un véritable état contestataire de la société civile. « Mais au nom de quelle société civile parle-t-on lorsqu'on dépend à 80 % de fonds publics, même si Bruxelles est un chef sans maître et que la dépendance est moins évidente que s'il s'agissait de financements nationaux ? » demande Thérèse Pujolle de la Commission coopération développement.

Un responsable d'une ONG rap-

Claire Tréan

Le président brésilien nomme un nouveau responsable à la tête de la banque centrale

DAVOS

de notre envoyée spéciale

Qui peut mieux comprendre les spéculateurs qu'un spéculateur ? C'est sûrement le raisonnement qu'a fait le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, et son ministre des Finances, Pedro Malan, en nommant de façon inattendue, mardi 2 février, à la tête de la banque centrale, Arminio Fraga Neto, hier encore responsable du fonds spéculatif de George Soros Quantum, spécialisé dans les pays émergents. Alors qu'au Forum de Davos, en Suisse, l'ensemble des responsables politiques dénonçaient le rôle des spéculateurs dans l'aggravation de la crise financière qui a ravagé l'Asie et la Russie, la décision de Brasilia est assez iconoclaste.

Cette nomination témoigne en tout cas de l'affaiblissement d'un gouvernement face à la chute incontrôlable du real. M. Fraga, dont la nomination doit encore être approuvée par le Sénat, est le troisième gouverneur de l'institut d'émission brésilien en un mois. Le 12 janvier, après avoir réduit les réserves de devises de 70 milliards de dollars en septembre à moins de 40 milliards pour soutenir la monnaie, l'ancien gouverneur, Gustavo Franco, était remplacé par Francisco Lopes. Le mercredi, à peine nommé, le nouveau patron de la banque centrale élargissait les bandes de fluctuation dans lesquelles évoluait le real par rapport au dollar. Le vendredi, jugeant la situation intenable, il annonçait le flottement de la monnaie.

Le remède s'est avéré inefficace pour stabiliser la monnaie, les marchés doutant de la capacité du gouvernement à mettre en place les mesures d'ajustement nécessaires pour réduire l'énorme déficit public

du pays. En quinze jours, la monnaie a perdu plus de 40 % de sa valeur, malgré le relèvement des taux d'intérêt (le quatrième en quatre jours) à 39 %. M. Lopes n'était à l'évidence plus l'homme d'une situation de « guerre » avec les marchés. Il a dû jeter l'éponge à son tour. Son successeur n'est pas un inconnu au Brésil. Docteur en économie formé à Princeton, cet homme de quarante-deux ans était directeur des affaires internationales de la banque centrale sous le gouvernement Collor de 1990 à 1993, c'est-à-dire, à la charge de gérer les réserves de change du Brésil.

DES A-COUPS IMPRÉVUS

Son départ à New York pour intégrer l'équipe Soros a, à l'époque, suscité de nombreux débats équivalents à ceux sur le « pantoufle » en France, puisque, du jour au lendemain, il a pu utiliser les nombreuses informations qu'il détenait comme fonctionnaire au profit du secteur privé. M. Fraga Neto, spéculateur des taux de change instables, sera-t-il capable de calmer le jeu dans une atmosphère où la monnaie oscille au gré des numéros, provoquant des « coups imprévisibles et imprévisibles ? Alors que les spécialistes estimaient avant la crise que le real était surévalué de 15 à 30 %, il a plongé à plus de 40 %. C'est la crainte de la possibilité d'un blocage des liquidités, comme l'avait décidé Fernando Collor en 1990, qui a provoqué l'affaiblissement. Il a fallu que le ministre de l'économie, Pedro Malan, donne en direct à la télévision sa parole d'honneur que le gouvernement ne confisque pas l'épargne pour ramener le cadre.

C'est pour tenter d'évaluer les révoltes économiques nécessaires que le numéro deux du Fonds mo-

Babette Stern

Washington peine à rallier les pays du Golfe à son projet irakien

Le Qatar, Oman et les Emirats arabes unis s'opposent « à toute ingérence dans les affaires intérieures d'autrui » et n'ont pas fait bon accueil à la diplomatie américaine

LA TOURNÉE dans le Golfe que le sous-secrétaire d'Etat américain Martin Indyk a achevée, mardi 2 février, ajoutée au déplacement de Madeleine Albright en Arabie saoudite, devrait être l'occasion, pour Washington, de convaincre ses interlocuteurs de la pertinence de sa nouvelle politique vis-à-vis du régime irakien : l'offensive tous azimuts. Elle a cependant surtout mis en évidence les réticences arabes, pour ne pas dire plus, à s'y impliquer.

Les imprécations lancées régulièrement par Bagdad à l'encontre du Koweït et de l'Arabie saoudite, accusés de faire le jeu des Américains et des Britanniques, auraient pu inciter les monarchies du Golfe à faire bon accueil à la diplomatie américaine : il n'en a rien été.

Tour à tour, le Qatar, Oman, et les Emirats arabes unis se sont opposés, à l'instar du sultan omanais Qabous, « à toute ingérence dans les affaires intérieures d'autrui ». La presse officielle du Qatar a estimé que « aucun pays arabe ne peut exprimer son soutien à l'opération ».

UN SOUHAIT ET UNE CRIAINE

Le problème est que de hauts responsables américains viennent, à quelques jours d'intervalle, d'exprimer les plus grandes réserves sur l'état de l'opposition irakienne et sur l'affaiblissement supposé du pouvoir en place à Bagdad après les frappes militaires de l'opération « Renard du désert », en décembre. Le responsable du théâtre d'opération du Golfe, le général Anthony Zinni, a assuré la semaine dernière devant le Congrès qu'aucun groupe d'opposition n'a « la viabilité pour renverser Saddam ». « La dernière chose que nous voulons est un Irak fragmenté et en voie de désintégration car les effets sur la région seraient plus graves selon moi que ceux occasionnés par un Saddam dont la liberté de mouvement serait limitée », a-t-il ajouté.

Devant le Sénat, mardi, le directeur de la CIA, George Tenet, a ajouté que le président Saddam Hussein dispose toujours d'une « formidable structure de sécurité » et que son régime « n'est pas un château de cartes ».

Alors que les Américains s'en sont pris pour la première fois, mardi, à une batterie de missiles antinavires près de Bassorah, dans le sud de l'Irak, M. Indyk a lui-même convenu que « pour réussir », à savoir obtenir le départ ou le renversement du président irakien, les Etats-Unis doivent « obtenir le soutien des pays voisins de l'Irak ». Ces voisins n'ont certainement aucun attachement particulier pour le régime de Bagdad, mais ils sont coincés entre un souhait et une crainte. Le souhait est de conserver le bouclier américain et de préserver de bonnes relations avec Washington. La crainte est de se voir dresser une opinion publique imprévisible, alors que leurs pays traversent une période délicate du fait, notamment, de l'effondrement des cours du pétrole.

Gilles Paris

(Publifoto)

L'ADIC

Union Internationale pour le Dialogue Juédo-Israélo-Chrétien et l'Education de la Paix

Présidents : M. Aly Elsammam et M. Stéphane Farandjia
Président d'honneur : Cardinal Dr. Franz König, membre du Sacré Collège au Vatican
Membres d'honneur : Dr. Boutros-Boutros Ghali et l'Archidiacre Otto de Hasbourg

▲ Aujourd'hui, le sommet Islamo-Chrétien

L'ADIC a aidé à conclure la signature d'un ACCORD HISTORIQUE, le 28 Mai, 1998, entre le VATICAN et AL-AZHAR (la plus haute instance de l'islam sunnite) et plus précisément, entre le Conseil Pontifical pour le dialogue interreligieux (l'Etat du Vatican) et le Comité permanent d'Al-Azhar pour le dialogue avec les Religions Monotheïstes (le Caire). POUR LA CRÉATION D'UN COMITÉ MIXTE DE DIALOGUE.

Cet accord stipule notamment (art. 2) : « qu'il faut veiller à ce que les religions jouent leur rôle ... POUR COMBATTRE ENSEMBLE LE FANATISME RELIGIEUX, LA VIOLENCE ET LE TERRORISME ».

Et mentionne également (art. 4) : « le rôle de la Conférence de la Sorbonne en juin 1994, organisée par l'ADIC qui souligne LA NÉCESSITÉ DE DONNER AUX CHRÉTIENS LE VRAI VISAGE DE L'ISLAM ET DE DONNER AUX MUSULMANS LE VRAI VISAGE DU CHRISTIANISME ».

→ Déclarations faites lors de l'audience avec LE PAPE JEAN-PAUL II le lendemain de la signature :

« SA SAINTEté A DÉCLARÉ « LE DIALOGUE ENTRE NOS DEUX RELIGIONS EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS ».

Le Cardinal Arinze, Président du Conseil Pontifical pour le Dialogue Interreligieux, a souligné que « CET ACCORD CONCERNÉ DEUX COMMUNAUTÉS QUI CONSTITUENT PLUS DE LA MOITIÉ DE L'HUMANITÉ ».

Le Cheikh Fawzy Al Zafar, wakil d'Al-Azhar, président du Comité Permanent d'Al-Azhar pour le dialogue avec les Religions Monotheïstes, a précisé « L'ISLAM EST UNE RELIGION QUI N'ACCEPTE PAS LE FANATISME, LA VIOLENCE, L'EXTREMISME ET LE TERRORISME, ET APPELLE CHACUN D'ENTRE NOUS À LA PAIX ET À L'AMOUR ».



SA SAINTEté le Pape Jean Paul II reçoit et félicite les signataires de l'accord, le Père Michel Fitzgerald, Secrétaire Général du Conseil Pontifical pour le Dialogue Interreligieux et le Cardinal Francis Arinze, le Cheikh Fawzy Al-Zafar et M. Aly Elsammam, vice-président du Comité Permanent d'Al-Azhar pour le dialogue avec les Religions Monotheïstes.



M. Aly Elsammam, signataire de l'accord, a déclaré devant Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, « Nous resterons fidèles à l'esprit d'Assise ».

▲ Demain, le dialogue et la Jeunesse

Le 15 décembre 1998, l'ADIC a organisé une conférence sur le thème : MOI, JEUNE, FACE À LA SOCIÉTÉ MULTIRELIGIEUSE. Un appel a été lancé dans la déclaration finale « JEUNES DE TOUTES RELIGIONS, QUI RECONNAISSEZ L'HERITAGE D'ABRAHAM, UNISSEZ-VOUS ».

L'ADIC invite les jeunes des trois religions à s'organiser pour UN RASSEMBLEMENT AVANT L'AN 2000 au lieu combien symbolique, LE MONT SINAI POUR RÉGÉNERER LEUR ENTHOUSIASME ET LEUR FOI. Communiquez-nous vos idées et vos suggestions en nous adressant à :

ADIC - 11, rue de Berri 75008 PARIS - Tél : 01 45 61 23 18

OSI - ITAP

Le Parti communiste vietnamien lance une nouvelle campagne contre la corruption

Malgré la crise économique, les conservateurs du parti semblent l'emporter

Au moment où l'économie du pays, rattrapée par la crise asiatique, traverse une phase difficile, le comité central du Parti communiste viet-

namien, réuni depuis dix jours à Hanoï, a décidé, mardi 2 février, de lancer une nouvelle campagne contre la corruption. Mais le poids des

conservateurs semble avoir empêché une accélération des réformes. Il n'y a eu aucun changement de personnes au sein du bureau politique.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

A l'issue de dix jours de réunion à huis clos à Hanoï, le comité central du PC vietnamien a annoncé, mardi 2 février, le lancement d'une vaste campagne contre la corruption dans ses rangs. Il a ouvert une phase de deux années de « critique et autorité » qui affectera les 2,3 millions de membres du parti unique, sur une population de près de 80 millions de gens. Mais l'absence de remaniement de la direction du PC semble indiquer que la stabilité politique demeure la priorité en dépit d'une nette érosion des performances économiques du Vietnam.

Avant ce sixième plénum du comité central, qui a été reporté d'un mois, les spéculations sur des modifications au sein d'un bureau politique de dix-neuf membres étaient allées bon train. Un porte-parole du PC a déclaré mardi qu'il n'en avait pas été question. La ligne officielle est d'affirmer que la corruption au sein du PC n'en affecte pas la direction. La réunion envisage d'une conférence nationale du parti, à mi-chemin entre son congrès de 1996 et celui prévu en 2001, n'a même pas été annoncée.

Rattrapée par la crise asiatique, l'économie traverse une phase difficile. Le taux de croissance a été, selon les statistiques officielles, supérieure à 6 % l'an dernier et devrait se maintenir dans une fourchette de 5 % à 6 % en 1999. La Banque mondiale estime que ce taux a été au



meilleur de 4 % en 1998 (contre 8,5 % en 1997) et que l'essoufflement devrait s'accentuer cette année, le siégeant dans une fourchette de 1 % à 3 %. Les investissements étrangers agréés en 1998 se sont élevés à 4 milliards de dollars (3,54 milliards d'euros) en tenant compte d'un projet controversé de raffinerie (1,3 milliard de dollars, 1,12 milliard d'euros). En décembre, les donateurs se sont toutefois engagés à fournir au Vietnam pour 2,2 milliards de dollars (1,95 milliard d'euros) de dons et de crédits, ce qui représente une intéressante bouffée

d'oxygène. La corruption est devenue un fléau tel que des ruraux ont manifesté à plusieurs reprises depuis 1997 contre la cupidité de fonctionnaires locaux et la lourdeur des taxes que leur sont imposées.

Le PC réagit donc en annonçant une campagne d'autorité analogue à celle qui avait précédé, en 1985-1986, l'ouverture du pays aux investissements étrangers et aux touristes alors que l'économie était au bord de la banqueroute. En fait, selon de bonnes sources, la décision a été prise avant même la réunion, à la mi-décembre à Hanoï, d'un som-

met de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Dans le même temps, tout en facilitant la tâche des investisseurs étrangers, le PC n'envisage pas de desserrer son étreinte sur l'économie. Alors que le risque d'une récession n'est pas écarté, la réforme d'un secteur public tentaculaire ne pourra que davantage gonfler les rangs des chômeurs. « L'économie du Vietnam est toujours faible. Si vous l'ouvrez d'une façon rapide, elle peut s'effondrer », a déclaré le premier ministre, Phan Van Khai, dans un entretien publié mardi par l'Asian Wall Street Journal. M. Khai a également estimé que la relance de l'expansion se ferait plutôt par le biais de la consommation interne que par celui d'une reprise d'exportations qui stagnent depuis 1998. Mais le pari semble difficile compte tenu du niveau de vie des Vietnamiens, dont le revenu annuel per capita demeure inférieur à 2 000 francs.

Le PC n'est pas indifférent aux critiques contre la corruption formulées par le général Trần Đô, qu'il a toutefois exclu de ses rangs en décembre. Ce vétéran des guerres du Vietnam s'insurge contre l'étendue de la corruption au sein d'un parti qui, à ses yeux, doit se réformer s'il ne veut pas mourir. Mais le poids des conservateurs et la priorité accordée aux décisions par consensus semblent prolonger le statu quo au détriment des réformes.

Jean-Claude Pomonti

« Faute de réformes, le peuple vietnamien se soulèvera »

Le dissident Doan Viet Hoat craint une aggravation de la crise économique et politique

LA CRISE asiatique aura fait au moins un heureux. Figure de proue de la dissidence politique vietnamienne, Doan Viet Hoat a été libéré et expulsé après huit ans de prison, le 1^{er} septembre 1998. « Parce que, estime-t-il, le Vietnam, qui traverse une crise très grave, va se donner un visage plus acceptable pour recevoir des aides financières internationales. »

Ce journaliste de l'opposition de cinquante-six ans - dont vingt ans, en deux séquences, dans les geôles vietnamiennes - ne se fait pas d'illusion. Il ne s'agit que d'un ravallement de façade : « Seuls les gens qui sont connus ont été libérés », affirme ce célèbre dissident originaire du sud du Vietnam. Malgré l'annexion, en septembre 1998, de quelque cinq mille détenus, « des centaines et des centaines de prisonniers politiques restent enfermés », dit-il. Pour nous ce n'est donc pas le signe d'un changement fondamental. »

Le dissident voit dans les troubles qui ont agité les campagnes les prémisses d'une telle révolte. « A cause de l'impuissance du Parti à résoudre la crise financière, économique mais aussi politique, les révoltes locales vont s'amplifier. Dans les villes, les jeunes, désespérés par le chômage, le manque de liberté, commencent aussi à se révolter, à affronter la police », raconte-t-il.

Malgré son pessimisme et sa santé fragile, M. Hoat continue de se battre pour la démocratie au Vietnam. Il mène campagne pour que l'aide internationale soit liée à une libéralisation. Il travaille à former une opposition, une presse libre, « sans lesquelles il n'y a pas de démocratisation possible ». Jean-Baptiste Naudet

Premiers signes de reprise économique en Corée du Sud

LA CORÉE DU SUD n'est pas encore sortie de la récession. Mais, après une année 1998 dramatique (la croissance a été de -5,4 %), le gouvernement de Séoul estime que 1999 sera l'année du retour à la croissance positive, avec une prévision de +3 à +4 % cette année (plus optimiste que l'OCDE, qui parle de +0,5 %). En mars du forum de Davos il y a quelques jours, le numéro deux du FMI, Stanley Fischer, a souligné que l'économie coréenne reprendrait à croître au deuxième semestre de 1999. L'agence de notation financière anglo-saxonne Standard and Poor's vient quant à elle de relever (le 26 janvier) le classement de la Corée, à nouveau considérée comme un pays favorable aux investissements.

La plupart des économistes demeurent pourtant très prudents. Ils n'excluent pas la poursuite de la récession au cours de la deuxième moitié de 1999, pointant du doigt le contexte international incertain et notamment la possible dévaluation du yuan par Pékin.

« Ne rêvons pas : ce n'est pas encore le moment d'ouvrir les bouteilles de champagne », a dit voici quelques jours le président Kim Dae-jung à Séoul. lors d'un dîner auquel assistaient près de 200 hauts fonc-

tionnaires. Près d'un an après son entrée en fonction (qui eut lieu le 25 février 1998), le président coréen ajoutait à l'intention de ses compatriotes qu'il leur faudrait encore « se servir la ceinture et continuer les réformes pendant quelques années ».

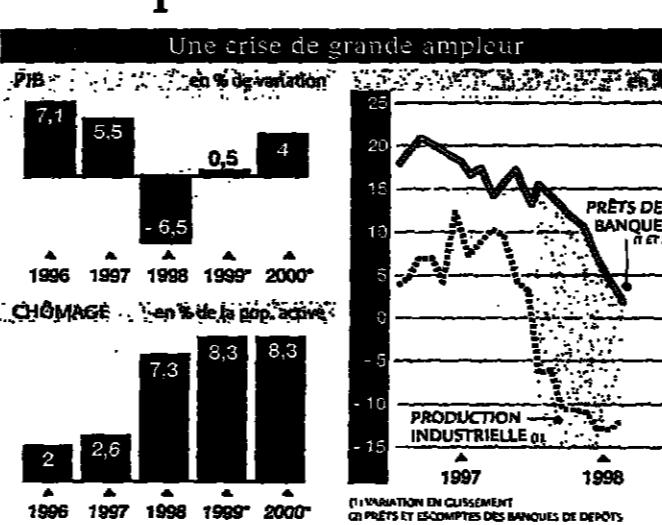
LE FLEAU DU CHÔMAGE

Malgré de nombreux indicateurs économiques encourageants (reprise de la production industrielle et des exportations, baisse des stocks, utilisation accrue des capacités industrielles...), l'Institut de recherches Hyundai estime que la Corée n'aura achevé ses restructurations et retrouvé son niveau initial de performances économiques qu'en 2003. D'après les calculs de l'institut, le pays n'aura retrouvé une croissance annuelle de +5 % qu'en 2001 et son niveau de PIB antérieur à la crise (10 000 dollars par habitant) qu'en 2002.

Le principal handicap de la Corée demeure le chômage, qui a plus que doublé en quelques mois pour atteindre un niveau record de 7,9 % en décembre (il y a aujourd'hui 1,6 million de chômeurs contre 658 000 en décembre 1997). Le chiffre devrait continuer d'augmenter en 1999 avec les vastes restructurations industrielles en cours.

Le démantèlement des grands

conglomérats familiaux (les *chaebols*) est une des clés de la reprise économique. Afin de mettre un terme aux pratiques de corruption, un code de bonne conduite inspiré de la convention anticorruption de l'OCDE se met en place. Mais les restructurations ont un prix social très élevé. Les cinq grands *chaebols* (Samsung, Daewoo, Hyundai, LG, SK) suppriment des filiales et fusionnent certaines de leurs activités pour renforcer leur compétitivité. Chaque restructuration s'accompagne de la suppression de 15 à 20 % des emplois : les *chaebols* dégagent ainsi des ressources qui leur permettent de rembourser leurs dettes. Les salariés protestent et se mettent en grève : les plus importants ont éclaté à la fin janvier dans la filiale électronique de Daewoo,



appelée à être reprise par Samsung, et dans la filiale de semi-conducteurs du groupe LG, reprise par Hyundai.

Les facteurs d'espérance sont pourtant là. On vient d'apprendre que les importations sud-coréennes avaient augmenté en janvier 1999, et ce pour la première fois depuis la crise de décembre 1997. Cette augmentation des importations ayant touché surtout les biens d'équipement, c'est le signe que les entreprises coréennes se remettent à faire des achats à l'étranger pour produire en Corée. La croissance

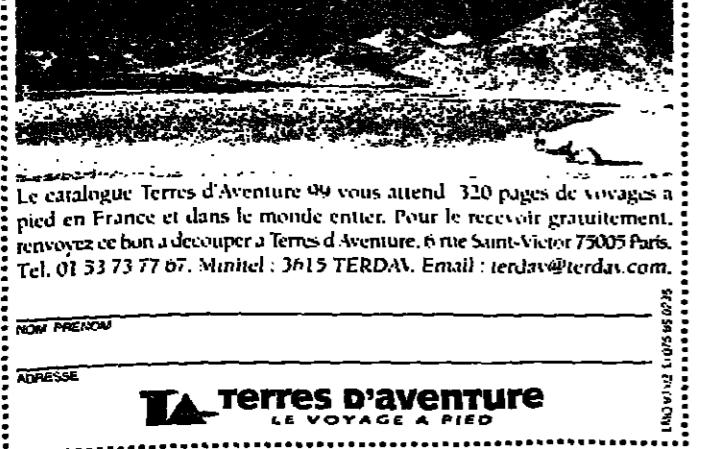
des exportations en janvier, pour le troisième mois consécutif, est également un très bon signe. Les excédents commerciaux dégagés en 1998 ont permis à la Corée de reconstituer ses réserves en devises (qui étaient de 50 milliards de dollars [44 milliards d'euros] au 31 janvier).

La chute des taux d'intérêt favorise une relance de l'investissement : après avoir atteint plus de 30 % au cœur de la crise financière (décembre 1997), les taux à court terme sont aujourd'hui à 6 % et devraient continuer à baisser selon les objectifs définis par la banque centrale coréenne, soucieuse par ailleurs d'éviter une surévaluation du won, la monnaie nationale. Certains observateurs craignent cependant qu'une baisse trop rapide des taux d'intérêt ralentisse l'assainissement en profondeur du secteur financier, encore grevé par l'accumulation de mauvaises créances. La formation d'une bulle financière est un danger réel pour l'économie coréenne.

Quoi qu'il en soit, la Corée ne devrait avoir aucun mal à rembourser les prêts accordés par le Fonds monétaire international. Le FMI avait accordé en décembre 1997 des prêts d'un montant de 57 milliards de dollars (50 milliards d'euros) à la Corée, en échange d'engagements sur une politique de rigueur.

Lucas Delattre

Pourquoi se contenter de quatre étoiles quand on vous en offre des millions ?



Un sous-marin chinois « sous-marinait » sur un cargo en Manche

C'EST sur renseignement que, à la mi-décembre 1998, la marine française a fait décoller un avion de surveillance maritime atlantique de sa base de Lann-Bihoué, en Bretagne, puis deux avions de reconnaissance photographique Estandard IVP de leur base de Landivisiau, avec pour but d'aller localiser, au nord-ouest des îles Anglo-Normandes, un cargo civil en route vers le rail d'Ouessant. A même le pont du Super Servant 3 en transit en Manche, une étrange cargaison, bien en évidence : la coque, peinte en bleu, et le kiosque, en noir, d'un sous-marin russe que les caméras de l'aéronavale vont « mitrailler » sous toutes les coutures.

La preuve vient ainsi d'être établie de l'existence d'un marché entre la Russie et la Chine populaire, qui porte sur la vente, par Moscou à Pékin, de dix sous-marins d'attaque à propulsion classique. Cols bleus, l'hebdomadaire de la marine nationale qui rapporte les faits dans son dernier numéro, croit savoir que, déjà, trois unités de la même classe ont été livrées entre 1995 et 1998, à partir, semble-t-il, d'un port en Finlande et à l'issue d'un transit de cin-

quante-cinq jours qui les mène à destination de Ningbo, en Chine, via le cap de Bonne-Espérance.

Il s'agit de sous-marins de la classe Kilo (modèles 877 et 656), à propulsion diesel/électrique, qui déplacent 2 325 tonnes en surface et 3 076 tonnes en plongée. Ces bâtiments sont équipés de dix-huit torpilles et de missiles surface-air. Ils peuvent plonger à 300 mètres de profondeur. Le modèle 656 - le plus proposé à l'exportation puisque, outre la Chine, l'Inde a acquis - se distingue du 877 du fait qu'il fait moins de bruit, qu'il est plus rapide (20 nœuds en plongée) et plus endurant (il peut franchir une distance sans escale équivalant à 10 000 kilomètres).

18 000 KILOMÈTRES DE CÔTES

La marine chinoise est forte aujourd'hui de 92 sous-marins, dont deux sont armés de missiles stratégiques et cinq à propulsion nucléaire - sont des lance-torpilles. C'est, sur le plan quantitatif, la troisième flotte sous-marine au monde, juste après les Etats-Unis et la Russie.

La Chine a confié à ses sous-marins la mission éventuelle de se tenir prêts à harceler le trafic commercial aux alentours de Taiwan et de faire en sorte que d'autres marines de guerre, qui ne sont pas de ses alliées, ne se sentent pas en sécurité si elles venaient à naviguer dans les eaux asiatiques. Cols bleus constate ainsi que « Pékin paraît soucieux de renforcer les moyens de défense de ses 18 000 kilomètres de côtes et d'un domaine maritime de plus de 3 millions de kilomètres carrés ».

Du même coup, les Chinois inquiètent certains de leurs voisins, à commencer par l'île nationale. Taiwan déploie quatre sous-marins nettement moins performants et acquis de longue date aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. Le gouvernement de Taïpeh vient d'exprimer le souhait de se doter d'une dizaine de sous-marins à partir de modèles conçus aux Etats-Unis et en Allemagne. Mais les pressions exercées par la Chine sur les fournisseurs d'armes à Taiwan laissent augurer des tractations plutôt délicates.

Jacques Isnard

ROME
920F

M. Primakov tente de renforcer son pouvoir en Russie en s'en prenant aux « crimes économiques »

Le procureur général, Iouri Skouratov, a démissionné pour « raisons de santé »

Des unités du ministère russe de l'intérieur ont procédé, mardi 2 février à Moscou, à une perquisition au siège de la compagnie pétrolière Sib-

neft, contrôlée par Boris Berezovski, proche de la famille Eltsine. Deux jours plus tôt, le premier ministre, Evgueni Primakov, avait annoncé une

vaste amnistie de prisonniers afin de « libérer des places (dans les prisons) pour des personnes qui seront condamnées pour crimes économiques ».

MOSCOUR
de notre correspondant
C'est à une nouvelle démonstration de force qu'a procédé, mardi 2 février, le premier ministre russe Evgueni Primakov. Après avoir procédé la semaine dernière à un pacte d'« entente politique » qui a pris de court le Kremlin, M. Primakov a engagé une bataille frontale avec l'un des « oligarques » (chefs de groupes industriels et financiers) les plus puissants du pays, Boris Berezovski. L'affrontement se fait sur deux terrains : judiciaire, pour illustrer la croisade contre la corruption qu'entend mener le premier ministre ; politique, pour marquer que M. Primakov est devenu, face à un Boris Eltsine affaibli, le vrai patron du pays.

Mardi 2 février, les unités spéciales du ministère de l'intérieur ont procédé à une perquisition spectaculaire au siège de Sibneft, à Moscou, septième compagnie pétrolière du pays, contrôlée par Boris Berezovski. Le bureau du procureur général de Russie a, fin janvier, ouvert une enquête à la suite de la publication d'un de ces « kompromat » (documents compromettants) dont la presse russe est friande. Le 20 janvier, le journal *Moskovski Komsomolets*, proche du maire de Moscou Iouri Loujkov, expliquait que Boris Be-

rezovski, via une société de sécurité Atoll, faisait espionner la famille présidentielle et, en particulier, la fille de Boris Eltsine, Tatiana Diatchenko. Des écoutes téléphoniques et des enregistrements vidéo avaient été saisies et transmis au parquet général, affirmait le journal, aussitôt démenti par M. Berezovski.

Outre la perquisition au siège de Sibneft, les enquêteurs ont visité, mardi, une vingtaine de sociétés et d'appartements privés à Moscou, dont le siège de la société Atoll. M. Berezovski s'est refusé à tout commentaire sur cette offensive judiciaire, préférant concentrer ses tirs sur M. Primakov.

BATAILLE DANS L'AUDIOVISUEL
Dimanche, lors d'un entretien télévisé, M. Primakov s'était dit déterminé à lutter contre « la criminalité économique et la corruption ». Son gouvernement, expliquait-il, venait d'adopter un projet de loi d'amnistie de 95 000 prisonniers (la Russie compte plus d'un million de détenus) : « Cela permettra de libérer des places pour des personnes qui seront condamnées pour crimes économiques », ajoutait-il. Aussitôt, Boris Berezovski s'indignait d'une telle déclaration. « C'est une parodie de justice, le retour aux temps soviétiques, estimait-il. Tant qu'en

premier ministre fera de telles déclarations, notre pays ne pourra prétendre être une démocratie ».

Il ne fait plus de doute que M. Primakov est décidé à briser celui que l'on présente comme l'homme d'affaires et le conseiller de la famille de Boris Eltsine. Outre Sibneft, la bataille fait rage autour de la première chaîne de télévision ORT, contrôlée également par M. Berezovski. Son directeur général, Igor Chabodoursouk, a publiquement accusé, vendredi 29 janvier, le premier ministre, le maire de Moscou et « les communistes de la Douma » de vouloir prendre le contrôle de la chaîne en vue de la prochaine élection présidentielle. Lundi, M. Berezovski a également dénoncé les tentatives du « premier ministre et d'autres autorités de s'opposer à Boris Eltsine » sur cette affaire.

L'homme d'affaires vient de perdre la partie sur un autre dossier sensible, celui du contrôle de Transaero, deuxième compagnie d'aviation du pays. Un tribunal moscovite a annulé, la semaine dernière, certains transferts d'actions par lesquels Boris Berezovski prétendait être devenu majoritaire dans cette compagnie.

Menacé dans ses intérêts économiques, l'« oligarque » est également en mauvaise posture

politique. Secrétaire exécutif de la Communauté des Etats indépendants (CEI), Boris Berezovski a vivement critiqué le « pacte d'entente politique » proposé par M. Primakov. « Le secrétaire exécutif de la CEI n'a pas à critiquer le dirigeant d'un des gouvernements de ces pays », a rétorqué M. Primakov, laissant entendre que ce poste de « haut fonctionnaire » pouvait donner lieu à une nouvelle nomination.

Cet affrontement au sommet secoue l'ensemble de l'appareil d'Etat. Ainsi, alors que la perquisition se déroulait au siège de Sibneft, a été annoncée la démission « pour raisons de santé » de Iouri Skouratov, procureur général de Russie. Quittant sa maison de repos, Boris Eltsine s'est rendu quelques heures au Kremlin afin de signer une lettre informant le Parlement de cette démission.

Premier magistrat du pays, nommé en 1995 sur proposition du président, M. Skouratov a initié ces derniers mois plusieurs enquêtes judiciaires concernant les principaux « oligarques » du pays.

Le Kremlin a aussitôt fait savoir

que cette démission n'était pas le résultat d'un « désaccord » entre M. Skouratov et l'administration présidentielle.

François Bonnet

La justice slovaque enquête sur les méfaits de l'ancien gouvernement Meciar

PRAGUE
de notre correspondant
Trois mois après la passation de pouvoir entre le national-populaire Vladimír Meciar et la coalition démocratique slovaque conduite par le nouveau premier ministre, Mikuláš Dzurinda, les incitations commencent à pleuvoir sur les fidèles de l'ancien homme fort de la Slovaquie. Le chef de la police judiciaire de Bratislava a annoncé, lundi 1^{er} février, la mise en examen d'une douzaine de hauts responsables du parti de M. Meciar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), de même que l'arrestation et l'inculpation de deux officiers supérieurs des services secrets (SIS). La justice devrait par ailleurs cesser, dans les pro-

chains jours, la levée de l'immunité d'Ivan Lexa, l'ancien chef du SIS, accusé d'abus de pouvoir, et de Gustav Krejčí, ancien ministre de l'intérieur, soupçonné d'avoir saboté dans l'entrée dans l'OTAN.

C'est en menant campagne pour la restauration de l'Etat de droit, bafoué à nombreuses reprises par le cabinet Meciar, que les partis de l'actuel gouvernement avaient remporté haut la main les élections législatives de septembre 1998. Les pratiques peu démocratiques de la précédente équipe avaient en effet dissipé la confiance dans la course à l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne.

Les récentes arrestations effectuées dans les rangs du SIS visent

à faire la lumière sur l'enlèvement rocambolesque du fils de l'ancien président slovaque, Michal Kovac, dont le mandat est arrivé à terme en mars 1998.

DOSSIERS À CHARGE

Michal Kovac junior avait été enlevé le 31 août 1995, près de son domicile, dans la banlieue de Bratislava, et transporté dans le coffre d'une voiture en Autriche.

Alors sous le coup d'un mandat d'arrêt international – il était soupçonné de malversations dans une affaire entre des sociétés allemande et slovaque – le jeune Kovac avait été placé en détention provisoire en Autriche. Six mois plus tard, les tribunaux viennent le libéraient sans l'extraire vers l'Allemagne, qui le réclamait, consta-

tant que « son enlèvement s'était déroulé avec l'aide d'organes de l'Etat slovaque ». Dès le début de l'affaire, la presse avait désigné le SIS comme responsable de l'enlèvement. Rejetant ces accusations, le gouvernement Meciar empêche par tous les moyens la police de mener l'enquête à son terme et défendit la thèse de l'« auto-enlèvement ».

Les enquêtes en cours devraient par ailleurs dévoiler les pratiques du SIS, utilisé par le gouvernement dans sa lutte contre les opposants. Le nom de M. Lexa, l'ancien chef des services secrets, est en effet mêlé à plusieurs affaires, dont une tentative de discréditation de l'évêque de Banská Bystrica (centre), Rudolf Balaz, virulent adversaire de M. Meciar. Le mort, dans l'explosion de son véhicule, d'un ancien policier, proche d'un témoin-clé de l'enlèvement de Michal Kovac junior, ou la fabrication de faux témoignages contre l'ancien président figurent aux dossiers à charge.

Pour l'instant épargné, Vladimír Meciar pourrait être aussi inquiété par la justice. La presse et nombre d'hommes politiques slovaques estiment que l'ex-premier ministre est le véritable instigateur de ces méfaits. Une éventuelle condamnation de M. Meciar s'annoncerait difficile. L'actuel ministre de la justice, le chef des chrétiens-démocrates, Jan Carnogursky, ex-premier ministre (1991-92), a d'ores et déjà estimé que M. Meciar, « père de l'indépendance slovaque », devrait bénéficier d'une amnistie.

Martin Plichta

Les indépendantistes kosovars viendront à Rambouillet

L'ARMÉE de libération du Kosovo (UCK) a annoncé, mardi 2 février, sa venue aux pourparlers de paix qui doivent être organisés à partir du 6 février au château de Rambouillet. Le leader modéré des Kosovars, Ibrahim Rugova, avait déjà accepté la convocation à ces négociations lancée par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. La partie serbe réserve encore sa réponse. Le Parlement serbe doit se réunir, jeudi, pour en parler.

Jakup Krasniqi, porte-parole du quartier général de l'UCK, a déclaré que les délégués du mouvement seraient désignés mercredi et qu'ils iraient à Rambouillet porteurs de leurs propres propositions, dont une des principales est l'organisation d'un référendum d'autodétermination à l'échéance de la période d'autonomie de trois ans suggérée par le Groupe de contact. La décision de participer aux pourparlers, qui a été prise lors d'une réunion de tous les responsables militaires de l'UCK, ne fait pas l'unanimité parmi les indépendantistes. Quel-

ques heures plus tôt, un porte-parole politique de l'UCK avait présenté comme une « capitulation » le fait de participer à ces pourparlers.

A Belgrade, le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a indiqué : « La décision sera prise jeudi par le Parlement serbe, ce qui est logique puisque le Kosovo fait partie de la Serbie. » Les pays médiateurs n'envisagent cependant pas de limiter le problème du Kosovo à une affaire interne à la République de Serbie et attendent des représentants de la Fédération yougoslave à la table de négociations.

Si les participations se confirment, les négociateurs serbes et kosovars ainsi que les organisateurs d'une trentaine de personnes résideront au château de Rambouillet pendant toute la durée des négociations, fixées à treize jours au maximum. Hubert Védrine et son homologue britannique ouvriront les discussions samedi après-midi. – (AFP/Reuters)

LISBONNE 890 F 135,68€
MALTE 990 F 150,92€
MARRAKECH 1 300 F 198,18€
FUNCHAL 1 380 F 210,38€
***LES ANTILLES 2 490 F 379,60€**
LOME 2 490 F 379,60€
BAMAKO 2 890 F 440,58€
SAINT DOMINGUE 3 350 F 510,70€
MADAGASCAR 3 900 F 594,55€
TAHITI 4 900 F 747,00€

VOLS ALLER RETOUR
DÉPART DE PARIS
*DÉPART DE LYON,
MARSEILLE, TOULOUSE ET NANTES
DÉPART DE BREST 2 890 F
OU 440,58 €
A CERTAINES DATES
HORS TAXES AÉRIENNES
200 AGENCE EN FRANCE
3613 NF
1,299 la minute et 0,657 au minute de 10h
à 18h, de 22h à 12h et 18h à 8h

ROME 920 F 140,25€

NOUVELLES FRONTIÈRES
Voyager ça fait avancer

DROITE La division de l'opposition aux élections européennes et le refus opposé par la droite sénatoriale à l'instauration de la parité, telle que voulue par Jacques Chirac et

Lionel Jospin, mettant en danger la position du président de la République. Celui-ci multiplie les rencontres avec des parlementaires de droite pour tenter de trouver une pa-

rade. ● **LE SÉNAT**, en refusant la parité, expose le chef de l'Etat au risque de se voir proposer par M. Jospin un référendum qui le mettrait en contradiction avec une partie de la droite. Il

essaye d'obtenir de la majorité sénatoriale qu'elle revienne, en deuxième lecture, sur son vote du 26 janvier. ● **PHILIPPE SÉGUIN**, qui a traversé un problème de santé dans la seconde

quinzaine de janvier, a paru hésiter à maintenir sa candidature à la tête d'une liste commune de l'opposition, réduite aujourd'hui au RPR et à DL, pour les élections européennes.

Jacques Chirac aux cent coups face au désordre de la droite

Divisée aux européennes, indisciplinée au Sénat, l'opposition met le chef de l'Etat dans une situation difficile. Il tente d'y remédier en invitant les parlementaires et en incitant les présidents des groupes de l'opposition à prendre le relais des chefs de parti défaillants

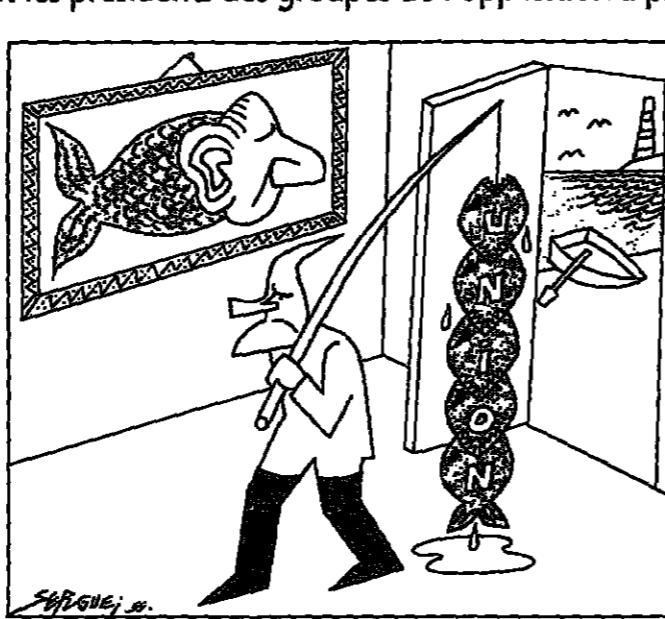
LORSQU'ON A ANNONCÉ à Jacques Chirac qu'il avait été élu « homme politique de l'année 1998 » par un jury de journalistes, il a d'abord cru à une plaisanterie. Il a fallu toute l'insistance du secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, venu recevoir ce prix au nom du chef de l'Etat, mardi 2 février au Sénat, pour le convaincre que, non, vraiment, cette distinction couronnait « un président "champion du monde" qui a rassemblé ses amis derrière lui » n'était pas le dernier gag des « Guignols de l'Info ». Car en ce moment, pour Jacques Chirac, les mots de « rassembler » et d'« amis » ont tendance à se révéler faussement incompatibles...

De la belle façade de l'union de l'opposition, ravalée à la va-vite à l'automne 1998, il ne reste plus rien. Alors, convaincu une fois de plus que, face aux déchirures des états-majors de la droite, il ne peut compter que sur lui-même, le chef de l'Etat s'emploie patiemment à reconstruire sur les gravats. Les partis sont des incapables ? Vive les parlementaires ! Le parlementaire de base constitue, depuis deux semaines, le salut de la reconquête chiraquienne. Le président de la République, qui n'avait jamais fait preuve, au long de sa

carrière politique, d'un intérêt particulier pour les travaux de l'Assemblée nationale et qui, de son propre aveu, fut un piètre ministre délégué aux relations avec le Parlement en... 1971, n'a aujourd'hui de temps que pour eux, ces députés et ces sénateurs qui sauront à la fois porter sa parole sur le terrain et relayer ses propositions dans leurs assemblées respectives.

A leur propos, le chef de l'Etat tient un raisonnement assez simple : la vie d'un élus, observe-t-il, suit un rythme à deux temps : la période post-électorale et la période préfectorale. Ils sont désormais entrés dans la seconde, celle de la préparation des élections municipales et législatives. Cette période se caractérise par une sensibilité toute particulière à tout ce qui pourrait menacer leur réélection : le spectacle des déchirures de leurs chefs, et surtout, les menaces de rétorsion et les règlements de comptes qu'ils engendrent localement. Le parlementaire de base peut donc être l'allié essentiel du président de la République dans sa revendication acharnée de l'union de l'opposition.

L'opération parlementaire a commencé méthodiquement. Sur



TF 1, le 31 janvier, Jean-Louis Débré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, promu *de facto* colonel d'infanterie, a lancé les premières salves qui avaient été mises au point dans la matinée avec M. Chirac. « *Un niveau dont je suis responsable* (...) L'Alliance se passe dans d'excellentes conditions. Et, mercredi 3 février, au cœur d'une semaine particuliè-

ment mouvementée pour les dirigeants du RPR, de l'UDF et de DL, un déjeuner largement encouragé par l'Elysée, devait réunir à la table de Christian Poncelet, président RPR du Sénat, les présidents des groupes de droite des deux Assemblées.

Le déjeuner, par les sénateurs, du texte sur la parité, signé par le président de la République, et les conséquences fâcheuses que cette attitude pourrait avoir sur un candidat attaché à son image de « modernisateur » ont accéléré le calendrier des travaux pratiques. La partie devrait, en effet, occuper l'essentiel du déjeuner de mercredi.

ÉVITER LA « RINGARDISATION » L'attachement du chef de l'Etat à ce texte et l'irritation qu'il a manifestée lors d'un déjeuner au Palais de Luxembourg, le 28 janvier, avec les chefs de la droite, ont conduit ces derniers jours tous les dirigeants de l'opposition parlementaire à multiplier les déclarations de bonne volonté sur ce texte. « *Il ne faut pas dramatiser*, a déclaré, mardi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, José Rossi, chef de file des députés DL. *On devrait organiser, par un bon dialogue entre le Sénat et l'Assemblée, à évoluer vers un compromis acceptable par les uns et les autres.* » Au Sénat, Henri de Raincourt, président de l'intergroupe de la droite, indiquait, pour sa part, qu'il faut « *absolument parvenir à un accord* ». Il se disait soucieux d'éviter « *l'interprétation qui ne monquerait pas d'être faite, dans notre société d'image et de communication* », d'un blâme persistant de Sénat à ce texte. La « ringardisation » du Sénat, voilà bien ce qui menace M. Chirac.

Dans un entretien accordé, mercredi, au Figaro, Joselin de Rohan, président du groupe RPR du Sénat et fidèle du chef de l'Etat, cherche la parade en accusant le premier ministre, Lionel Jospin, « *d'utiliser un certain nombre de projets – le cumul des mandats, la parité – dans le seul but de présenter le Sénat comme un rassemblement de ringards, rétrogrades, tardards et myopes* ». *La manœuvre est claire, accuse-t-il, il s'agit de noircir l'adversaire pour le rendre antipathique.* Encore faut-il convaincre l'opinion que le Sénat est autre

chose que cette assemblée de « ringards et rétrogrades », et donc s'efforcer d'obtenir des sénateurs qu'ils se déjouent de leur premier vote sur la parité.

Ce ne sera pas une partie de plaisir. La tactique chiriquienne n'a pas échappé au gouvernement, qui est bien décidé à ne pas faciliter la tâche des parlementaires de droite. Au cours de la séance des questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, mardi, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a ainsi

Peut-on soumettre la parité à référendum ?

L'hypothèse d'un référendum sur la parité, évoquée pour surmonter l'opposition du Sénat – et, pour l'heure, écartée par Jacques Chirac – relancerait les controverses sur l'utilisation du référendum. Selon l'article 11 de la Constitution, le président de la République peut soumettre à référendum tout projet de loi « portant sur l'organisation des pouvoirs publics ». Le texte sur la parité, cependant, modifie la Constitution. Or, la procédure de révision de la Loi fondamentale est fixée par son article 89 : sur proposition du gouvernement, le chef de l'Etat peut recourir au référendum (plutôt qu'au Congrès) pour valider une telle révision, mais après son approbation par l'Assemblée nationale et le Sénat. Pour avoir utilisé l'article 11 afin d'inscrire dans la Constitution l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, en 1962, le général de Gaulle avait été accusé de « forfaiture » par le président du Sénat, Gaston Monnerville.

écarté toute perspective de compromis sur l'article 4 de la Constitution, relatif aux partis politiques, article sur lequel les sénateurs s'étaient repliés en première lecture. « *Le gouvernement souhaite que l'article 4 de la Constitution soit révisé et que le Sénat évolue, sinon la réforme sera bloquée* », a-t-elle déclaré. L'Elysée a reçu le message.

Jean-Baptiste de Montvalon et Pascale Robert-Diard

Le président se tourne vers la « base » pour relayer son message

« *ILS M'ONT tout gâché* ! » « *Ils* s'appellent Philippe Séguin, Nicolas Sarkozy, François Bayrou et Alain Madelin. Et lui, c'est Jacques Chirac. Il ne décolère pas contre ces chefs de parti qui, en quelques semaines, ont cassé son Meccano : l'union de l'opposition. Devant ses fidèles, le chef de l'Etat n'en finit pas de ressasser ce fameux déjeuner de l'Alliance, le 19 janvier, au cours duquel il a pu mesurer les rivalités, les haines, le choc des ambitions, le poids des hypocrites.

M. Séguin l'exaspère et l'inquiète à la fois. Après avoir rendu le président du RPR responsable, par son intransigeance, « *Un centriste, on le séduit d'abord, ou le roule après* », maugréa-t-il, le chef de l'Etat craint son humeur. Tout au long de la journée, dimanche 31 janvier, il a cherché en vain à le joindre. Les éclipses du député des Vosges sont-elles que M. Chirac redoute le plus, convaincu qu'elles annoncent un mauvais coup.

Nicolas Sarkozy ? Le président de la République s'en méfie et lui tient rigueur, ces der-

nières semaines, d'un jeu trop personnel, au détriment de l'intérêt de l'Elysée. François Bayrou ? Après avoir tenté de le dissuader de partir seul aux élections européennes, il s'est promis de lui saper sa base électorale. Alain Madelin ? « *Dangereux et non maitrisable* », selon M. Chirac, qui ne lui pardonne pas de l'avoir, par ses déclarations publiques, « mouillé » dans le choix d'un candidat à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes.

VAISSELLE CASSÉE

La colère de M. Chirac n'épargne pas certains fidèles, tels que le groupe des dix députés RPR censés relayer ses propos et auxquels il reproche, à présent, de privilégier leur « terrain » au détriment de leur mission de chiraquisme parlementaire. Lui qui était convaincu d'avoir si bien terminé 1998 et tellement bien commencé 1999, il se voit obligé d'avancer, sans se blesser, au beau milieu de toute cette vaisselle cassée.

Alors, comme d'habitude, M. Chirac se tourne vers la « base ». En dix jours, l'agenda

présidentiel s'est rempli de rendez-vous avec les parlementaires. Après les « vraies gens » voilà les « vrais élus ». Sept jours sur sept, le chef de l'Etat reçoit : une dizaine d'élus sont conviés à l'heure de l'apéritif, puis conviés ensuite, pour le déjeuner, à Roger Roman, son conseiller en charge des relations avec le Parlement, à Maurice Ulrich, sénateur de Paris, et à Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée. M. Chirac s'éclipse et rejoint alors, dans une deuxième salle à manger, une dizaine d'autres parlementaires. L'après-midi, le déni repend, en groupes plus restreints.

A tous, le président de la République fait passer le même message : puisque les chefs de parti s'en montrent incapables, il faut faire l'union de l'opposition à la base. A la sortie de l'Elysée, chacun a en tête cette phrase de M. Chirac : « *je ne sais pas encore si je vais me représenter, mais une chose est sûre : si je me représente, Jospin peut être battu ; si je ne me présente pas, Jospin est élu* ».

P. R.-D.

Les trois jours où l'on s'est demandé ce que Philippe Séguin avait en tête

IRA ? IRA PAS ? L'inquiétude a gagné, dimanche 31 janvier et lundi 1^{er} février, une bonne partie des principaux dirigeants de la droite. Est-ce que l'ombrageux président

RÉCIT Etait-il possible pour le président du RPR de revenir sur la stratégie qu'il avait esquissée ?

du RPR, Philippe Séguin, n'allait pas finalement se réduire sur son Aventin ? Puisque ses prises de position contre le traité de Maastricht, en 1992, sont considérées comme un obstacle à la présentation d'une liste d'union aux élections européennes, ne risquait-il pas de retenir une candidature à la conduite d'une pareille liste, qu'au

demeurant il n'a jamais lui-même annoncée ? Et que se passerait-il en pareil cas ?

Jean-Louis Débré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a ajouté au trouble en refusant par trois fois de répondre, dimanche, sur TF 1, à cette assertion de Michel Field : « *Philippe Séguin est, dit-il, le meilleur candidat pour délivrer la liste de l'opposition aux européennes* ». M. Débré qui fait partie de ces visiteurs avec lesquels le chef de l'Etat aime à s'entretenir le dimanche, a simplement laissé tomber : « *Il est le meilleur pour conduire l'Alliance*. » La tension a encore monté lorsqu'il est apparu que M. Séguin n'était pas joignable au téléphone.

Mal remis d'une soudaine infection pulmonaire, qui l'avait indisposé dans la nuit du 8 au 9 janvier, peu avant l'élection d'Anne-Marie Comparini à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes – début de la crise actuelle entre l'UDF et ses partenaires de l'opposition –, M. Séguin était souffrant. Il a dû subir des examens complémentaires et a profité de ces congés forcés pour réfléchir encore à la préparation des élections européennes.

Selon certains de ses proches, M. Séguin a paru, effectivement, hésiter. Etait-il encore possible de revenir à la stratégie qu'il avait lui-même esquissée, au lendemain des régionales, mais avant la constitution de l'Alliance ? « *Nous enten-*

dons nous refuser désormais à toute stratégie du plus petit commun dénominateur (...) Notre stratégie électorale sera désormais fondée sur l'exigence d'identité réclamée par les Français, et non plus sur des simples considérations d'opportunité tactique », avait affirmé, le 25 mars, le député des Vosges. Cette « exigence d'identité » pourra-t-elle aller jusqu'à rassembler la totalité de la famille gaulliste ?

Charles Pasqua compris ? Cette éventualité a été rapidement écartée. Après le constat de désaccord observé lors de la convention pour l'Europe, en octobre 1998, puis lors du débat sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, M. Pasqua ne peut prétendre participer à la défense de la politique européenne du président de la République. Il n'est d'ailleurs pas demandeur. « *Il faudrait d'abord qu'ils abjurent Amsterdam* », dit l'un de ses proches, en parlant des dirigeants du RPR. Accessoirement, le sénateur des Hauts-de-Seine s'apprête à lancer une campagne pour les élections européennes.

Reste cependant à préparer l'organisation de la campagne, le contenu du programme et la gestion des rapports avec les autres listes de droite. Parallèlement aux réunions du groupe de travail restreint chargé de proposer une plate-forme commune au RPR et Démocratie libérale, une rencontre

il a exposé pourquoi l'UDF est la mieux à même de proposer des solutions imaginatives et d'ouvrir des voies nouvelles. « *Sans le nommer, il égratignait Chirac toutes les trois phrases* », rapporte un participant. Recevoir la bénédiction du fondateur de l'UDF pour une liste aux élections européennes a complété l'aisance des élus qui, peu à peu, se convainquent que leur parti s'est effectivement engagé sur la voie d'une liste autonome.

Il s'agit, pour le RPR et pour DL, de faire apparaître la liste que conduira le président de l'Alliance comme la véritable liste d'union, celle qui bénéficie du soutien de M. Chirac, celle devra récolter le « vote utile ». Dans sa composition, celle-ci devra respecter une certaine parité : une moitié des places pour le RPR, une moitié pour tous les autres, c'est-à-dire pour DL, pour des représentants de la « société civile » et pour des membres de l'UDF que les gaullistes ne désespèrent pas de pouvoir rallier.

L'hypothèse d'un retrait de M. Séguin n'avait pas été prise très au sérieux à l'UDF. Mardi, ses dirigeants l'ont étudiée de plus près. Leur réponse découle des deux conditions qu'ils ont posées à la constitution d'une liste unique : que la tête de liste et le programme soient négociés avec le RPR. En clair, si M. Séguin annonce son retrait d'ici à la fin de la semaine, l'UDF se déclarera ouverte à la discussion avec ses partenaires, sur la base du programme qu'elle

adoptera le 7 février. Dans le cas contraire, le plus probable, la convention de dimanche élaborera la stratégie de campagne de la liste UDF. « *Il est vrai que, maintenant, ça nous embête de nous refaire* », commentait Dominique Paillet, député des Deux-Sèvres et probable directeur de campagne d'une telle liste.

De son côté, Démocratie libérale a continué d'accuser l'UDF de collusion avec la gauche. José Rossi, président des députés libéraux, a enjoint une nouvelle fois à l'UDF de dire si « *elle a un pied dans l'opposition et un pied de l'autre côté* » ou si, au contraire, elle demeure dans l'opposition.

Mardi, devant les étudiants de l'Ecole supérieure des sciences économiques et sociales (Essec), à Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise, le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, s'est pris, lui aussi, aux centristes : « *Dirige de pays que celui où, parce que vous avez voté "non" à Maastricht, vous n'avez plus le droit de parler de l'Europe !* » « *L'idée européenne est trop belle pour en faire un objet de secte* », a-t-il ajouté. M. Sarkozy escompte toutefois que « *l'Alliance survivra aux tensions des européennes* ». Il a ressorti la formule de rigueur en période de division : un « *code de bonne conduite* » entre la liste RPR-DL et celle de l'UDF.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

DETAILLANT GROSISTE
VENTE A PARTICULIERS
Réseau de Paris et Côte, Paris Gambetta
MATELAS & SOMMIERS
Tous dimensions. Fixés ou relevables
SUSSPLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Coton - Duvivier - Saffron - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de la Côte d'Or, PARIS 12^e Tél. 01 42 08 71 00

Le rapprochement avec la CFDT divise les congressistes de la CGT

Louis Vianet s'est efforcé de maîtriser un débat qui trouble de nombreux délégués partagés entre identité et ouverture. L'adhésion à la Confédération européenne des syndicats est critiquée

STRASBOURG
de nos envoyés spéciaux

Indispensable Louis Vianet ! Le choix de présider, mardi 2 février, la première séance difficile du congrès, consacrée à l'unité syndicale, celle qui évoque forcément le rapprochement avec la CFDT, ne doit rien au hasard. A trois jours de son départ, « Loulou » déclenche l'affection spontanée et débordante des délégués. Il attendra, il émeut, on lui adresse la parole avec chaleur et sentiment. Et on l'excuse d'avance de ses petites malices. C'est donc très simplement, avec une feinte bonhomie et sans avoir l'air d'y toucher, que le secrétaire général sortant a maîtrisé les débats.

Une déléguée de Toulouse, aux faux airs d'Ariane Ascaride, l'héroïne de *Marius et Jeannette*, n'est pas allée par quatre chemins : « Chez nous, a-t-elle assuré, la CGT fait tout le travail. La CFDT et FO prennent le train en marche et, ensuite, fêtent la victoire. L'unité comme ça, on n'en veut pas ! » Ses propos ont été repris à la voile par un délégué de Pechiney. La CFDT ? « Eux, jamais ils viennent vers nous. Jamais ils nous appellent. Aujourd'hui, l'unité c'est compliqué, malgré les enjeux. » Une militante de la pharmacie surenchérit : « Dans ma boîte, il y a une unité d'action de tous les autres syndicats et de la direction des ressources humaines contre nous. Je ne veux pas que la CGT me demande de retourner quotidiennement ma veste avec la CFDT ! »

Prévoyant ces réactions épidermiques, M. Vianet a donné d'abord la parole à un délégué du Syndicat des impôts, qui, tirant

exemple des conflits unitaires aux finances, a expliqué : « L'unité, c'est le seul moyen de mettre effectivement en mouvement les personnels. » Quant au soin de conclure, le secrétaire général de la CGT l'a confié à un cadre d'EDF : « Nous n'avons pas l'exclusivité des prises de conscience. Notre idéal est reconnu bien au-delà de nos rangs (...) Ceux qui pensent qu'il faut au contact des autres nous ferait perdre notre identité ont une vision bien fragile de la CGT », a lancé ce responsable de la Fédération de l'énergie, invitant ses camarades à « dépasser les clichés » et à « partir des réalités telles qu'elles sont pour les transformer ». A la fin de son intervention, il a été très applaudie ; M. Vianet avait gagné son pari.

DIRECTION DÉCONTENANCÉE

Aux inquiétudes de certains délégués sur un éventuel rapprochement avec la CFDT ont succédé les critiques concertées contre l'adhésion de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES), venant soit de nostalgiques de la Fédération syndicale mondiale (FSM, ex-internationale syndicale prosovietique), soit de militants du Parti des travailleurs, une formation trotskiste hostile aux traités de Maastricht et d'Amsterdam. La veille, une première offensive avait déjà été engagée par un délégué des services publics de l'Essonne, dénonçant le projet de résolution du prochain congrès de la CES, « qui va encore plus loin dans l'accompagnement de la politique de Bruxelles de destruction des garanties collectives ». Mardi, le délégué CGT de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) est à

son tour monté à l'assaut, s'étonnant que l'ensemble des congressistes n'ait pas eu communication des documents sur les positions de la CES. « Si on l'avait fait, s'est-il exclamé, chacun pourrait voir que l'image d'Épinai d'une CES aidant les luttes syndicales en Europe ne tient pas ! »

Faisant la synthèse des deux combats, un militant lancait : « Je vous appelle à vous prononcer contre l'adhésion de la CGT à la CES, même si cela fâche Notat. » Dans la confusion entretenu, l'assistance a semblé plus indifférente aux enjeux européens qu'au rapprochement avec la CFDT. A l'issue de ces interventions, on s'interrogeait, dans les couloirs, sur leur véritable impact. La direction confédérale, toujours attentive à l'applaudimètre, était un peu décontenancée. Les congressistes, dont 80 % sont délégués pour la première fois, saluent indistinctement les prises de position très contradictoires, se montrant tout sensibles à la qualité des présentations oratoires.

La confusion a perduré, tard dans la soirée, lors de la réunion de la très stratégique commission des aménagements chargée de faire le tri dans les 2 800 modifications au document d'orientation enregistrées. Cette commission n'a pas tranché par un vote sur les points litigieux, au grand dam des « modernistes », qui craignent que cette hésitation n'encourage les débordements lorsque les amendements seront discutés, à partir de jeudi, devant le congrès.

Alain Beuve-Méry
et Caroline Monnot

Le ministère des finances est très prudent sur les 35 heures dans la fonction publique

LA FONCTION publique est une matière hautement explosive, comme en témoignent les réactions virulentes des syndicats à la note très sévère de l'Inspection générale des finances (IGF) sur les libertés que prendraient certaines administrations avec la réglementation sur le temps de travail (*Le Monde* du 3 février). Le gouvernement n'a pas encore dévoilé ses intentions quant à l'application des 35 heures aux 4,5 millions de fonctionnaires (Etat, collectivités locales, hôpitaux), mais la CGT et FO ont immédiatement dénoncé une manœuvre destinée, selon elles, à préparer les esprits à la suppression de certains « acquis ».

En marge du 46e congrès de la confédération, réuni à Strasbourg, la fédération CGT des fonctionnaires dénonce les « arguments tendancieux » sous-tendant la note de l'IGF, et FO juge que c'est « une pierre dans le jardin des fonctionnaires ». Pour Christine Bonnefon, coordinatrice de l'UNSA-Fonctionnaires (autonomes), les fuites ont été savamment organisées, la note de l'IGF ayant « pour objet de clore toute discussion relative au volet création d'emplois publics ». « Cette opération grossière vise à nier le dialogue social, ajoute-t-elle. L'UNSA réclame l'ouverture sans délai d'une négociation sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. »

MALAISE ENDÉMIQUE

Cette hostilité n'est pas pour déplaire à Bercy, peu mécontent de voir « fumer » la note de l'IGF. Le ministère des finances, en effet, s'engage à reculons sur les 35 heures. Dans un document interne sur l'application de la baisse du temps de travail aux fonctionnaires, la direction du budget souligne que la problématique est « différente par nature de celle du secteur privé ». Elle juge, en particulier, que « les gains de productivité passent par une meilleure utilisation des ressources et une résorption des sureffectifs », et ajoute que « des emplois ont été créés en grand nombre ces deux dernières années avec les emplois-jeunes ». La direction du budget prône une réduction du temps de travail,

mais pas avant 2000 et seulement pour les agents dont la durée de travail réelle est supérieure à 35 heures. Les éventuelles créations d'emplois devront respecter le ratio de productivité de 50 % prévu par la loi Aubry, et la réforme s'inscrit « dans le cadre de la programmation des finances publiques à moyen terme ». Toute baisse, ajoute-t-elle, sera subordonnée à une amélioration du service aux usagers. Les négociations devront d'abord être cadrees au niveau national dans les trois grands secteurs, puis décentralisées.

M. Strauss-Kahn est d'autant plus énclin à la prudence que les tensions sociales sont vives dans son administration. Après la grève bien suivie du 28 janvier, les fédérations des finances (FO, FDSEA, CGT, CFDT, FSAFI, CFTC, CFE-CGC) sont remontées au créneau pour exiger « la tenue, avant le 10 mars, d'une commission technique paritaire présidée par le mi-

Lire aussi notre éditorial page 15

M. Blot quitte M. Mégret et rejoint M. Le Pen

JEAN-MARIE LE PEN espère que ce sera « la première égogne qui annoncera le printemps » dans le ciel du Front national pour l'unité française et jubile du coup porté à Bruno Mégret : le retour au berceau d'Yvan Blot, un ami de près de « trente ans » de l'ancien délégué général, un de ses formateurs politiques et compagnon de route au RPR et au Club de l'horloge. Le fondateur du FNUF avait invité la presse, mardi 2 février, pour faire, avec son secrétaire général, Bruno Collinisch, le « point sur la déroute de l'opération Mégret et la véracité sur les chiffres de la demande de congrès extraordinaire » quand il est apparu avec M. Blot.

Promettant des révélations ultérieures, le président du groupe FN au conseil régional d'Alsace s'est expliqué brièvement sur son revirement. « J'ai l'intime conviction que Bruno Mégret a un projet personnel qui passe par le renement des idées essentielles » du Front national, a-t-il déclaré, avant d'affir-

mer qu'il a « des preuves de collusion avec d'autres partis politiques, preuves financières, preuves politiques et philologiques ». Il aurait découvert les « véritables intentions » de son ancien ami « en essayant de l'aider à être financé », « j'ai contacté des gens qui m'ont dit avoir déjà donné une aide financière à Bruno Mégret », explique-t-il, sans craindre l'incohérence.

Ce revirement de M. Blot étonne et s'explique à la fois. Personnage complexe, cet intellectuel évoquait encore récemment un « contact » qu'il aurait à l'Elysée et dont il faisait bénéficier M. Le Pen. De même est-il l'auteur d'une note, datée du 26 janvier, sur la « santé mentale » de M. Le Pen et dans laquelle il dénonce « une névrose de l'échec ». D'un autre côté, il était très lié au fondateur du parti d'extrême droite, auprès duquel il aime briller, et paraît volontiers des liens d'amitié entre sa femme et celle de M. Le Pen. Il avait rejoint tardivement ses anciens amis du Club de

Les députés affirment plus nettement la réalité des « pays »

L'ouverture du monopole de La Poste approuvée contre l'avis du MDC

L'Assemblée nationale a poursuivi, dans la nuit de mardi 2 au mercredi 3 février, l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire, défendu par M. Voynet. Le ministre espère achever la discussion de ce texte mercredi soir, avant de faire voter l'ensemble de ce projet mardi 9 février.

ture, prévu le 3 février, a été reporté au mardi 9.

Le débat a relayé les critiques de M. Sarre. François Sauvadet (UDF, Côte-d'Or) a dénoncé « la méthode utilisée par le gouvernement pour la transcription de la directive européenne sur le service postal », laquelle « aurait pourtant mérité un vrai débat au Parlement ». Maurice Leroy (UDF, Loir-et-Cher) a alerté ses collègues « de la majorité » sur la définition du « service universel postal » et « de la définition du « service universel postal » et de la définition du « service universel postal » (Le Monde du 21 janvier).

Le gouvernement a fait le choix d'une définition ambiguë du « service universel », tout en réservant à La Poste « le périmètre de loi qui définit la notion de « service universel postal » et de la définition du « service universel postal » proposé par le gouvernement : les services de levée et de distribution relevant du service universel postal sont assurés tous les jours « sauf circonstances ou conditions géographiques exceptionnelles ». « C'est justement en cas de circonstances exceptionnelles que le service public prend toute sa valeur ! », a approuvé M. Sarre. L'Assemblée a fini par voter un compromis selon lequel le service universel postal est assuré tous les jours « sauf circonstances exceptionnelles », ce qui permet de garantir le droit de grève des agents de La Poste, comme l'a demandé Félix Leyzour (PC, Côtes-d'Armor). A l'exception de M. Sarre, qui s'est abstenu, la majorité a adopté l'amendement du gouvernement.

LE RÔLE DES PRÉFETS

Jusqu'au petit matin, les députés ont poursuivi la discussion. Les uns après les autres, les schémas de services collectifs de transport, de l'énergie, des espaces naturels et ruraux, ont été adoptés, ainsi que l'article relatif aux communautés d'agglomération. Mais il reste encore une quinzaine d'articles à examiner et le vote en première lecture

M. Bataille, le charbon et le gaz sont désormais pénalisés, car ils doivent intégrer des coûts liés au rejet de gaz à effet de serre, ce qui augmente le prix du kilowatt-heure de 5 centimes. Ils admettent, néanmoins, que, pour le nucléaire, leur démonstration souffre d'une absence de données sur le coût réel du retraitement et du stockage réalisés par la Cogema.

« GISEMENT DE BASE »

Même s'ils reconnaissent qu'à l'avenir, avec l'ouverture à la concurrence du marché électrique et les progrès techniques sur les turbines, les installations de cycles combinés à gaz et de cogénération (production de chaleur et d'électricité) sont appelées à se développer, ils assurent que « le nucléaire demeure le gisement de base de l'énergie française ». Dans la perspective du renouvellement du parc, dans les années 2010-2020, ils préconisent le lancement rapide d'un prototype d'EPR, à 1 450 mégawatts comme prévu. Au même moment, dans un entretien au *Sud-deutsch Zeitung*, Dominique Vignon, président de Framatome, constructeur de l'EPR avec l'allemand Siemens, souligne que son groupe, en cas de défaillance de son partenaire, a « les compétences techniques et industrielles pour construire un réacteur seul ».

Dominique Gallois et Sylvia Zappi

Un rapport parlementaire plaide en faveur du renouvellement du parc nucléaire français

A DEUX SEMAINES de l'ouverture du marché européen de l'électricité à la concurrence, prévue le 19 février, et au moment où les Allemands remettent en cause leur stratégie énergétique, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques présente, mardi 2 février, un rapport sur l'aval du cycle nucléaire, intitulé « Les coûts de production de l'électricité ». Les deux rapporteurs, Christian Bataille (PS, Nord) et Robert Galley (RPR, Aube), se livrent, dans cette étude, à un plaidoyer pour la filière nucléaire. Ils demandent au gouvernement de commander, via EDF, un réacteur nucléaire EPR (European Pressurized Reactor), envisagé en partenariat avec l'Allemagne : « Nous recommandons de lancer dans les mois à venir l'EPR pour que la France et EDF puissent disposer à l'échéance 2010-2015 d'un réacteur éprouvé pour entreprendre le renouvellement du parc nucléaire », a déclaré Christian Bataille.

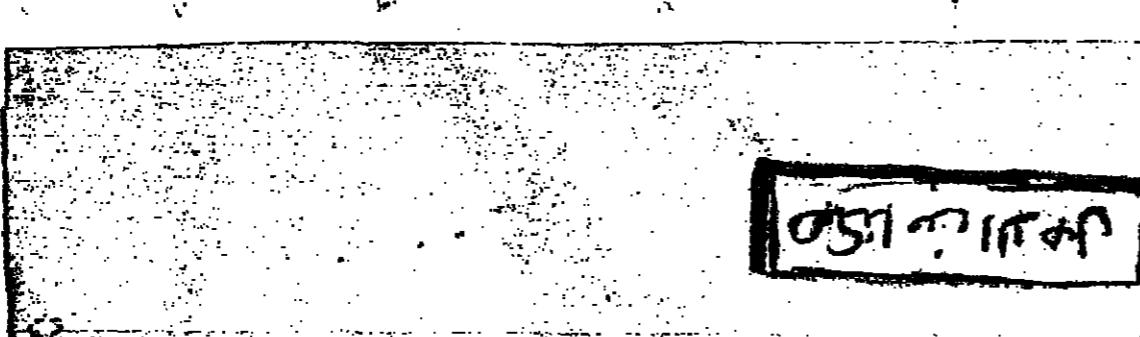
Les deux députés estiment qu'« aujourd'hui, en intégrant les coûts de l'aval du cycle nucléaire (combustible, retraitement et stockage), l'énergie nucléaire conserve un net avantage face au gaz et au charbon ». Pourtant, les coûts de référence de la production électrique établis par le direction du gaz, de l'électricité et du charbon (Digec) au secrétariat d'Etat à l'Industrie montrent que le prix du gaz est sensiblement égal à celui de l'électricité nucléaire, depuis 1997 : aux alentours de 20 centimes le kilowatt-heure. Selon

PEUGEOT NEUBAUER
À partir de 77 500



9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

Christiane Chombeau



SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 4 FÉVRIER 1999

ANTISÉMITISME Remis mardi 2 février à Lionel Jospin, le deuxième rapport d'étape de la mission d'étude sur la spoliation des juifs de France présidée par Jean Matteoli

évalue à 3,5 milliards de francs de l'époque (soit 5 milliards de francs actuels) le montant global des sommes prélevées au titre de la spoliation des 330 000 juifs de France.

● LE RAPPORT montre que les banques ont en général anticipé les ordonnances ou les lois de Vichy. ● DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNA-

tIONS, Daniel Lebègue a prononcé un vibrant mea culpa, s'engageant « à restituer toutes les sommes et les avoirs qui ne l'ont pas été et à compenser le préjudice subi par les victimes ou par leurs ayants droit ». ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, l'historien Jean Laloum raconte le calvaire subi, au quotidien, par les personnes persécutées et spoliées.

La mission Matteoli dresse un premier bilan de la spoliation des juifs

Dans un rapport remis à Lionel Jospin, elle insiste sur le rôle spécifique des banques françaises, coupables d'avoir fait preuve de zèle, allant jusqu'à devancer les ordonnances antisémites allemandes et les lois de Vichy

REMIS mardi 2 février au premier ministre, Lionel Jospin, le deuxième rapport d'étape « janvier-décembre 1998 » de la mission d'étude sur la spoliation des juifs de France présidée par Jean Matteoli constitue une première ébauche de bilan global portant sur l'ensemble de la période 1940-1944. En dépit d'une certaine tendance à la minimisation dans la présentation des chiffres de la spoliation des 330 000 juifs présents dans la France occupée et d'une description, sur un style toujours très défensif, du rôle de l'Etat dans les opérations de restitution après la Libération, ce document évalue à 3,5 milliards de francs de l'époque (environ 5 milliards de francs d'aujourd'hui ou 762 millions d'euros) le montant des sommes prélevées au titre de la spoliation et passées par la Caisse des dépôts et consignations (ce chiffre ne prend pas en compte la spoliation allemande). En revanche, la mission Matteoli n'a, pour l'heure, pas réussi à déterminer avec précision l'ampleur des restitutions opérées après 1945, une tâche d'autant plus délicate que les archives de ces restitutions se trouvent éparsillées un peu partout et ne tiennent pas forcément compte – à la différence de celle de l'Occupation – de la qualité de « juif » du spolié.

Effet des offensives actuelles sur les banques allemandes et françaises ? Le rôle joué par les établissements de crédit, les agents de change et les notaires, plus spécialement étudié par Claire Andrieu, maître de conférences à Paris-I, se trouve au cœur des trois cents pages du rapport. Un constat sur l'état d'esprit qui a accompagné, voire permis, le concours des banques à cette en-

treprise de dépossession systématique qui d'ores et déjà était fait : dans son ensemble, le secteur a anticipé les ordonnances allemandes ou les lois de Vichy.

ZÉLE PARTAGÉ

Le rapport souligne, par exemple, « la rapidité avec laquelle les mesures de spoliation ont été mises en œuvre tant par le ministère des finances, notamment par la direction du Trésor et celle de l'enregistrement, des domaines et du timbre, que par les organes de la profession bancaire et les établissements eux-mêmes ». Ce zèle semble avoir été universellement partagé, y compris, est-il souligné, dans les succursales françaises des banques américaines qui opèrent librement sur le sol français jusqu'à l'entrée en guerre des Etats-Unis en décembre 1941. De cette disposition à aller au-devant des mesures antisémites témoigne, entre autres, une circulaire du Crédit lyonnais datée de novembre 1940 – soit quelques semaines à peine après la publication du premier statut des juifs, le 3 octobre 1940. Celle-ci avertit ses destinataires que « les biens des israélites, encore qu'ils ne soient pas bloqués, peuvent faire l'objet de mesures spéciales, et cela doit nous conduire à nous montrer prudents avec eux ».

Pour mener à bien cette évaluation, le président de la mission, Jean Matteoli, avait, le 17 octobre 1997, sollicité dix-sept établissements de crédit. Les réponses laissent apparaître encore une fois « zones d'incertitude ». D'autant plus que les administrations, remarque le rapport, ne conservent la trace que de ceux qui se sont adressés à elles en vue de déposer leurs biens. Si une famille a été

IL ME FAUT LE CERTIFICAT DE DÉNONCIATION, L'ATTESTATION DE RAFLE, LE VISA DE RETOUR DE CAMP DE LA MORT, ET LES PREUVES DE SPOLIATION.



entièrement exterminée, « il y a lieu de penser qu'on ne retrouvera aucun trace de restitution ou d'indemnisation » (la proportion de titulaires, de comptes et livrets bloqués qui pourraient faire partie des 76 000 déportés juifs de France est estimée à 14 %). Pourtant les données rendues disponibles couvrent 81 % des comptes de particuliers ou d'entreprises déclarées en zone occupée. Pour le reste, la mission a également rendu public un *Manuel de recherche*, destiné à servir de canevas aux institutions et aux personnes qui souhaiteraient en savoir plus long sur ce sujet.

Le rapport rappelle que l'armature des textes législatifs (220 pour Vichy et 28 pour l'occupant allemand) conférait à la personne juive le statut d'« incapable » au sens juridique du terme. Sur la

base des déclarations de biens faites à l'automne 1940 par les futurs spoliés (ces formulaires ont été détruits en 1943-1949), les avoirs déposés ont été bloqués en zone occupée à partir du 28 mai 1941 et les biens liquidés ou mis sous la tutelle des 7 834 administrateurs provisoires agréés par le Commissariat général aux questions juives (CGQ). Les retraits sur les comptes individuels avaient été, en principe, plafonnés à 15 000 francs de l'époque (25 000 francs d'aujourd'hui environ ou 3 810 euros), mais dans les faits, constate le rapport, ils furent limités à 5 000 francs (environ 8 500 francs actuels, 1 295 euros). Les comptes-blocs, eux, devaient être vendus, et, à partir d'août 1941, les juifs ne pouvaient toucher les revenus de leurs capitaux qu'à concurrence d'un plafond.

fond de 6 000 francs par an (environ 10 200 francs actuels, 1 554 euros). 90 % du produit de la vente des comptes-titres étaient versés au compte 501 de la Caisse des dépôts et consignations. 10 % en allaient alimenter le compte 511, qui n'était autre que celui du CGQ.

En dépit de ce maillage tatillon et vexatoire, le rapport constate, presque à chaque étape du processus, le désappointement des spoliés. Il apparaît que le décalage entre la réalité du produit de la spoliation et l'image d'une population juive dont on prétendait combattre l'« influence » dans l'économie – et que la propagande antisémite avait décrite comme fabuleusement riche – a été considérable. Ainsi le règlement de l'amende du milliard, imposé aux juifs de zone occupée par les Allemands en décembre 1941, fit apparaître que les comptes supérieurs à 10 000 francs (quelque 17 000 francs actuels ou 2 591 euros) représentaient moins de 10 % de l'ensemble de ceux qui étaient bloqués dans la zone occupée. De plus, la moitié de ces comptes étaient d'un montant inférieur à 900 francs (environ 1 350 francs, 205 euros).

● CHIFFRAGE PROVISOIRE

Le rapport fournit d'autre part un total général des sommes prélevées sur les avoirs déposés en compte et en livret, soit 2,25 milliards de francs (quelque 3,7 milliards de francs actuels). Le volume des restitutions d'après-guerre serait, à cause des intérêts versés, légèrement supérieur (2,4 milliards de francs). Mais ce « chiffrage provisoire » ne concerne, encore une fois, que les

comptes bloqués qui ont fait l'objet de prélevement, desquels 60 millions (soit près de 90 millions de francs actuels, 13 200 411 euros) demeurent aujourd'hui en déshérence à la Caisse des dépôts et consignations. Dix millions de francs ont par ailleurs été laissés par les internés du camp de Drancy, par où transitèrent 67 000 juifs déportés acheminés de là vers les centres d'extermination, d'août 1941 à août 1944.

Les coffres-forts n'ont pas livré tous leurs secrets, même si à ce jour 44 ont été identifiés comme étant en déshérence et ayant appartenu à des « personnes considérées comme juives ». La question de l'« aryانisation » (plus de 62 000 dossiers), dont l'étude a été confiée à l'historien Antoine Prost, ne fait l'objet d'aucun chiffrage détaillé. La mission, rompant avec son exigence d'exhaustivité, s'est résolue, sur ce point, à pratiquer la méthode par échantillonage en sélectionnant 779 dossiers, dont 395 pour l'ancien département de la Seine. D'après les premières exploitations de ces données, deux tiers de ces biens « aryانisés » auraient fait l'objet d'une revendication à la Libération provenant soit du spolié lui-même, soit d'un ayant droit. Enfin une place a été faite à l'analyse, par Annette Wieviorka, de la spoliation mobilière.

Autrement dit du vidage par l'occupant de quelque 40 000 logements occupés par des juifs, ainsi que de leurs indemnités dans le cadre de la loi fédérale allemande dite Brug du 19 juillet 1957. Le tableau reste donc à parfaire, même si l'image commence à s'éclaircir.

N. W.

La Caisse des dépôts et consignations fait son mea culpa

PLUS DE cinquante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a présenté, mardi 2 février, un rapport d'étape réalisé dans le cadre de la mission Matteoli sur la spoliation des avoirs juifs. Pour la première fois, la CDC s'est engagée à rendre les sommes encore en sa possession. « Nous nous engageons à restituer toutes les sommes et les avoirs qui ne l'ont pas été et à compenser le préjudice subi par les victimes ou par leurs ayants droit, selon des modalités qui l'appartiennent au gouvernement ou au Parlement de définir », a déclaré Daniel Lebègue, directeur général de la CDC.

La Caisse a fait son mea culpa : « force est de reconnaître que c'est douloureux, que la Caisse des dépôts a pris sa part, parmi d'autres institutions, dans la sinistre entreprise de dépossession des juifs sous Vichy », a reconduit M. Lebègue. A cette époque, « les missions de la Caisse des dépôts ont été dévoyées. Elle a dû mettre ses savoir-faire au service, non pas comme il se doit dans un Etat démocratique, de l'égalité de tous devant la loi, mais de mesures de discrimination, d'exclusion et de déni des droits de l'homme », a-t-il encore ajouté.

Pendant le régime de Vichy, la CDC est devenue dépositaire d'une partie des sommes provenant de la spoliation des juifs et a reçu notamment en consignations les sommes en espèces saisies sur les internés du camp de Drancy. « A ce jour, 9,5 millions d'anciens francs consignés à la CDC n'ont pas été restitués », a expliqué Pierre Saragoussi, qui préside le « comité de pilotage » de ces recherches. Les sommes versées atteignent en tout 12 millions d'anciens francs. Seulement 207 comptes ont aujourd'hui été déconsignés, sur les 7 411 comptes alors ouverts

POURQUOI maintenant ?

Pourquoi si tard ? Ces questions qui reviennent sans cesse depuis le lancement dossier des spoliations, sont légitimes. Surtout quand

ANALYSE

Pourquoi est si tardive la tentative de remonter le cours du temps ?

elles sont posées dans les générations suivantes après la Shoah qui, pour se sentir parfois très concernées par le drame humain qu'a été la destruction des juifs d'Europe, sont aussi souvent déconcertées par cette tentative de remonter le cours du temps. Pour y répondre, il faut avant tout aborder le contexte de la longue parenthèse qu'a constituée la guerre froide. Celle-ci a clos trop tôt, trop de dossiers brillants de la période nazie. Il n'est donc pas si étonnant que sa fin, à l'ordre des années 80, ait été l'occasion d'en rouvrir quelques-uns, là où ils avaient été mal refermés. N'est-ce pas l'affrontement Est-Ouest qui avait

protégé les banquiers suisses, comme les acteurs du redressement spectaculaire de l'Allemagne d'après-guerre, en jetant un voile pudique sur le passé d'un certain nombre des plus compromis ? Le camp soviétique n'avait d'ailleurs pas manifesté plus d'empressement ni de générosité dans l'indemnisation des survivants juifs du génocide, dont beaucoup vivent aujourd'hui, à l'est de l'Europe, une vieillesse misérable.

Pourtant, au-delà des restitutions de simple justice faites aux victimes de la Shoah ou à leurs ayants droit qui furent généralement peu ou mal indemnisés, il y a dans l'actuelle volonté de résoudre ce problème « avant l'an 2000 », un enjeu qui dépasse le simple travail de mémoire ou l'hommage aux disparus. Quand le chancelier Adenauer engagea, non sans réticences, à partir de 1951, la République fédérale dans la voie des réparations aux organisations juives ainsi qu'à l'Etat d'Israël, il avait en vue la restauration du crédit financier d'une Allemagne qui tentait alors d'apurer ses dettes. Banques, institutions et organismes financiers alle-

mands, en participant activement à l'« aryانisation » des biens juifs sous le III^e Reich, ne s'étaient pas en effet contentés de violer la morale. Ils avaient aussi porté atteinte au principe de propriété, qui étaient le fondement de leur activité.

ŒUVRE DE JUSTICE

Il est vrai que la culture politique française valorise moins ce principe que les pays anglo-saxons, et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le dossier des spoliations paraît parfois suivre avec plus de passions outre-Atlantique. Cependant, les quelques pages de timides recommandations qui concluent ce deuxième rapport d'étape de la mission Matteoli – avant même l'achèvement de ses travaux envisagés pour la fin de l'année 1999 – sont un signe encourageant. Elles indiquent que la priorité de la mission n'est plus de travailler pour « l'histoire », mais bien de réparer un désordre social majeur, et de faire œuvre de justice. Certes, on peut objecter que le rapatriement des dettes. Banques, institutions et organismes financiers alle-

dans les ministères ou les ambassades, l'affectation des 10 millions de francs (1 524 490 euros) laissés par les internés de Drancy à un fonds humanitaire, la création d'une instance d'examen des demandes individuelles sous la houlette de l'ancien président de la Cour de cassation, Pierre Drai, ainsi que l'engagement solennel de la Caisse des dépôts et consignations à restituer ce qu'elle détiennent, sont toujours d'ordre grammatical sinon symbolique. Il n'est pas moins vrai, depuis la conférence de Washington en décembre 1998, un pas à l'incontestablement été franchi. On lit, que certaines sommes provenant de la spoliation des juifs de France puissent être affectées à des victimes juives de la Shoah qui n'ont jamais reçu d'indemnité d'aucune sorte, y compris hors de l'Hexagone. Trouver une solution à un problème en suspens depuis plus de vingt ans commence en somme à être perçu avec un certain sentiment d'urgence. Et à être pris au sérieux.

N. W.

Pascale Santini

Soixante ans après, l'émergence d'un sentiment d'urgence

TROIS QUESTIONS À...

JEAN LALOUM

1 En tant qu'auteur de l'ouvrage *Les Juifs dans la banque parisienne des années 20 aux années 50* (CNRS éditions), qui porte sur Vincennes, Bagnolet et Montreuil, pouvez-vous tracer le profil du spolié-type dans ces trois communes ?

Il appartient au monde des brocanteurs, marchands forains, tailleurs en chambre et confettionneurs, et il est souvent immigré d'Europe centrale et orientale. C'est dans cette population que la politique de spoliation économique, mise en œuvre par les Allemands et le gouvernement du maréchal Pétain, cause le plus de ravages.

Dans le secteur économique, l'« aryانisation » menée par les administrateurs provisoires consiste, dans la très grande majorité des cas, en une liquidation du bien pur et simple : vente du

matériel et du stock de marchandises, puis restitution des locaux commerciaux au propriétaire. De plus, les arrestations et les rafles successives frappent de plein fouet, dès le mois de mai 1941, les représentants de ces professions.

2 Comment se sont opérées les restitutions à la Libération ?

Avec lenteur et parcimonie. Le législateur, loin de promulguer une seule ordonnance mettant fin à la législation d'exception et à ses effets, a multiplié textes de loi et ordonnances, exceptions et délais : l'objectif consistait à ne pas heurter de front une communauté nationale dont une frange non négligeable avait pu bénéficier, sous une forme ou une autre, des répercussions ou des conséquences des lois et mesures prises à l'encontre des juifs. Ce qui m'a frappé dans les cas que j'ai étudiés, c'est le taux de non-réponses aux formulaires envoyés par les administrations après la guerre – parce que les gens avaient été

Propos recueillis par Nicolas Weill

N. W.

La réforme de la loi sur le surendettement des ménages doit permettre de résoudre les « cas extrêmes »

L'un des volets majeurs du dispositif de lutte contre les exclusions entre en vigueur

Le décret d'application de la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, concernant le Journal officiel du 2 février. La réforme du dispositif qui entre enfin en vigueur prévoit, dans « les cas extrêmes », un effacement total ou partiel de la dette. En 1998, 118 000 dossiers ont été déposés devant les commissions de surendettement.

SIX MOIS après la promulgation de la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, l'un des volets majeurs, concernant le traitement du surendettement, entre en vigueur. Guetté de plus en plus impatiemment par les acteurs de ce secteur, le décret d'application de ce texte vient d'être publié au *Journal officiel* du 2 février. Les statistiques montrent qu'il y avait effectivement urgence à rendre opérationnelle la réforme du dispositif de prise en charge du surendettement des particuliers mis en place par la loi Neiertz de 1989, déjà modifiée en 1995.

Depuis leur création, les commissions de surendettement, chargées de trouver une solution aux cas des personnes les plus gravement endettées, ont vu exploser le nombre des dossiers qui leur sont soumis. Contenus en-dessous de 70 000 par an jusqu'en 1995, les dépôts se sont ensuite fortement accrus, pour finalement passer pour la première fois en 1998 le seuil symbolique des 100 000. L'année dernière, 118 000 dossiers ont été déposés devant les commissions, le total sur huit années s'élevant à 730 000.

Les raisons de cet afflux ont été repérées depuis longtemps. Au surendettement « actif » d'utilisateurs compulsifs de toutes sortes de crédits à la consommation, s'est ajouté un surendettement « passif », subi par les victimes d'alfas imprévisibles : chômage de longue durée, divorce ou décès. Ces acci-

dents de parcours placent brutalement les personnes dans l'incapacité d'honorer des engagements pris depuis loi. Ces dernières années, la dégradation des conditions économiques avait même débouché sur des dépôts en commission de dossiers portant sur des dettes liées à des dépenses vitales, comme l'eau ou l'électricité.

RASCULEMENT Le secrétariat d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, chargé de la consommation, estime à 30 % des dépôts le nombre de dossiers présentés en 1997-1998 par des foyers à faibles ressources, contre 7 % en 1991. Le chômage causerait 43 % des situations de surendettement, contre 24 % il y a sept ans. Face à cet effondrement brutal des ressources, les commissions de surendettement se trouvent souvent impuissantes. Leur seul arme, le rééchelonnement de la dette, n'évitait pas le basculement des foyers dans l'exclusion.

La réforme, menée par le secrétariat d'Etat de Marylise Lebranchu, doit donc donner aux commissions une nouvelle palette de solutions pour les cas les plus difficiles. Parmi elles, la plus radicale consistera en effacement total ou partiel de la dette des personnes dont la situation a peu de chances d'améliorer. Courante pour les entreprises, cette possibilité s'appliquera ainsi pour la première fois aux particuliers. Elle demeure

néanmoins assez éloignée de la « faillite civile », en vigueur en Alsace et en Moselle, et que certaines associations souhaiteraient voir étendue à l'ensemble du territoire.

L'effacement n'intervient que dans les « cas extrêmes », au terme d'un long processus. Avant d'en arriver là, les débiteurs jugés insolubles par la commission bénéficient d'un moratoire unique de trois ans maximum, qui remplace le moratoire de cinq ans renouvelable en vigueur jusqu'à présent. Durant cette période, les poursuites sont suspendues. Ce n'est qu'à l'issue de ce gel des dettes que l'effacement peut être prononcé, une seule fois : durant les huit années suivantes, la récidive ne sera pas admise.

Pour les ménages disposant de ressources qui permettent d'envisager un remboursement, l'échéchement de la dette peut s'étalement sur huit années au lieu de cinq actuellement. Cela devrait permettre un meilleur étalement de l'effort dans le temps. En cas d'aggravation de la situation, la commission pourra prononcer une suspension

des saisies. Toujours dans le souci d'éviter les processus d'exclusion, le nouveau dispositif prévoit qu'aucun plan de redressement ne pourra laisser au ménage surendetté des ressources inférieures à la part insaisissable des rémunérations.

RESTE À VIVRE

Ce « reste à vivre » ne pourra être inférieur au montant du RMI (2 500 francs mensuels par personne), ce qui le situe toutefois bien en-dessous du seuil de pauvreté (3 800 francs mensuels).

Pour protéger débiteur, la réforme instaure également une procédure d'établissement du passif, qui permet de vérifier la réalité des dettes réclamées par les créanciers. En revanche, si un membre des services fiscaux figure désormais dans chaque commission, les dettes fiscales, qui peuvent constituer une grosse partie du surendettement, ne sont toujours pas prises en compte dans les plans de redressement.

Jérôme Fenoglio

Michel Delebarre devrait être élu président de l'Union des HLM

APRÈS cinq mois de crise et de vacance du pouvoir, le comité directeur de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM devrait être à sa présidence, mercredi 10 février, le socialiste Michel Delebarre, maire de Dunkerque et président de la région Nord - Pas-de-Calais. Après l'élection manquée du 3 septembre 1998, Marie-Noëlle Lienemann, maire (PS) d'Athis-Mons et Jacques Berké, président de la Fédération des sociétés anonymes (SA) d'HLM, candidats à la succession de Roger Quilliot, ancien président, décédé en juillet 1998, n'ont finalement pas renouvelé leur candidature.

Avec Michel Delebarre, intronisé par Roger Quilliot et soutenu par le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, le mouvement HLM devrait clairement rester ancré à gauche. Jacques Berké, qui représente les SA d'HLM, défendait pour sa part le principe d'une candidature plus interne, davantage centrée sur les enjeux économiques et financiers auxquels est confronté le secteur. Son retrait au profit de Michel Delebarre devrait lui permettre de gagner un siège de premier vice-président de l'Union.

DÉPÉCHÉS

■ **ÉDUCATION** : à la suite de la note ministérielle sur l'aide personnalisée aux élèves de seconde (*Le Monde* du 3 février), l'Union nationale lycéenne (UNL) a dénoncé, mardi 2 février, « un recul majeur » dans la mise en place de la réforme des lycées. « C'est un revirement. Ce nouveau texte ne correspond pas aux engagements pris par le ministre de l'éducation nationale pendant la concertation », a déclaré l'UNL, déplorant que « les propositions de l'UNL et de ses partenaires (FCPE, SE-FEN, SGEN-CPDT) restent lettre morte rue de Grenelle ».

■ **MNEF** : Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et numéro deux du PS, a apporté « un démenti formel aux suppositions présentées par *Le Monde* » dans l'article consacré à la mise en examen prochaine de Bruno Pelletier, ancien dirigeant d'EFIC (*Le Monde* daté 31 janvier - 1er février). « Aucune impression n'a été réalisée pour mon compte en 1991 ou 1992 par la société EFIC. Par ailleurs, mes comptes de campagne des élections législatives de 1993 et 1997 attestent que mes travaux d'impressions ont tous été honorés », indique M. Cambadélis.

■ **ÉTUDIANTS** : les étudiants logés par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) seront exonérés de taxe d'habitation. Cette décision, applicable depuis le 1er janvier, a été prise par le ministère de l'économie et des finances à la suite de contentieux ouverts par les services fiscaux à l'encontre d'étudiants locataires de résidences conventionnées ou d'appartements HLM gérés par les Crous.

Plus de la moitié des allocataires sortent du RMI vers un emploi précaire

Y A-T-IL une vie après le RMI ? Une étude de l'Insee, publiée mercredi 3 février (*Insee première*, numéro 632, février 1999), tend à démontrer que le minimum social, versé à plus d'un million de personnes, ne constitue pas forcément un cul-de-sac professionnel pour la majorité de ses bénéficiaires. L'enquête porte sur un échantillon de 10 000 allocataires interrogés à trois reprises, en septembre 1997, janvier 1998 et septembre 1998. Ces « photographies » successives mettent ainsi en évidence les itinéraires, jusqu'ici mal connus, des RMistes et surtout, de ceux qui quittent l'allocation. Elles confirment d'abord la rotation rapide des effectifs dans le dispositif. La moitié des allocataires sortent en effet du RMI avant dix-huit mois de présence et un tiers le quittent même avant six mois. « A l'inverse, un tiers y reste quatre ans », relèvent toutefois Cédric Aifa et Danièle Guillermot, chercheurs à l'Insee.

L'enquête montre surtout que pour plus de la moitié des anciens allocataires, la sortie a été rendue possible par un emploi obtenu par le bénéficiaire lui-même ou par son conjoint. Sur l'ensemble de l'année 1997, 61 % des sorties du dispositif se sont ainsi effectuées grâce à l'emploi, alors que 23 % ont débouché sur un remplacement du RMI par une autre allocation (chômage, invalidité ou vieillesse). Cependant, selon le bilan dressé en janvier 1998, dans un cas sur quatre, l'emploi qui a permis de quitter le dispositif aura duré moins de six mois. Ces premiers emplois, très précaires, ont alors cédé la place soit à un autre emploi, soit à l'allocation-chômage, soit à un retour au RMI. « Cette instabilité n'est pas réservée, loin s'en faut, aux anciens allocataires du RMI », précise l'étude. Près de 40 % des anciens chômeurs ont, eux aussi, perdu leur premier emploi au bout de six mois.

Cette différence tient, selon les chercheurs, à « la prédominance de l'intérim dans l'embauche des anciens chômeurs, alors que chez les anciens allocataires du RMI, ce sont les CES (contrats emplois-solidaire) qui l'emportent. Or ces contrats, conclus pour une période de près d'un an, jouent dans un premier temps un rôle stabilisateur ». De fait, la troisième vague d'interrogations, menée en septembre 1998 et pas encore exploitée, devrait faire appa-

SAINT-GOBAIN

RÉSULTAT NET ESTIMÉ 1998

7,2 MILLIARDS DE FRANCS, SOIT 1,1 MILLIARD D'EUROS (+27,8%)

Avec une augmentation de 9,2% de son chiffre d'affaires et de 27,8% de son résultat net, le Groupe Saint-Gobain a atteint et même dépassé ses prévisions de croissance et de rentabilité.

CHIFFRE D'AFFAIRES : +9,2%

Il s'établit à 116 954 millions de francs (17 830 millions d'euros), contre 107 830 millions de francs (16 324 millions d'euros) pour la même période de 1997, soit une progression de 9,2%.

Les ventes se répartissent ainsi : France 37,7 %, autres pays d'Europe 29,7 %, Amérique et Asie 32,6 %.

TROIS PÔLES D'ACTIVITÉ

Ces performances satisfaisantes sont le fruit de la stratégie de développement et d'amélioration de la rentabilité suivie par le Groupe dans ses trois pôles d'activité : Verre, Matériaux Haute Performance et Habitat.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION : +11,5%

A 11 651 millions de francs (1 776 millions d'euros), le résultat d'exploitation représente 10 % du chiffre d'affaires. La rentabilité s'est améliorée dans toutes les zones géographiques, et plus particulièrement en Europe grâce aux succès commerciaux du Groupe et aux gains de productivité réalisés.

RÉSULTAT NET : +27,8%

Le résultat net atteint 7 190 millions de francs (1 096 millions d'euros), contre 5 628 millions de francs (858 millions d'euros) en 1997, soit une augmentation de 27,8%. Il intègre les plus-values de cession réalisées dans le cadre du décroisement des participations financières. Hors plus-values de cession, le résultat net est en hausse de 20,2%.

Chiffre d'affaires + 9,2 %

Résultat d'exploitation + 11,5 %

Résultat net + 27,8 %

Bénéfice net par action + 26,2 %

Saint-Gobain prévoit, pour 1999, une nette progression de son bénéfice net par action, avant comme après plus-values de cession.

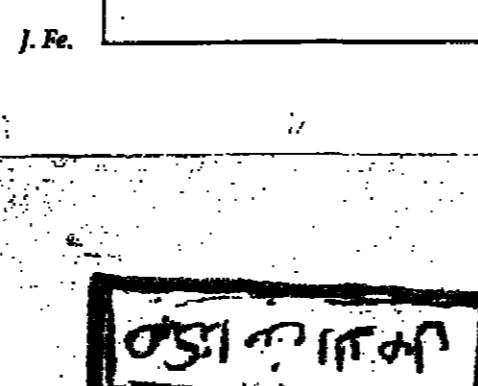
Service des Relations avec les Actionnaires

Les Miroirs - 92096 La Défense cedex

Téléphone : 01 47 62 33 33 • Minitel : 3615 COBAIN (101 F/m) / 3616 CLIFF (129 F/m)

Internet : <http://www.saint-gobain.com> • E-mail : actionnaire@saint-gobain.com • Reuter : SCOBPA

N° vert 0 800 82 33 33



DISPARITIONS

Michel Péricard

Un politique de l'audiovisuel

DÉPUTÉ (RPR) des Yvelines et vice-président de l'Assemblée nationale, Michel Péricard est mort mardi 2 février à l'âge de soixante-neuf ans. Tout au long des années 60 et 70, il avait été l'un des acteurs de l'extrême association que le pouvoir gaulliste de l'époque entretenait avec l'information audiovisuelle.

Né le 15 septembre 1929 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), ville dont il deviendra le maire à partir de 1977, Michel Péricard commence sa carrière de journaliste en 1954 à la Radio-Télévision française (RTF). Auparavant, lors de ses études de lettres, il avait été secrétaire, puis vice-président de l'Union nationale des étudiants de France. C'est à cette époque qu'il rencontre Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR et président de l'association des Amis de Jacques Chirac.

LA VOIX DE LA FRANCE
Dès 1959, Michel Péricard devient conseiller municipal de Saint-Germain, alors qu'il présente, pendant deux ans, le journal télévisé. Le général de Gaulle est de retour au pouvoir et la télévision naissante est alors reliée par fil direct, via le ministère de l'information, au sommet de l'Etat. Devenu président de la République, Georges Pompidou théorisa, plus tard, au cours d'une conférence de presse, cette conception de l'information livrée par la RTF, puis par l'ORTF : « C'est la voix de la France. » En 1986 encore, alors que le paysage audiovisuel s'est considérablement diversifié, Michel Péricard soutient toujours, dans un entretien à *La Croix* : « RF, c'est la voix de la France à l'étranger (...) RF est une radio de propagande, et si on a des états d'âme il faut la quitter. »

Vilmos
TatraïUn virtuose hongrois
du violon

LE VIOLONISTE hongrois Vilmos Tatraï est mort mardi 2 février. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Né le 12 juillet 1912 à Kipes (Hongrie), Vilmos Tatraï a étudié très jeune le violon. Il ne tardera pas à devenir une grande figure de la vie musicale hongroise. À l'âge de vingt et un ans, Tatraï est premier violon de l'Orchestre de Budapest, formation qu'il quitte pour occuper la même fonction dans l'Orchestre de la radio argentine, à Buenos Aires pendant les saisons 1936 et 1937. En 1938, il sera violon solo de l'Orchestre symphonique de l'Etat hongrois ; il quittera cette formation quarante ans plus tard.

Mais c'est en tant que violon solo d'un quatuor à cordes auquel il donnera son nom, en tant que fondateur de l'Orchestre de chambre hongrois et professeur de musique de chambre à l'Académie Franz-Liszt de Budapest que Vilmos Tatraï est entré dans l'histoire.

Son quatuor ? L'une des plus belles formations de chambre de l'après-guerre, bien plus préoccupé de beauté musicale que d'hédonisme sonore. Un ensemble qui se sera attelé à l'intégrale des quatuors de Haydn avec un aplomb, une netteté d'allure, un sens du rebond rythmique fascinants malgré quelques scorings d'intonation qu'il serait malvenu de reprocher à des musiciens si inspirés. N'oublions pas non plus leurs quatuors de Bartok et les nombreuses œuvres modernes que ces artistes exemplaires servirent dans le monde entier.

En tant que professeur, Vilmos Tatraï a formé des théories de musiciens dans sa classe de musique de chambre de la célèbre Académie Franz-Liszt de Budapest. Il y aura été le continuateur d'un esprit musical typique de la Hongrie de la première partie de ce siècle, celle des Béla Bartok, Ernő von Dohnányi, Zoltan Kodály, Leo Weiner, etc.

Alain Lompech

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Les familles CONAN et MARUEL sont heureuses d'annoncer la naissance de

Alexis,

le 2 février 1999, à 10 h 39.

Félicitations à Alexandra et Hervé CONAN.

Fabiienne MOQUET et Nicolas CHATENIER sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette,

le 18 janvier 1999, à Paris.

14, rue Pierre-Brossolette, 92300 Levallois-Perret.

Maria Luisa et Philippe DELLEUR partagent avec

Mari-Isabelle

la très grande joie d'accueillir

Marie-Valentine,

née le 21 janvier 1999, à Brasilia.

Mission économique et financière près l'ambassade de France au Brésil.

— Bienvenue au Monde à

Soline et Yalan,

le vendredi 29 janvier 1999, à J-336 de l'an 2000.

Yézna,

sa maman et son papa sont très heureux de nous faire partager cet événement.

Anniversaires de naissance

— Aix-en-Provence. Paris.

Elodie, Alexis, Elie, Maïa, Julie, Léo et Alice souhaitent à leur

Mamie Suzette

un joyeux quatre-vingt-cinquième anniversaire !

Décès

— Les équipes de Warburg Dillon Read ont la douleur de faire part du décès de leur collaborateur et ami.

Gabriel BESSON,

survenu à Londres, le 27 janvier 1999, dans sa trente-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 février à 9 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, Paris-2^e.

Warburg Dillon Read, 65, rue de Courcelles, 75008 Paris.

— Christian et Jean-Paul Damit, ses enfants.

Bachir Elbaz, son ami,

ont la douleur de faire part du décès de

Paule DAMIT,

journaliste.

La cérémonie religieuse sera célébrée vendredi 5 février 1999, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Foyers, Paris-19^e.

Jean-Louis Saux

CAHIERS
DU CINÉMA

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Mme Albert Granjon, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-fils.

Mme Henry Granjon, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien GRANJON, conseiller honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.

survenu le 28 janvier 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église luthérienne de Courbevoie, dans l'intimité familiale.

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part de la mort de

Mme Suzanne LECOURT,

survenue à Sens, le 30 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Il vous demander d'avoir une pensée pour

M. Gaston LECOURT, ancien vice-président du tribunal de grande instance de la Seine.

aujourd'hui de qui elle repose désormais au cimetière de Vallery.

La Justice, 8, route de Churtenay, 89150 Vallery.

— M. et Mme Jean-François Marchand, Mme Jean-Daniel Marchand, Christelle, Thierry, Michel, Stéphanie, Vanessa, ses petits-enfants.

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michelle MARCHAND, née GROSSEIDNER,

survivante à Sens, le 30 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Obseques, le jeudi 4 février 1999, à 10 h 30, en l'église Saint-Pantaléon de Commercy (Meuse).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Marcel Nauka, son époux.

Marie-Thérèse, Marie-Yolande (†),

Christelle, Eliane, Mireille, ses petits-enfants.

Ses petits-enfants,

Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Martine NAJKA, née ISTASSE,

dans sa soixante-dix-huitième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Maurice Piraud,

Mme Michel Pignat-Mornand,

Séverine et Clément,

Vincent et Julie,

Isabelle et Michel Amouretti,

Fabrice et Monika Piraud,

Xavier, Emmanuel, Raphaël, Bruno,

Rebecca, Misha, Anouk, Clémie,

Marié,

Ses proches,

Ses amis,

font part du décès de

Michel PIRAUD,

le 1^{er} février 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 février, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, Paris-2^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Dugoude, 75014 Paris.

Clermont, 38850 Châbons.

Janine PRESS

s'est éteinte à Paris, le 2 février 1999, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Pour sa famille, en France et en Pologne, pour ses amis, dans le monde, la peine est immense.

— Les enseignants,

Le personnel administratif,

Et les étudiants du département de géographie et de l'UFRE des lettres, sciences de l'homme et des sociétés de l'université Paris-XII.

Il vous demande de faire part du décès de

Vaohangy RAJAONAH,

survenu le 31 janvier 1999.

— Lullin, le col de Feu - (Haute-Savoie).

Les familles Longerinas et Riegel ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marguerite RIEGEL-BALTZER,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

enlevée à leur affection le dimanche 31 janvier 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Un reulement aura lieu le samedi 6 février, à 16 heures, au crématorium de La Buisse-de-Sillingy (Haute-Savoie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Gisèle POLAILLON, dite Dominique KERVEN,

chanteuse de variété, Membre national,

président du Syndicat de la presse artistique française (SPAFA),

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'ordre national du Mérite,

commandeur des Arts et des Lettres,

survenu le 28 janvier 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église luthérienne de Courbevoie, dans l'intimité familiale.

— Le président,

Le conseil d'administration du Foyer d'étudiants du Chercé-Midi

ont la tristesse de faire part du décès de

Robert VERON,

administrateur depuis 1965,

agréé de philosophe,

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 4 FÉVRIER 1999

L'avenir des terrains Renault de l'Ouest parisien toujours en pointillé

Les élus des six communes intéressées se réunissent jeudi pour dessiner les grandes lignes du projet. Mais l'Etat et la Région ont leur mot à dire sur l'aménagement de ces 70 hectares, qui risque d'accentuer les écarts de richesse à l'intérieur de l'Île-de-France

APRÈS plusieurs années d'études, d'hésitations et de volte-face, l'avenir des terrains des anciennes usines Renault, à Boulogne-Billancourt et à Meudon, dans les Hauts-de-Seine, semble enfin se dessiner. Ce qui ne signifie pas que l'on connaisse déjà précisément la « sauce » à laquelle cet énorme ensemble de terrains, d'une surface totale de 70 hectares, exceptionnel par son emplacement à l'ouest de Paris, va être accommodé.

Le syndicat mixte du Val-de-Seine, qui regroupe les communes de Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Saint-Cloud, Sèvres et Vanves, ainsi que le département des Hauts-de-Seine et le conseil régional d'Île-de-France, se réunit, jeudi 4 février. Il devrait décider de la création d'un outil destiné à conduire l'opération et du choix des grandes lignes de l'urbanisme de ce véritable morceau de ville, à construire de toutes pièces sur les friches industrielles.

PRÉSÉRVER LES BERGES

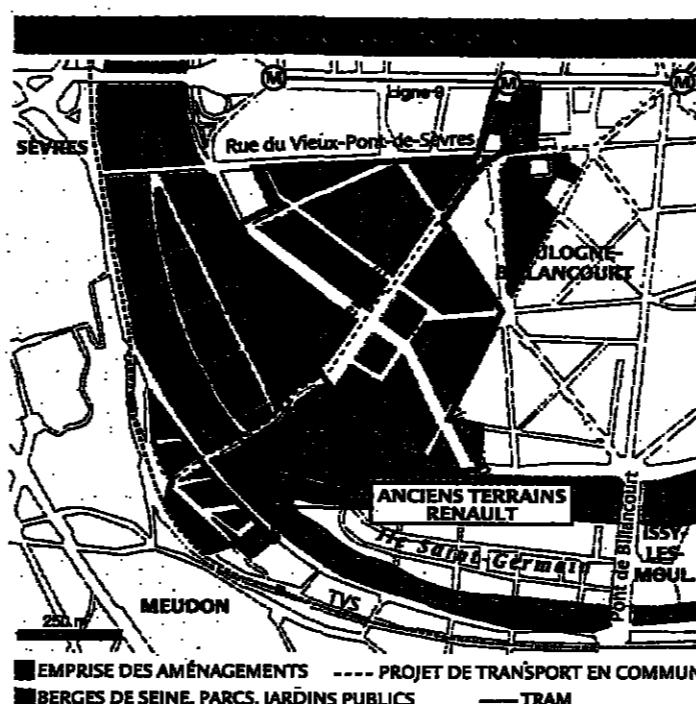
Une exposition présentée avec succès pendant tout l'automne 1998, au Musée de la céramique de Sèvres, a permis de montrer au public les trois projets en compétition, fruits du travail des équipes emmenées respectivement par Bruno Fortier, Jean-Pierre Buffi et Paul Chemetov-Borja Huidobro. Jean-Pierre Fourcade, maire (UDF) de Boulogne et président du syndicat mixte, penche ouvertement pour le premier : « Il permet de reconquérir les berges de la Seine », explique-t-il. Il offre toutes les garanties par rapport aux contraintes liées aux risques d'inondations. Et, de surcroît, ce projet privilégie les immeubles de faible hauteur et multiplie les espaces plantés. L'originalité de l'envie de Bruno Fortier et de ses associés est en

effet de préserver les berges de la Seine : celles-ci pourraient être en grande partie rendues aux promeneurs, préférant une voie d'urgence, réservée aux autobus et aux véhicules prioritaires, serait ouverte au bord du fleuve. L'axe principal de la circulation se ferait donc à travers les anciennes usines, le long d'un jardin central dessiné dans la perspective du parc de Saint-Cloud. Dans l'île Seguin, des petits quartiers de logements seraient implantés, séparés par des jardins, les berges étant destinées à la promenade.

Sur la rive gauche, à Meudon, la terrasse des terrains Renault, en retrait par rapport à la Seine, permettrait de l'offrir à la hauteur de l'actuel ligne de tramway Issy-les-Moulineaux-La Défense, ce qui permettrait l'accès à l'île Seguin. C'est un projet où les vues sur la vallée de la Seine et les cotés de la rive gauche sont privilégiées. On reconnaît l'influence des paysagistes Pascal Cribler et Patrick Ecotin, qui ont travaillé avec Bruno Fortier.

Mais les partenaires de Jean-Pierre Fourcade ont des opinions moins tranchées que le maire de Boulogne-Billancourt : ils envisagentent au départ une synthèse des projets en concurrence. Jean-Pierre Buffi propose, pour la rive droite, la création de trois quartiers structurés par un parc ou par de grandes places.

L'île Seguin serait, selon l'expression de l'architecte, « résidentielle ». A Meudon, une place à proximité de la gare permettrait d'alléger une urbanisation en bâti au pied du coteau. Le projet Chemetov-Huidobro est dessiné à partir de l'avenue Emile-Zola de Boulogne-Billancourt, plantée, et bordée jusqu'à la Seine d'un damier de



terrains. La rive droite serait traitée comme un quartier parisien. L'île Seguin serait lotie de la même manière face à la rive droite, mais s'ouvrirait sur un parc cité Meudon, où les bâtiments actuels seraient préservés et rénovés.

Peut-on faire une synthèse de ces projets sans dénaturer l'ensemble ? Ces travaux ont certes quelques points communs : la création d'un parc au centre du nouveau quartier de Boulogne-Billancourt, le tracé d'un axe de circulation à l'intérieur de l'entreprise des anciennes usines pour soulager la circulation des quais, ainsi que le lotissement plus ou moins résidentiel d'une partie de l'île Seguin, et l'utilisation des ter-

rasses existantes à Meudon. Mais, en matière d'urbanisme, le plus petit commun dénominateur n'est pas forcément la meilleure des solutions.

D'INTÉRÊT NATIONAL

Par ailleurs, les communes ne sont pas seules. Il leur faut compter avec de puissants partenaires : la région et l'Etat veillent à la bonne application du schéma directeur d'Île-de-France (SDRIF), même si celui-ci a été décreté en 1994, lorsque la droite était au pouvoir à Matignon et au conseil régional. Si l'opération Boulogne-Billancourt peut tenir la rampe sur le plan financier, c'est grâce à une construction rapide de

500 000 mètres carrés de bureaux et de surfaces d'activités, à côté d'autant de logements.

Ces programmes pourraient être commercialisés beaucoup plus vite qu'à l'horizon 2015, fixé comme temps par le SDRIF : l'Ouest parisien continue à se développer à un rythme très rapide et un tel aménagement des terrains Renault ne ferait qu'accentuer le déséquilibre Est-Ouest de l'Île-de-France. Jean-Claude Gayssot, ministre (PC) de l'Équipement, comme Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région, veulent éviter que ce programme ne sorte de terre en quelques années, au détriment de programmes du Nord et de l'Est parisiens, toujours en butte aux difficultés de commercialisation, comme la Plaine Saint-Denis et la ZAC Paris-Rive-gauche. Jean-Paul Huchon a encore rappelé, en novembre 1998 devant le conseil général des Hauts-de-Seine, qu'à ses yeux, « le projet urbain du Val-de-Seine [...] est une opération d'intérêt national ».

L'Etat et la région pourront d'autant mieux imposer leur calendrier que les projets des élus du Val-de-Seine ont très largement besoin de cofinancement de l'Etat et de la région. Enfin, les ingénieurs des services de l'équipement ont toujours leur mot à dire quand il s'agit d'infrastructures routières et leurs projets pour les grands axes départementaux du secteur restent très éloignés des idées avancées par les architectes.

Alors que tous les candidats parent pour la décretation de l'automobile, la DDE a déjà réagi avec des réflexes de comptable et reste favorable à des « VRGS » et « VRDS », des voies rapides capables d'écouler le maximum de trafic sur les deux rives de la Seine.

Les élus de la région savent cependant que le contexte de la préparation d'un contrat de plan Etat-région, qui réaffirme la priorité aux transports en commun, est favorable à leurs propositions. Ils demandent donc le dédoublement, par un vrai tramway sur la rive droite, du tram Val-de-Seine entre Saint-Cloud et Meudon, rive gauche. Ils souhaitent également la création d'une ligne de bus « non polluante » entre les deux rives de la Seine, qui passerait à travers l'île Seguin. Ces projets, imaginés de toute urgence après la décision du ministre des transports d'abandonner le pharaonique projet Musée du conseil général, qui traversait les Hauts-de-Seine, ont le mérite de s'inscrire immédiatement dans le projet Orbital de rocade de transports en commun dans les départements de la petite couronne.

Pour l'emporter, Jean-Pierre Fourcade devra déployer, jeudi

contre sa force de conviction auprès des membres du syndicat. Son souci est que l'opération démarre au plus vite : il y a sept ans que Renault a fermé l'île Seguin ; à mi-mandat, le maire doit montrer son efficacité et sa capacité à transformer cette friche industrielle en équipements rentables pour la ville. Il n'oublie pas qu'il lui reste aussi à solder l'ardoise de 400 millions de francs, laissée par son prédécesseur, Paul Gralani (RPR), dans l'opération d'aménagement du centre-ville de Boulogne-Billancourt. Et il vient d'apprendre (*Le Monde* du 3 février) que cette ville riche est menacée, comme d'autres, d'une nouvelle taxe destinée à alimenter les caisses des communes défavorisées de la région.

Christophe de Chenay et Emmanuel de Roux

Les ruineux transports en commun de Guyane

CAYENNE
de notre correspondant

Le rapport de la chambre régionale des comptes de Guyane sur la gestion du SMTC, syndicat mixte chargé de l'organisation des transports en commun à Cayenne et à Macouria (une commune voisine du chef-lieu), est sévère : « Le non-respect de la loi et du droit en général, sans parler de la plus élémentaire morale, ont caractérisé le fonctionnement du syndicat mixte des transports en commun. »

Dans ses conclusions définitives, adressées aux membres du comité syndical à la mi-janvier, les magistrats financiers observent que, entre 1991 et 1997, « le SMTC a fonctionné au seul bénéfice de ceux qui, à tous les niveaux, en avaient la charge et l'exercice, gaspillant l'essentiel d'un budget conséquent qui approche les 20 millions de francs (...). L'incompétence l'a disputé à la seule préoccupation des intérêts partisans des uns et des autres ». Parmi les « dépenses irrégulières », le régime indemnitaire des élus. Le SMTC avait fini des sommes supérieures au taux prévu par la loi : le président et les vice-présidents ont ainsi perçu indûment 648 159 francs sur la période 1992-1995. Quelques bénéficiaires des versements irréguliers, au rang desquels le président du conseil régional,

Paul Antoine Karam, et le président du conseil général, André Lecante, se sont dits « surpris dans leur bonne foi et ont manifesté le désir de régulariser la situation en reversant les sommes perçues ».

La chambre note qu'une partie du personnel payé par le SMTC n'a pas travaillé pour le syndicat. « Ils auraient été mis à la disposition de Macouria », une commune dont le maire n'est autre que le président du SMTC, Serge Adelson. Cette situation durait depuis 1991 et a concerné en moyenne dix-huit agents à temps complet chaque année, pour des mises à disposition évaluées à 218 agents par mois. Au total, l'avantage pour la commune de Macouria et au détriment du syndicat dépasse le million de francs.

AUCUN CONTRÔLE INTERNE

C'est aussi toute l'organisation et la gestion de la structure qui sont montrées du doigt. Les investissements sont mal, voire très mal, utilisés et les dépenses de fonctionnement incontrôlées : en 1991, le SMTC s'est doté d'un système d'aide à l'exploitation des lignes urbaines pour 3,5 millions de francs. « Il n'est pas apparu (...) que le système installé fonctionnait. » Les frais d'entretien des bus n'ont cessé d'augmenter

pendant la période sous contrôle. En 1995, ils ont atteint 1,2 million de francs et pourtant seulement sept véhicules sur les seize du parc étaient à l'époque en état de rouler. Les magistrats soulignent que, dans le même temps, il n'existe aucun contrôle interne sur les fournitures et la réalité des prestations.

La chambre a encore relevé les insuffisances constatées dans la connaissance et la maîtrise des moyens et des biens mis en œuvre : en 1996, le syndicat déclarait un peu moins de cinquante agents au total, alors que les données sociales sont apparues qu'en réalité une centaine de personnes auraient été rémunérées cette année-là. « Absence de comptabilité », « absence d'un encadrement professionnelisé », « une gestion peu économique », la situation générale « n'a pas garanti le meilleur usage des deniers publics ».

Le client du SMTC, lui, a peut-être réussi à trouver son compte. La chambre constate en effet qu'il n'existe pas de composteurs de billets en fonctionnement dans les véhicules.

« En tout état de cause, les agents chargés du contrôle ne sont pas habilités à verbaliser s'ils relèvent une infraction. »

Stéphane Urbajet

Dieppe ne veut pas perdre de vue Newhaven

ROUEN
de notre correspondant

Il y a des publics dont on se passerait bien. A la chambre de commerce et d'industrie de Dieppe (Seine-Maritime), on ne décolore pas depuis ces reportages, notamment celui diffusé dimanche soir 31 janvier sur TF1, célébrant avec émotion la fin d'une ligne transmanche, celle qui mettait Dieppe à quatre heures de Newhaven, dans l'East Sussex.

Le Stena-Cambria y effectuait, c'est vrai, son dernier voyage. Le Cambria, c'est un ferry de la compagnie anglo-suédoise Stena Lines qui a usé sa cote en mer d'Inde avant d'être envoyé au Manche au début de l'année 1998, dans le cadre du rapprochement avec un géant britannique du transmanche, l'armement P & O (Peninsular and Oriental).

Le navire, peu confortable, n'aura fait qu'une saison et demi entre la France et l'Angleterre. Au dernier jour de janvier, il a effectué son ultime traversée en Manche, P & O Stena Lines ayant jugé qu'il ne pou-

vait aller au-delà des 8 millions de livres sterling de pertes subies en 1998 (11,52 millions d'euros).

1,2 million de passagers en 1993, 800 000 en 1996 et seulement 600 000 en 1998, la fin de l'âge cinq-quinquante, était inscrite dans l'histoire : la concurrence du tunnel sous la Manche condamnait inévitablement la route : « la plus courte de Paris à Londres » et ses fréquentes poussées, qui reliait les deux continents en quatre heures quand même.

TRANSMAR

P & O Stena Lines avait bien tenté de lancer sur cette mer difficile des navires rapides, catamarans ou permis de vagues, capables de diviser par deux le temps de traversée. Les pannes à répétition les ont condamnés.

Non, décidément, une page était tournée. Pour les amateurs de mini-croisières vers l'Angleterre, P & O Stena Lines conseillait depuis belle lurette à sa clientèle, touristes et commerçants, les ferries-paquebots du Havre et de Calais. Entre Newhaven

et Dieppe, on ne rencontrait plus ces derniers mois que les day-trippers du Suisse inconditionnel du port normand et de ses commerçants. Les marins du Cambria ont été réaffectés sur d'autres navires de la compagnie. Mais les quatre-vingts sédiants de Newhaven et les soixante-dix de Dieppe sont licenciés.

« Dieppe-Newhaven, la fin ! » Un véritable coup de poignard car, depuis que l'on a appris la « tradition » de P & O en octobre 1998, la chambre de commerce de Dieppe a multiplié les contacts pour lui trouver un remplaçant, et même plusieurs : un pour les passagers, un autre pour le fret et un troisième qui embarque les deux en même temps.

Le milliardaire James Sherwood, président de Sea Containers et de la compagnie Hovertravel, spécialiste des hydroglisseurs et autres engins rapides dans le Channel, a annoncé la prochaine ouverture pour 2000. Etienne Barbet

et Cobelfret. Elle a pris conseil auprès du conseil régional de Basse-Normandie, principal actionnaire d'une société d'économie mixte, qui a permis à l'amateur français Brittany Ferries de développer deux lignes au départ de Caen et de Cherbourg. Une étude du cabinet Arthur Andersen prédit un équilibre retrouvé pour les années 2001-2002.

Et personne à Dieppe, non plus qu'en Haute-Normandie, qui, avec cette ligne, récupère quelque 250 millions de francs de chiffre d'affaires par an pour le commerce et le tourisme, n'envisage de se priver de cette ligne. Des crédits européens de coopération transfrontalière (interreg 2) ont même été engagés entre la Seine-Maritime, la Somme toute proche et l'East Sussex.

Non, décidément, on ne comprend pas pourquoi on a complètement raconté à la presse que la ligne était morte. A Dieppe, les regards sont tournés vers la concurrence du détroit du pas de Calais. Méditation sans doute.

Etienne Barbet

espace SUFFREN 

LA NOUVELLE BEETLE

à partir de **20 000 €***
131 400 fm*



40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris
Tél : 01 53 58 10 00

* Dans la limite de stocks disponibilité

• L'effroi de l'imagina

La course contre la montre de l'AFP

Le maréchal Tito est mort. Rectificatif : « Le maréchal Toto est mort. » Dernier rectificatif : « Le maréchal Tito est mort. » Ce qui fait vibrer les agenciers, c'est le culte du scoop, de l'urgent qui annonce une nouvelle dans le monde entier. L'Agence France-Presse ne s'y prend pas toujours à trois fois, comme ce 4 mai 1980, pour annoncer le décès d'un chef d'Etat, le déclenchement d'un conflit dans n'importe quel coin de la planète ou encore une mégafusion entre deux entreprises... Ces flashes sont aujourd'hui partie de la légende de l'AFP.

Toutes les agences se livrent chaque jour une vraie course de vitesse. D'ailleurs, leurs articles s'appellent des dépêches. L'AFP est souvent bien placée et n'a pas à rougir de la qualité et de la rapidité de ses informations. Elle a été la première à annoncer que des athlètes israéliens pris en otage avaient été tués aux Jeux olympiques en 1972. Toujours aux JO, c'est l'AFP qui a annoncé, deux heures avant AP, cinq heures avant Reuters, que Ben Johnson, médaillé d'or du 100 mètres en 1988, était dopé.

Chaque jour, ce sont plus de deux millions de mots qui sont diffusés en six langues pour donner la matière première des journaux, des radios et des télévisions du monde entier. L'entreprise est peu connue du grand public, sauf lorsqu'un présentateur de journal télévisé s'interrompt pour annoncer : « Une dépêche de l'agence France-Presse m'apprend que... »

Elle défraie aussi la chronique médiatique tous les trois ans au moment de l'élection de son PDG. Coups de théâtre, rumeurs, bruits de coulisses, grosses ficelles et coups tordus. « On n'est jamais déçu au moment de l'élection du président de l'AFP, ironise un patron de presse. On voit ce qu'il y a de pire dans la politique et dans la presse. » A chaque fois que cette comédie du pouvoir est rejouée, les questions du rôle et de la stratégie de l'agence, dans un monde de l'information en plein bouleversement, sont presque toujours évacuées.

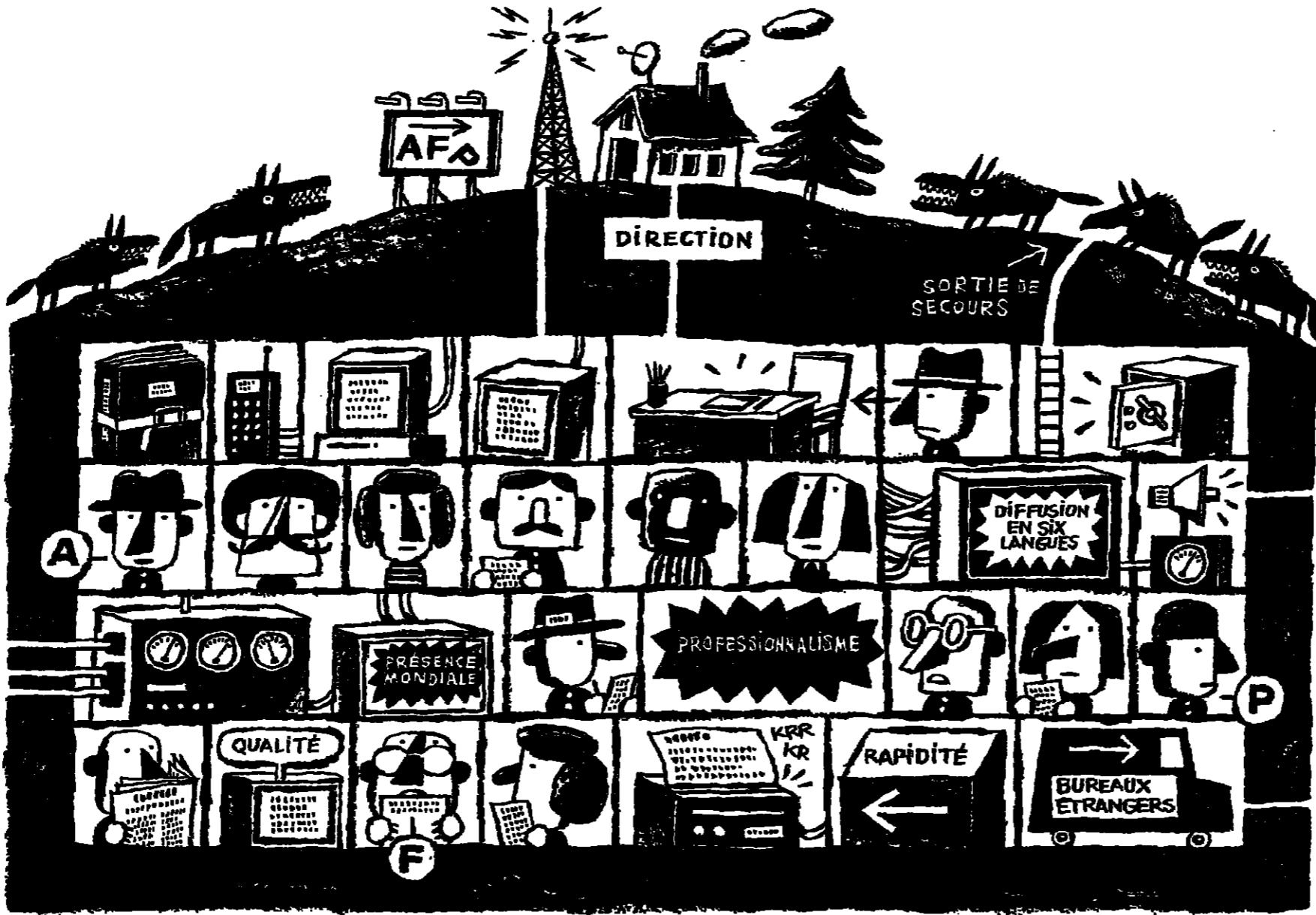
L'AFP est un média anonyme. Son sigle est vaguement reconnu aux quatre coins du monde. Mais les journalistes restent dans l'ombre. De simples initiales parapent la dépêche. Dans une tradition de la presse française de commentaire, ils donnent des faits, puisés dans le monde entier. En 1995, l'ensemble du bureau de Moscou de l'agence a reçu le prix Albert-Londres pour sa couverture de la guerre en Tchétchénie. La correspondante en Erythrée a été emprisonnée pendant un an et demi.

Aut total, 2 000 salariés vont vivre ce qui est devenu la seule agence mondiale qui ne soit pas anglo-saxonne, face à la concurrence exacerbée de Reuters, Associated Press ou de l'agence économique et financière, Bloomberg. Présente dans 165 pays, facturant ses prestations dans vingt-six monnaies, l'AFP est bel et bien mondiale. Pour combien de temps ? Là se situe l'enjeu du mandat du nouveau PDG.

« Est-ce qu'on a encore les moyens de jouer dans la cour des grands ? » s'interroge un chef de bureau. « Une fois qu'on a pris la pente savonneuse, ça va vite, s'inquiète un cadre de la rédaction. Nous ne sommes pas à l'abri d'un phénomène UPI. Il a fallu dix ans pour que cette agence perde son statut mondial. L'AFP est en crise. Une crise morale, une crise de management, une crise financière.

« Il existe en fait deux AFP. L'une à Paris, au siège place de la Bourse, et l'autre, dans les bureaux à l'étranger », explique un journaliste. Dans les bureaux, l'AFP est confrontée à une concurrence acharnée et se bat pour tenir son rang. A Paris, elle a tendance à vivre repliée sur elle-même, sur ses problèmes. « Il y a une dilution des responsabilités au siège, il faut consulter des dizaines de personnes avant de prendre une décision », déplore un journaliste qui rentre de l'étranger.

« Ni service public ni société à but commercial », l'AFP vit dans un



Maison en crise, en proie au doute, en état d'urgence, l'Agence France-Presse n'a plus de PDG. Dans une société de l'information en plein bouleversement, le rôle et la survie de la seule agence mondiale non anglo-saxonne sont en jeu

schéma très schizophrène. C'est l'une des rares entreprises dont les administrateurs sont aussi les clients. La presse détient huit des quinze postes au conseil d'administration, ce qui n'a jamais milité en faveur d'une hausse du prix de l'information. La télévision n'a pas de représentant. « Leur priorité n'est pas de développer l'agence, d'investir, mais d'ouvrir l'information la moins chère possible », déplore un cadre de l'AFP.

Née en 1944 sur les cendres de l'agence Havas, qui a vu le jour en 1835, l'agence vit aujourd'hui sur des statuts élaborés en 1957 par François Mitterrand. Dix-sept articles en font un « organisme autonome » au « fonctionnement assuré par des règles commerciales ». Ces statuts imposent également à l'AFP « exactitude » et « objectivité » de l'information et lui confèrent un « rayonnement international ».

En trois ans, Jean Miot – dont le mandat de PDG n'a pas été renouvelé, mardi 2 février – n'a pas réussi à modérer ces statuts, qui, selon lui, « handicape la diversification de l'agence », en l'empêchant notamment d'avoir un capital social ou de vivre sur des budgets déficitaires. « Avec une telle organisation, le drame c'est que personne n'est vraiment responsable de l'agence. Ni son conseil d'administration ni son PDG, qui depuis 1986, ne reste pas plus de trois ans, un défi trop court pour lancer des réformes d'envergure », affirme un cadre.

Les statuts ne sont pas les seuls freins au développement de l'AFP. L'agence est financièrement dépendante de l'Etat qui lui accorde chaque année près de la moitié de

son chiffre d'affaires. Même si cette partie tend à diminuer depuis des années, le rapport de l'inspecteur général des finances, Jean-Luc Lépine, sur la gestion de l'AFP déplorait en juillet 1998 « la fourniture gratuite à l'Etat de plus de soixante abonnements » et fustigeait certains « illogismes ».

L'AFP donne trop souvent l'image d'une administration, enclavée dans des pesantes, qui a du mal à se convertir à une culture d'entreprise dynamique. « La paix sociale a souvent été achetée trop cher », déplore un administrateur. La grève qui a conduit au départ d'Henri Pigeat en 1986 est restée dans les mémoires. Le combat syndical a aussi ses anecdotes, comme celle de la négociation d'une prime accordée pour surcroît de travail qu'ont obtenu les syndicats en janvier 1984 quand les journalistes ont dû écrire avec majuscules, minuscules et accents. Plus récemment, la « prime-pressing » de 70 francs par jour accordée aux journalistes sportifs qui suivent le Mondial de football a pu faire sourire. De nombreux incidents ont émaillé des luttes syndicales internes. Dirigé par la CGT, le comité d'entreprise de l'agence a fait l'objet, en 1995, selon un audit externe, de « malversations ordinaires ». Les tractes syndicaux confinent parfois aux règlements de comptes et aux feuilletons rocambolesques.

École de professionnalisme en matière de journalisme, l'AFP est plus souvent un exemple d'amateurisme dans le domaine de la gestion et du commercial. « En arrivant, Jean Miot a demandé la liste des cent premiers clients de l'agence, personne ne l'a encore trouvée », affirme un journaliste. Les statuts ne sont pas les seuls freins au développement de l'AFP. L'agence est financièrement dépendante de l'Etat qui lui accorde chaque année près de la moitié de

son chiffre d'affaires. Même si cette partie tend à diminuer depuis des années, le rapport de l'inspecteur général des finances, Jean-Luc Lépine, sur la gestion de l'AFP déplorait en juillet 1998 « la fourniture gratuite à l'Etat de plus de soixante abonnements » et fustigeait certains « illogismes ».

L'agence marque pourtant des points, notamment en Asie. Pour la rétrocension de Hongkong à la Chine, le bureau de l'AFP a obtenu près de deux fois plus de reprises dans les journaux asiatiques que Reuters. « Il faudrait casser des tabous, lancer des études de marché pour adapter des produits en fonction des besoins de chaque pays ou encore envisager des recettes publiques pour équilibrer un fit économique sur Internet », suggère un directeur de bureau.

Jusqu'à présent, l'agence n'a pas brillé par ses diversifications. Alors que Reuters et l'AFP avaient un chiffre d'affaires comparable dans les années 60, le groupe britan-

caine WTN, convoitée de longue date par l'AFP, est passée l'an dernier sous la coupe d'Associated Press. Avec Jean Miot, l'AFP a décidé de prendre un virage vers le multimédia. Ce qui ne va pas sans heurts, d'autant que l'absence de coordination entre les deux services en charge du dossier facilite les doubleurs. Dans une radio privée, on déplore : « Avec l'AFP on n'a pas à qui il faut s'adresser, on n'a jamais affaire à la même personne. » Pourtant, les pages Web de l'AFP, reprises sur des milliers de sites, font partie des sites d'information français les plus lus.

TOUS ces handicaps n'ont pas échappé à l'Etat qui a tiré la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois en attaquant frontallement la gestion de Jean Miot, de même que certains syndicats et administrateurs de la presse. Le rapport Lépine a mis le sel sur les plaies en fustigeant « une fonction commerciale morcelée et débonnaire », « une direction impuissante », « une situation financière qui prive l'AFP de moyens de développement » ou encore « l'obsolescence des statuts ». Sans compter « le positionnement de l'agence sur des produits à faible

perspective de croissance » et « l'absence de positions fortes dans les secteurs les plus prometteurs ».

Quatre ministres ont ensuite signé une lettre très sèche intimant au président de présenter « un plan d'affaires solidement établi ». Les propositions de Jean Miot ont été balayées d'un revers de main dans une note de Bercy. « Le plan stratégique, le plan d'affaires et le budget pluriannuel de l'AFP (...) restent à ce stade à élaborer », tranchait une source confidentielle.

Jean Miot est resté en place, paralysé par les critiques gouvernementales. Le rapport Lépine soulignait l'urgence de la situation. Gouvernement et conseil d'administration ont attendu que la crise trisannuelle se produise, sans même être capable de trouver à

temps un successeur à Jean Miot. L'un des candidats les plus sérieux, Pierre Jeantet, ancien numéro deux de l'agence et directeur général de Sud-Ouest, n'a pas obtenu auprès de Bercy la garantie de disposer d'un budget pour entamer le redressement. L'AFP n'est-elle condamnée qu'à être un problème budgétaire ?

« La question est : que veut dire le F de l'AFP ? », s'interroge un chef de bureau. « On a quelque chose en plus à apporter, même si c'est en anglais », poursuit-il, même s'il regrette que trop souvent « on fasse la même chose que les agences anglo-saxonnes ». Un client asiatique qui découvrait l'agence dit un jour : « Vous traitez et vous pensez l'information comme nous, pas comme les Américains. » Une étude à Moscou sous Gorbachev avait montré que 50 % des sujets sur l'URSS, traités par l'AFP et Reuters, étaient différents. « C'est pour ça qu'il y a un avenir pour une agence française, explique un rédacteur en chef. On a une approche différente. Ce n'est pas un hasard si les grandes agences de photo étaient françaises. » « Il existe aujourd'hui un consensus politique pour reconnaître l'AFP comme outil de lutte contre la pensée unique », affirme un hiérarchique de la rédaction.

Cela demande des moyens et une stratégie. « Il nous faut quelqu'un qui a un projet, une vision, qui motiverait les gens, constate un journaliste. On a besoin d'un vrai patron, d'une personnalité forte qui en imposerait au personnel, aux syndicats, aux administrateurs. » Elle a aujourd'hui un président par intérim. Alors que Jean Marin est resté à la tête de l'agence pendant vingt ans, l'AFP cherche toujours son cinquième PDG depuis le départ d'Henri Pigeat. Reuters a le même directeur depuis 1990. Le nouveau PDG de l'AFP sera celui de la dernière chance. La dernière chance pour maintenir le rêve d'un « rayonnement international » évoqué par les statuts, avant de devenir une agence européenne, repliée sur son marché français. « La crise de l'AFP reflète aussi une crise de la presse, explique un chef de bureau en Asie, et une crise de la France dans le monde. »

Alain Salles
et Nicole Vulser
Dessin : Jochen Germer

L'AFP

Le refus de l'imaginaire

par Marc Petit

Il y a quelques mois, Christophe Donner publiait un pamphlet dont le titre est tout un programme : *Contre l'imagination*. Au-delà de la pose provocatrice, il ne faisait qu'enterrer la vision dominante dans les milieux qui font, en France, l'opinion en matière de lettres. « Un grand écrivain, proclame une journaliste de la presse audiovisuelle, c'est quelqu'un qui n'a pas besoin d'inventer des histoires pour nous intéresser. » Ce qui, en soi, n'est pas absolument faux, mais sous-entend presque inévitablement cet autre jugement : « Les écrivains qui inventent des histoires ne nous intéressent pas. »

Regardez le programme pour l'année 1999 des soirées thématiques de la BNF, intitulé « *XX siècle, un siècle littéraire en mouvement* ». Sur dix soirées - dont une seule est consacrée à la poésie - aucune n'aborde le thème de la fiction. Proust, les transgressions, le religieux, l'engagement, la guerre, l'étranger, le temps, le roman d'appréhension, l'autobiographie : tels sont les sujets jugés assez porteurs pour rassembler un auditoire. En revanche, rien qui parle à l'imagination, rien sur cette source, ce vivier que constitue l'imaginaire pour l'auteur de fictions et pour ses lecteurs, rien sur les histoires qui, décidément, n'ont pas la cote face à l'histoire.

Mieux encore : on nous annonce, en guise d'apothéose, l'avènement, « au-delà de la fiction » (c'est la seule fois que ce mot apparaît) d'un « *livre sans nom* », avatar postmoderne du « *roman total* », à la fois camoufle et « il observe tout crus de plus en plus de morceaux de réalité brute », people (« lieux, événements et personnalités avec leur vrai nom ») et catholique (« s'exposant à la terrible, à l'improbable lumière du vrai ») sans parceresse pour autant de titiller l'ego, fonds de commerce des vies roturières de la librairie parisienne, en exigeant de l'auteur de ce livre à venir, « la soumission la plus complète possible à l'autobiographie ».

La littérature française est un bouill-

ion de culture favorable à la prolifération de l'autopréférence et de l'autification. A Rabelais, nous avons toujours préféré Montaigne ; à Hugo, Flaubert, et pas n'importe quel Flaubert, celui de *Madame Bovary* et non le sublime quincailler auteur de *Salammbô* ; au XX^e siècle, Proust domine toute la scène, laissant un stratopin à Céline et le promeneur à tous les autres : Apollinaire, Claude Valéry, Breton, Giono, Jouye ou Michaux...

Que l'on présente sans rite comme au-delà de la fiction l'en-deçà de tout récit qui est le vécu laisse songeur

On aime, en France, dans la presse comme à l'université, les journaux intimes, la correspondance, les petits cahiers des grands hommes, les petits faits vrais. Inversement, nous n'avons jamais fait grand cas de nos génies baroques, d'Aubigné, du Barthes, ni, quoi qu'il en soit en dire, de nos romantiques ou de nos symbolistes et encore moins des surréalistes. Tout ce qui, dans l'art et dans la littérature, se rapporte aux mythes, aux contes et légendes, au merveilleux, au fantastique et, plus généralement, à « *l'espace du de-dans* » est, chez nous, systématiquement déprécié au profit du « *réel* ».

Plus récemment, pour fuir l'ennui que leur inspirait le nouveau roman, expression de l'avant-garde officielle des années 50 et 60, un certain nombre de lecteurs frustrés sont allés chercher en Amérique, en Pologne, aux Antilles néerlandaises ou en Allemagne les fictions frappées d'interdit dans l'Hexagone. Cette jolie curiosité a eu un effet per-

manent.

chanteurs volontaristes et ambitieux qui changeraient notre vie ? Un réseautage en dehors de l'Hexagone, pour nous. C'est pour les happy few que la télé nous montre un coup de vent dans les salles de marché. C'est pour ceux d'en haut, ceux qui vivent comme s'ils étaient américains. Pas pour les lambda.

Quelle tristesse ! Décevoir à ce point en ayant appétit, inquiété mais aussi proposé enfin quelque chose de nouveau, qui vienne de l'Europe et nous touche dans la vie quotidienne, nous oblige à nous réveiller, à nous étonner après des années d'engouement, à nous sentir pour la première fois euros-peurs.

Les leçons à tirer de cette mauvaise farce ? Tout d'abord, on s'est aperçu que c'étaient les dirigeants qui étaient en retard et non pas les citoyens. Ensuite, on a ressenti pour la première fois qu'on avait besoin d'Europe pour retrouver moral et dynamisme. Enfin, il est apparu clairement que seule une Europe unifiée peut donner de l'oxygène aux pays qui, chacun de leur côté, s'essaient de faire des amies. Chaque Européen - ou presque - sent bien que son pays tente en rond dans son coin, de malaise en réforme avortée. Chaque Européen sait bien qu'il est désormais impossible de réformer les pays indépendamment les uns des autres, surtout sous l'empire d'un « pacte de stabilité » qui vise à empêcher le retour de la fièvre inflationniste alors que nous sommes en hypothétique déflationnisme. Que faire ? On nous inventons un modèle de réforme européen ou nous appliquons celui des États-Unis, celui de l'époque Reagan-Thatcher. Et là, ce seront encore les lambda qui en pâtriront !

Changer la France pour construire l'Europe

Suite de la première page

Retour aux limites de l'Hexagone. Retour à l'étroit, au gris, retour au comme l'etto, l'Europe, ce n'est pas pour nous. C'est pour les happy few que la télé nous montre un coup de vent dans les salles de marché. C'est pour ceux d'en haut, ceux qui vivent comme s'ils étaient américains. Pas pour les lambda.

Quelle tristesse ! Décevoir à ce point en ayant appétit, inquiété mais aussi proposé enfin quelque chose de nouveau, qui vienne de l'Europe et nous touche dans la vie quotidienne, nous oblige à nous réveiller, à nous étonner après des années d'engouement, à nous sentir pour la première fois euros-peurs.

Les leçons à tirer de cette mauvaise farce ? Tout d'abord, on s'est

aperçue que c'étaient les dirigeants qui étaient en retard et non pas les citoyens. Ensuite, on a ressenti pour la première fois qu'on avait besoin d'Europe pour retrouver moral et dynamisme. Enfin, il est apparu clairement que seule une Europe unifiée peut donner de l'oxygène aux pays qui, chacun de leur côté, s'essaient de faire des amies. Chaque Européen - ou presque -

sent bien que son pays tente en rond dans son coin, de malaise en réforme avortée. Chaque Européen sait bien qu'il est désormais impossible de réformer les pays indépendamment les uns des autres, surtout sous l'empire d'un « pacte de stabilité » qui vise à empêcher le retour de la fièvre inflationniste alors que nous sommes en hypothétique déflationnisme. Que faire ? On nous inventons un modèle de réforme européen ou nous appliquons celui des États-Unis, celui de l'époque Reagan-Thatcher. Et là, ce seront encore les lambda qui en pâtriront !

Et si, en attendant l'euro de 2002, nous nous lancions dans l'unification européenne par quelques chantiers volontaristes et ambitieux qui changeraient notre vie ?

cinq continents de convertir une part importante de leurs réserves monétaires en euros signifie que la prime de risque est faible et permet donc d'emprunter en euros à bon marché. Parallèlement, la solidité de l'Euroland, attestée durant la crise internationale de l'été dernier, et la force de ses réserves en devises (cinq fois supérieures à celles des États-Unis d'Amérique) permettent à l'Union européenne d'adopter facilement des emprunts à sa nouvelle monnaie. L'Europe est dans la meilleure des positions : celle d'entrer à long terme à bon marché.

Cet emprunt européen, visant à financer des grands travaux qui épauleront une croissance trop molle, doit obéir à trois règles d'équité :

- les générations futures doivent profiter d'équipements qu'elles contribuent à rembourser ;

- les pays d'Europe orientale (l'Europe de demain) doivent bénéficier d'infrastructures puisque leur entrée dans l'Union entraînera leur participation au remboursement des intérêts ;

- les institutions européennes, devant les limites des Etats-nations, doivent reprendre à leur compte le modèle social européen et inventer un développement durable.

La nouvelle donne politique en Europe, le cœur de l'Euroland étant dorénavant dirigé par une gauche renouvelée, place ses responsables politiques devant la nécessité historique d'utiliser l'accélération de l'unification européenne pour répondre aux crises sociales et écologiques. Les élections simultanées dans ces pays sont l'occasion d'un débat avec tous les citoyens européens pour qu'ils pèsent sur ces choix et encourent une dynamique à l'échelle du continent.

La création d'un réseau d'Euro-TGV sera, comme la relance de l'habitat social, fortement créatrice d'emplois. Emplois qualifiés pour les activités liées à la haute technologie, moyennement qualifiés en ce qui concerne les travaux publics, sans oublier tous les métiers liés à la

construction, des motrices et des rames où l'industrie française est en

fabrication des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

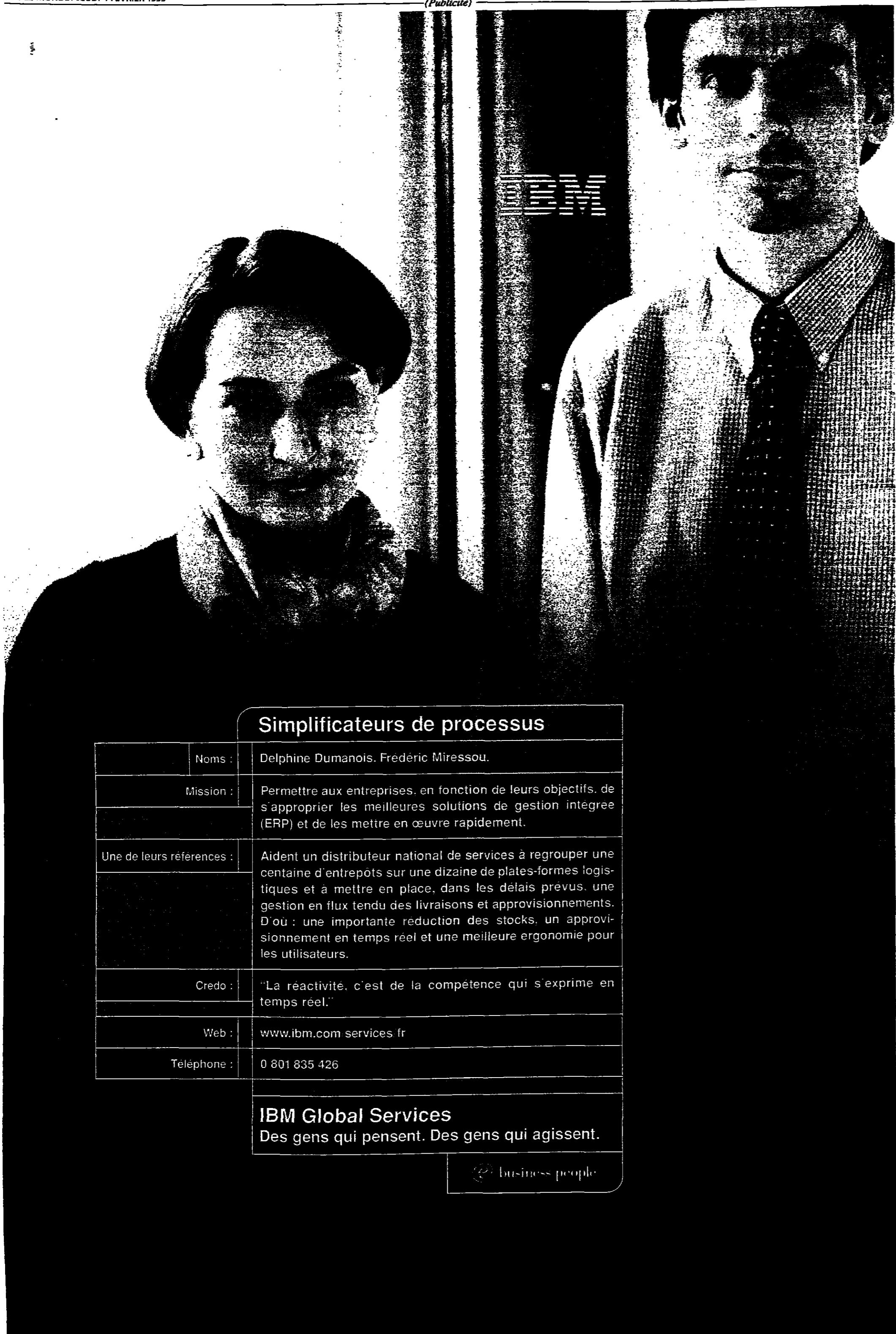
rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'industrie française est en

construction, des motrices et des

rames où l'



Simplificateurs de processus

Noms :	Delphine Dumanois, Frédéric Miressou.
Mission :	Permettre aux entreprises, en fonction de leurs objectifs, de s'approprier les meilleures solutions de gestion intégrée (ERP) et de les mettre en œuvre rapidement.
Une de leurs références :	Aident un distributeur national de services à regrouper une centaine d'entrepôts sur une dizaine de plates-formes logistiques et à mettre en place, dans les délais prévus, une gestion en flux tendu des livraisons et approvisionnements. D'où : une importante réduction des stocks, un approvisionnement en temps réel et une meilleure ergonomie pour les utilisateurs.
Credo :	"La réactivité, c'est de la compétence qui s'exprime en temps réel."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people



Davos dessine « un monde flottant »

LE MONDE est un « village global ». Telle est l'image, sinon le message, que les organisateurs du Forum de l'économie mondiale de Davos aiment à projeter. Cette année, la traditionnelle manifestation, qui a réuni en Suisse, du 28 janvier au 2 février, dans la station des Grisons, plus d'un millier de PDG, trois cents responsables politiques et autant d'experts du monde entier, a donné de l'économie mondiale l'image d'un « monde flottant ». En début 1999, tout flotte : les monnaies, les Etats, les entreprises... et les esprits.

Si ce flottement généralisé ne provoque qu'une panique parmi les responsables politiques, optimistes par fonction, et les grands patrons, optimistes par nature - plus de 80 % se déclarent confiants, d'après un sondage réalisé pour le Forum auprès de plus de 800 PDG - il n'en inquiète pas moins les experts et représentants de la société civile présents à Davos. Ces derniers ont exprimé leurs interrogations quant à la capacité des citoyens du monde à affronter et à accepter cette instabilité permanente, propre à l'économie du XXI^e siècle. La recherche, et la nécessité, de « stabilisateurs » et les formes qu'ils peuvent prendre - sur le marché des changes, pour le système financier international ou dans la vie des entreprises - confirment, Davos l'a confirmé, à diviser le monde.

La plus flagrante des instabilités est naturellement celle des monnaies. Les « davosiens » ont suivi, six jours durant, la chute en temps réel du real brésilien. Les tempêtes monétaires successives qui ont affecté le monde depuis l'effondrement du bath thaïlandais, le 2 juillet 1997 - celle des autres devises du Sud-Est asiatique, du rouble russe puis du real - ont confirmé l'interdépendance croissante des économies dans le monde. Dans le même temps, elles ont malmené l'image d'un village planétaire harmonieux.

Les méfaits de cette instabilité monétaire ont été dénoncés à Davos par une large coalition de personnalités, où « M. Yen » (Etsuke Sakakibara, vice-ministre des finances du Japon) et Mohamed Nasheed, premier ministre de Malaisie, se sont retrouvés au côté des grands industriels européens. Le flottement anarchique des monnaies rend difficile toute action économique à moyen terme, ont expliqué les dirigeants politiques. Il handicape l'investissement, et donc la croissance, ont ajouté les industries.

Protégés par la taille de leur paquebot, les Américains, forts d'une économie en excellente santé, n'ont pas été affectés, jusqu'à présent, par ces tempêtes. Les Cassandres, qui, tel Fred Bergsten, le directeur de l'Institute of International Economics de Washington, an-

noncent depuis des années un effondrement imminent du dollar, n'ont guère été entendus. Ainsi, l'Amérique ne s'intéresse pas à la recherche d'un système mondialisé plus stable. Robert Rubin, le secrétaire au Trésor, l'a clairement fait savoir : « Le système des changes flottants est le plus mauvais, à l'exception de tous les autres. » Rejetant ainsi la proposition allemande renouvelée sur place par le chancelier Schröder visant à instaurer un système de zones cibles, une sorte de FME mondial.

L'AUTODESTRUCTION OU L'UNION Face à cette instabilité, les pays n'avaient de choix qu'entre l'autodestruction ou la recherche d'une union salvatrice. L'autodestruction, recommandation faite des experts américains aux pays émergents de renoncer à leur monnaie nationale et d'adopter comme devise le dollar, et de se doter pour cela, à l'instar de Hongkong et de l'Argentine, d'un « comité monétaire » ! La proposition aurait reçu un accueil officieux favorable, de Bruxelles à Mexico.

L'autre solution, c'est l'union, c'est l'euro. « Nous l'avons fait », a expliqué Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'économie, à ceux qui peuvent prendre - sur le marché des changes, pour le système financier international ou dans la vie des entreprises - confirment, Davos l'a confirmé, à diviser le monde.

Ces interrogations, et d'autres,

un vaisseau qui devrait, comme pour le paquebot américain, les protéger, en partie, des incertitudes du marché des changes. Mais faute d'une véritable réforme du système monétaire international, refusée par la puissance dominante américaine, l'instabilité des changes continuera à balancer le monde.

Tout en suivant l'effondrement du real, les plénières de Davos ont aussi observé avec incertitude l'envolée à la Bourse de New York de l'action Amazon.com, la librairie américaine qui s'est développée avec un extraordinaire succès sur Internet. Le rôle pris par les marchés boursiers - le flottement des entreprises - et l'« exubérance irrationnelle » de Wall Street depuis quelques années sont une autre grande source d'instabilité. Les experts appellent à s'exprimer au contraire pour 1999 une « très grande volatilité » sur l'ensemble des places financières, la plupart ju-geant, par exemple, que la Bourse de New York est surévaluée de 25 %.

La « correction » attendue sera-t-elle sans effet sur l'économie réelle des Etats-Unis et sur le reste du monde, comme l'ont prétendu la plupart des intervenants américains, ou risque-t-elle d'enclencher un cercle vicieux déflationniste généralisé, comme d'autres l'ont expliqué ?

Ces interrogations, et d'autres,

justifiaient il y a peu le projet lancé notamment par Bill Clinton en octobre, d'une « nouvelle architecture du système financier mondial ». Les dirigeants américains présents au séminaire ont clairement fait savoir qu'ils n'intendaient pas se lancer dans une « refondation » totale, mais, tout au plus, procéder à un ravalement de façade. Timide dans ses propositions, le rapport demandé à Hans Tietmeyer, le patron de la Bundesbank, par le G 7, le groupe des sept pays industrialisés, ne devrait pas les décevoir.

MENACE

Affectés naturellement par ces multiples sources d'incertitude, les grands patrons présents ont surtout débattu d'une autre instabilité : celle qu'alimente la concurrence. Habitues à la compétition, ils estiment que celle-ci prend, avec les nouvelles technologies, une autre dimension. Et s'inquiètent de la naissance soudaine de compétiteurs souvent issus de secteurs différents des leurs.

Cette menace, principale préoccupation pour plus du tiers des patrons interrogés, explique, en grande partie, le spectacle en mouvement de fusions entre grandes entreprises. Du rachat de Volvo par Ford au rapprochement de Paribas et de la Société générale, les « davosiens » n'ont pas manqué de matière. Convaincus que la liste allait s'allonger dans les mois à venir, ils ont souligné, lors de nombreux débats sur la « marche des méfusions », la difficulté à réussir de telles mariages. Tout en y voyant le meilleur moyen d'affronter un monde désormais incertain et instable.

En « Économie comme la vie de chacun d'entre nous, il y a des hauts et des bas », l'historien Paul Kennedy, de l'université Yale (Etats-Unis), rappelait ainsi que, contrairement à ce qu'affirment certaines théories californiennes sur la « nouvelle économie », la vie économique, qu'elle soit nationale, régionale ou mondiale, est marquée par des cycles. Face à cette situation, deux approches, idéologiquement différentes mais finalement très traditionnelles, subsistent. Pour les uns, les Américains notamment, cette instabilité est la source principale du progrès et de la prospérité. Il ne faut donc pas chercher à la perturber. Pour les autres, les Japonais et les Européens en particulier, elle est, au contraire, facteur de destruction et de démolition. Il faut donc chercher à en atténuer l'ampleur par l'invention de nouvelles régulations. Pour l'instant, forte de leurs performances économiques, seuls les Américains sont en mesure d'imposer leur point de vue.

Erik Izraelewicz et Serge Marti

Sélection par Nicolas Vial



Les réservistes de l'an 2000

LE GOUVERNEMENT vient d'achever le dernier volet de sa réforme des armées avec l'adoption, en conseil des ministres, d'un projet de loi sur l'organisation des réserves militaires, qui devrait être débattu au Parlement en juin. Ce texte a l'ambition de mettre sur le même niveau de développement l'armée professionnelle, qui deviendra effective en 2002, et ses réserves constituées, là aussi, de volontaires triés sur le volet et traités de la même façon que les personnels d'active. Ce ne sera pas, pour autant, une seconde armée.

Mais, à l'instar des Etats-Unis, avec la Garde nationale, et du Royaume-Uni, avec l'Armée territoriale, ce devrait être une force d'appui, un vivier dans lequel les états-majors viendront puiser les spécialistes qui leur manquent pour certaines opérations, dont les actions extérieures.

D'un trait de plume par ce nouveau texte, le gouvernement met fin à une fiction : celle de la levée en masse des armées révolutionnaires quand le nombre des fusils et des poitrines faisait la décision. L'époque exige aujourd'hui des personnels qualifiés, entraînés, endurants, disciplinés. Des critères qui ajoutent à la qualité de l'encadrement, importent tout autant, sinon plus, que les performances des armes qu'ils servent.

Quelle circonstance justifierait, à présent, le recours à ces millions de mobilisés, comme ce fut le cas, encore, en 1914 et un peu moins déjà en 1940 ? Quel scénario de

l'Apocalypse exigerait de dévoier, dès le temps de paix, une troupe innombrable, peut-être mal instruite, et stocker précautionneusement des quantités d'armements onéreux, pour les déployer face à une agression d'envergure de moins en moins probable ?

Avec la représentation nationale, le chef de l'Etat et le gouvernement ont fait, pour le début du siècle prochain, un autre choix : un corps de défense comprenant une armée professionnelle, forte de 438 000 militaires et civils, et une réserve, limitée à 100 000 hommes dont la moitié dans la seule gendarmerie. Ce « format » s'est voulu, dès le départ. Il a été vivement critiqué par les partisans du maintien de la conscription et du statu quo dans les réserves militaires, qui reprochent à cette nouvelle organisation des forces de manquer d'ambition et d'avoir été inspiré par des considérations plus budgétaires que stratégiques. S'il est vrai que des investissements sont nécessaires que les dépenses de défense requièrent aujourd'hui l'attention des dirigeants, c'est faire peu de cas d'une tendance qui se répand dans le monde, et singulièrement en Europe : les armées modernes gagnent à être professionnalisées et à se préparer en permanence à des missions de « projection ». A l'instar d'autres fonctions étatiques, la sécurité extérieure se dégouline désormais, au risque d'aboutir à affaiblir la relation armée-nation.

Dans cette perspective, des ré-

serves régulièrement convoquées, aptes à mettre en œuvre les mêmes matériels que l'armée d'active, instruites et motivées, sont un complément intégré aux forces et disponibles aussi bien pour la défense du territoire national que sur un théâtre extérieur.

Une étude du ministère de la défense montre que ces réservistes sont à l'image de la nation, du moins de la population active entre 25 et 60 ans. Ils ne constituent pas une corporation atypique, même si elle réunit un plus grand nombre de cadres et de professions libérales qui relèvent du secteur privé ou parapublic. S'ils en ont, dès le départ, il a été vivement critiqué par les partisans du maintien de la conscription et du statu quo dans les réserves militaires, qui reprochent à cette nouvelle organisation des forces de manquer d'ambition et d'avoir été inspiré par des considérations plus budgétaires que stratégiques. S'il est vrai que des investissements sont nécessaires que les dépenses de défense requièrent aujourd'hui l'attention des dirigeants, c'est faire peu de cas d'une tendance qui se répand dans le monde, et singulièrement en Europe : les armées modernes gagnent à être professionnalisées et à se préparer en permanence à des missions de « projection ». A l'instar d'autres fonctions étatiques, la sécurité extérieure se dégouline désormais, au risque d'aboutir à affaiblir la relation armée-nation.

DOUBLE HANDICAP

C'est ce qui explique que les auteurs du projet de loi aient cherché à remédier à ce double handicap. Ils ont d'abord obtenu l'accord préalable des organisations patronales et modifié le code du travail pour que les réservistes conservent tous leurs droits sociaux et les avantages acquis au fil des conventions collectives. Ils ont ensuite conçu un statut de militaire à part entière, de sorte que le réserviste, durant ses périodes d'activité, bénéficiera des mêmes

droits que ses homologues de métier. Il ne sera sans doute pas impossible de recruter des réservistes pour des tâches jugées gratifiantes. Par exemple, le service de santé des armées ne disposera plus des médecins ou des dentistes qui lui fournissent la conscription. Mais il en recruterà sans peine, pour des missions ponctuelles, dans le milieu médical civil, dans le domaine militaire et civil, à la condition d'offrir des contrats attractifs.

De même, certaines spécialités « pointues », techniques ou commerciales, ne sont pas représentées sous l'uniforme. On pourra dès lors les embaucher et « exporter », avec la complicité de leurs employeurs, des tels experts au profit de tâches civilo-militaires, à commencer par la remise à niveau de l'économie locale dans les pays où les armées françaises sont déployées au titre des Nations unies ou de toute autre organisation internationale. Mais là où le bâton blesse, et où la réorganisation des réserves trouvera probablement ses limites, c'est quand il faudra recruter et conserver des hommes du rang volontaires, autrement dit des militaires de base votés à n'être promus ni officiers, ni sous-officiers. Combien de réservistes, en effet, accepteront-ils d'occuper des emplois qui pourront leur apparaître « anciennes » et dépourvus d'intérêt, voire de perspective ? De ce seul point de vue, qui n'est pas mineur, la réforme est un pari sur l'avenir.

Jacques Isnard

35 heures pour le service public

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-21-21. Télécopieur : 01-42-17-32-33
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-33
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

C'EST un peu l'histoire de l'arroseur arrosé. Depuis que le Parlement a adopté la première loi sur les 35 heures, le gouvernement presse les entreprises de jouer le jeu. Elles hésitent : si les PME, qui espèrent percevoir le rapport demandé par l'Etat, ou les grandes entreprises du secteur public, comme EDF ou la Poste, ont répondu à ces sollicitations, aucune firme privée d'importance n'a osé se lancer dans l'aventure. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a beau leur répéter que la réforme leur sera aussi bénéfique, qu'elle est une occasion de remettre à plat l'organisation du travail pour réaliser des gains importants de productivité, la plupart des grands patrons ont, pour l'heure, fait la sourde oreille. Et ceux qui, comme à PSA, ont engagé une concertation pour accroître la flexibilité du travail ont récolté en retour un fort mouvement de grève.

Quelle est la bonne piste ? Elle est de poser le vrai problème, qui est moins celui des fonctionnaires que celui de la réforme de l'Etat. Cette question-là est au cœur de la réforme de la France ; elle est, avec le chômage, celle sur laquelle sera jugée la gauche. Comment faut-il réorganiser l'Etat pour que les services qu'il rend aux citoyens soient de qualité ? Celle qu'il justifie le niveau de prélevement fiscal dans le pays. De la réponse à cette question dépend le maintien du service public à la française, auquel une majorité de Français sont légitimement attachés. Faute de se réorganiser - par les 35 heures, entre autres -, c'est l'Etat qui portera lui-même le plus mauvais coup à la notion de service public.

En toute logique, on aurait donc pu penser que l'Etat-patron serait pressé, avec ses propres troupes, celles de la fonction publique, de faire la démonstration de son bien-fondé de sa thèse. Or, justement, ce n'est pas le cas. La publication du rapport que le gouvernement a commandé à un expert, Jacques Roché, pour lancer la négociation sur les 35 heures pour les fonctionnaires est différée ; on ne dispose, en guise d'état des lieux sur le temps de travail dans l'administration, que des premiers constats réalisés par l'inspection des finances. Bref, tout se passe comme si le gouvernement était soudain pris

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marc Colosimo
Directrice : Jean-Marc Colosimo ; Dominique Alary, directeur général ;
Directeur adjoint : Jean-Marc Colosimo ; Directeur adjoint, direction des rédactions : Jean-Marc Colosimo
Directeur adjoint de la rédaction : Édith Plana
Directeur adjoint de l'information : Thomas Gérard, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomé
Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Marc Colosimo ; Directeur adjoint, direction des rédactions : Jean-Marc Colosimo
Directeur adjoint de la rédaction : Alain Fourquet
Rédacteur en chef :
Alain Fracheboud, Erik Izraelewicz (éditions et analyses) ;
Laurent Grégoire (éditions et cultures spéciales) ; Michel Rajman (Délégation) ;
Eric Le Boucher (International) ; Jean-Pierre Lefèvre (France, Monde, Politique) ; Claire Baudat (Entreprises) ;
Jacques Broch (Aujourd'hui) ; Jean-Pierre Gourde (Cahier des Cahiers) ; Christian Masson (Décret et rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Azra
Rédacteur : Robert Solé
Rédacteur adjoint : Eric Plana ; directeur adjoint : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Boller ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
personnel administratif : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noguier, vice-président
Audits directs : Robert Bourre-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Lamerep (1982-1991), André Fontaine (1986-1991), Jacques Letourneau (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Capital social : 981 000 E. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Incorrection soviétique

PAR LA MÊME voie insolite que l'autre jour le président Truman a reçu une invitation, cette fois plus précise, du généralissime Staline, qui lui demande de le rencontrer dans l'Europe orientale.

Faut-il insister sur l'incorrection des méthodes, qui devient une règle, apparemment voulue, de la diplomatie soviétique ? Staline s'était déjà servi de M. Wallace avant l'élection présidentielle ; dans l'espace de quelques jours il reçoit deux fois à un journaliste américain. Pourquoi ne s'adresse-t-il pas directement au destinataire de ses appels, comme l'usage et une politesse élémentaire l'exigent ? Il faut bien qu'il ait une raison pour procéder ainsi. On est obligé de se demander si on n'est pas devant tout à l'effet de propagande, s'il n'est pas convaincu d'avance que son offre ne saurait être acceptée.

(4 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 4 FÉVRIER 1999

Mme Trautmann fédère la majorité plurielle autour de son projet de loi

Au cours d'une réunion, mardi 2 février, la ministre de la culture et de la communication s'est assuré le soutien des parlementaires de la majorité autour d'un texte sur l'audiovisuel public remanié et surtout élargi au secteur privé

LA TABLE commence à ressembler à celle du livre et de la torture. Le projet de loi sur l'audiovisuel, présenté en conseil des ministres voici un an (*Le Monde* du 29 janvier 1998) avant d'être critiqué par tous les lobbies, puis canonné au seul secteur public, reporté et enfin placé en suris par Lionel Jospin, rassemble enfin un consensus dans la majorité plurielle. Au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi 2 février Rue de Valois, à Paris, une vingtaine de députés et de sénateurs PS, PC, Verts, radicaux et MDC ont finalement accordé un satisfaçant au projet de loi sur l'audiovisuel remanié de Catherine Trautmann.

La ministre de la culture et de la communication leur a présenté une plate-forme de propositions,

baptisée « Pour un développement pluraliste des médias audiovisuels à l'ère du numérique ». Son projet vise à « renforcer le rôle du service public et moderniser le système de régulation ». Pour la première fois, Mme Catherine Trautmann a écrit noir sur blanc que, en contrepartie d'une baisse de la durée horaire maximale des écrans publicitaires sur France 2 et France 3, « la loi érige en principe le remboursement intégral des exonérations de redéveance » afin de « garantir l'indépendance des chaînes contre les risques de nouvelles débégatellisations ». Cette mesure assurera « la compensation effective de la baisse des ressources publicitaires et du coût des programmes de substitution ». De plus, la ministre envisage

« une progression raisonnée de la redéveance à partir de l'exercice 2000 » et affirme l'engagement du gouvernement à réformer cette taxe, avec une redéfinition de l'assiette, des conditions de sa perception et l'institution éventuelle d'une nouvelle ressource spécifique.

Surtout, Catherine Trautmann a calmé les inquiétudes des parlementaires, qui redoutaient que ce projet de loi n'aboutisse à un cadeau fait à TF 1 et à M 6. Au cours de la réunion, elle a précisé que la loi doit « instaurer une taxe additionnelle au prélevement sur les recettes publicitaires qui alimentent le compte de soutien aux industries audiovisuelles ». Cette nouvelle ponction, évaluée à 700 millions de francs (107 millions d'euros) sur

1 milliard (152 millions d'euros) de recettes nouvelles aux chaînes privées, servirait à soutenir la production, notamment les programmes pour la jeunesse, les produits multimédia, le cinéma francophone, les distributeurs cinématographiques indépendants et l'exportation des programmes.

Par ailleurs, la ministre a confirmé son intention d'intégrer au texte différentes mesures visant directement les chaînes privées, afin d'accompagner « l'essor des nouveaux services », « assurer l'indépendance et le pluralisme » et « garantir une meilleure transparence des procédures ».

Ce nouveau périmètre de la loi a manifestement séduit. « C'est le fromage et le dessert. Le public et le privé », se félicite Noël Mamère (Verts), qui refuse qu'un projet de loi puisse être « hémipélique ».

Le ministre a accédé à sa requête de laisser une place, sur les réseaux câblés, à des « canaux d'expression locale », qui permettront « aux associations et aux citoyens de s'exprimer ». Toutefois, M. Mamère déplore « les effets néfastes des périodes de cohabitation, qui limitent la profondeur des réformes ». Il aurait souhaité une fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) pour prendre en compte les futurs effets de la convergence entre la télévision et les télécommunications.

VERS UN SCHÉMA « A MINIMA »
Pour Michel Crépeau (PRG, Charente-Maritime), « les choses ont tendance à s'améliorer ». Les radicaux espèrent encore pouvoir modifier l'assiette de la redéveance, pour qu'« elle ne soit pas payée au même prix par un smicard et par un

milliardaire ». Les députés ont obtenu que RFO soit intégré au holding qui coûtera les chaînes publiques. Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime) a souhaité que le projet soit rapidement discuté au Parlement, tandis que Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire) a trouvé cette réunion « positive ». « Il existe maintenant un accord pluriel, un consensus sur le périmètre et sur l'hypothèse d'une première lecture au Parlement », a déclaré Mme Trautmann. « Ce bel accord pourra-t-il durer ? », demandent déjà les Cassandres dans les rangs du PS. Les proches du premier ministre hésitent toujours entre deux positions : certains ont l'impression que personne – hormis les spécialistes – dans le grand public ou dans les partis politiques ne réclame un nouveau texte. Mais d'autres affirment qu'il est difficile de ne rien faire, avant les élections européennes, vis-à-vis des profes-

Catherine Trautmann. « Ce bel accord pourra-t-il durer ? », demandent déjà les Cassandres dans les rangs du PS. Les proches du premier ministre hésitent toujours entre deux positions : certains ont l'impression que personne – hormis les spécialistes – dans le grand public ou dans les partis politiques ne réclame un nouveau texte. Mais d'autres affirment qu'il est difficile de ne rien faire, avant les élections européennes, vis-à-vis des profes-

Ligue des champions : partage entre TF 1 et Canal Plus

TF 1 et Canal Plus ont signé un accord portant sur le partage des droits de retransmission de la future Ligue des champions, compétition européenne de football dont une nouvelle formule sera organisée pour la saison 1999-2000. Le contrat d'un montant de 560 millions de francs (85 millions d'euros) sera payé « à 50/50 » par TF 1 et Canal Plus.

Mercredi 27 janvier, le conseil d'administration de Télévision par satellite (TPS) avait refusé d'acquérir, pour 280 millions de francs (43 millions d'euros), les droits cryptés de la Ligue des champions proposés par Patrick Le Lay, pourtant PDG du bouquet. Dès le lendemain, le patron de la « Une » était allé proposer ces droits à Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, qui a immédiatement accepté la proposition. Dès septembre, les matches de la Ligue des champions ne seront plus proposés par Multivision, sur TPS, mais sur Canal Plus et Kiosque, service de paiement à la séance de CanalSatellite.

ment en avril », a-t-il déclaré. La seule fausse note dans ce concert vient de Jean-Marie Le Guen (PS, Paris), qui s'oppose toujours à un élargissement de la loi au privé. In fine, c'est Lionel Jospin qui tranchera ce dossier, au plus tard dans une quinzaine de jours. Si la première requête du chef du gouvernement – un consensus de la majorité plurielle – est acquise, le second volet – un modus vivendi des professionnels, notamment les chaînes et leurs actionnaires – ne sera pas simple à trouver.

Rien n'est encore gagné pour

Nicole Vulser

Chez Bouygues Télécom, le téléphone moins cher mais avec publicité

APRÈS L'AFFICHAGE géant, la publicité sur Internet et les adhésifs sur les portières de taxis, les Français vont découvrir un nouveau support publicitaire : le téléphone. Sous le nom de code « Flocon », le numéro trois du téléphone en France, Bouygues Télécom, prépare une formule d'échange de temps de communication contre la diffusion de publicités sonores.

L'opérateur qui travaille à ce projet de troc depuis un an, a signé, il y a quinze jours, une lettre d'intention avec le suédois GratitTel, qui possède la technologie. En septembre, Bouygues Télécom proposera aux acheteurs de cartes pré-paiées « Nomad » une demi-heure de forfait supplémentaire contre l'autorisation d'envoyer sur la ligne des messages publicitaires. Un test « grandeur nature » va analyser, à partir du mois de juin, les réactions de 15 000 à 20 000 abonnés.

Un premier jingle commercial intervientra dès la composition du numéro, un deuxième au bout d'une minute de communication, les suivants interrompant la conversation à raison de dix secondes toutes les deux minutes. Si le premier message n'est entendu que par le souscripteur qui a choisi cette offre commerciale, les autres seront imposés à son interlocuteur. France Télécom, le leader de la téléphonie mobile en France, a renoncé à pousser plus avant ce

type de projet pour des raisons « déontologiques ». Son challenger prétend, résultats de sondage à l'appui, que ces minutes de pub seront facilement acceptées puisqu'elles supposent une démarche volontaire de l'utilisateur.

Le principe concernera prioritairement les jeunes adultes qui ne disposent pas d'un gros budget, affirment les promoteurs du projet. Encore faut-il que les marques diffusent des jingles divertissants, si possible en les associant à des « bons tuyaux ». Selon Fabrice Masson, le chef de produit « Flocon » chez Bouygues Télécom, les annonceurs les plus intéressés – comme McDonald's ou la Fnac – devraient déjà à leurs prémaîtrises maquettes sonores.

Le téléphone financé par la publicité, qui n'était depuis quatre ans qu'un serpent de mer, risque de débarquer massivement sur le Vieux Continent. En Suède, en Norvège et en Espagne, le système est déjà proposé par de petits opérateurs de télécommunication qui commercialisent des lignes téléphoniques sur postes fixes. Le 15 mars, le deuxième opérateur téléphonique danois, Sonofon, offrira quinze minutes téléphoniques gratuites en échange d'une intrusion publicitaire toutes les deux minutes.

Florence Amalou

DÉPÉCHES

■ **TELEVISION**: les journalistes d'Europe 1 devraient être en grève, mercredi 10 février, pour protester contre l'annonce de la suppression des émissions en langue arabe. Ces émissions étaient réalisées grâce à des subventions de la commission de Bruxelles, qui a décidé de ne pas les reconduire.

■ **Le Conseil supérieur de l'audiovisuel** a décidé de lancer de nouveaux appels à candidatures pour des fréquences hertziennes de télévision à Bordeaux, en Savoie et en Haute-Savoie. La date limite pour le dépôt des candidatures est lundi 3 mai.

■ **CABLE**: Canal Plus a remporté deux procès aux Pays-Bas et en Belgique, contre des câble-opérateurs qui sont contraints à poursuivre la diffusion de la chaîne cryptée sur leurs réseaux. Canal Plus contestait le montant des droits demandés par les câble-opérateurs. – (AFP)

■ **PRESSE**: La *Dépêche du Midi* a obtenu la certification de qualité ISO 9002, pour l'ensemble de son secteur d'impression et ses services périphériques. C'est la première fois qu'un journal français demande et obtient cette certification.

sionnels. Sans compter que la mise en minorité de Mme Trautmann au sein du gouvernement pourrait ternir l'image de M. Jospin, lui qui avait ardemment soutenu sa réforme de l'audiovisuel public. « Il n'est pas exclu que l'on décide un schéma à minima, axé sur une réforme du secteur public en instillant une faible dose de réformes sur le secteur privé. Plus le champ de la loi sera étendu, plus un consensus sera dur à trouver », affirme-t-on à Matignon.

Nicole Vulser

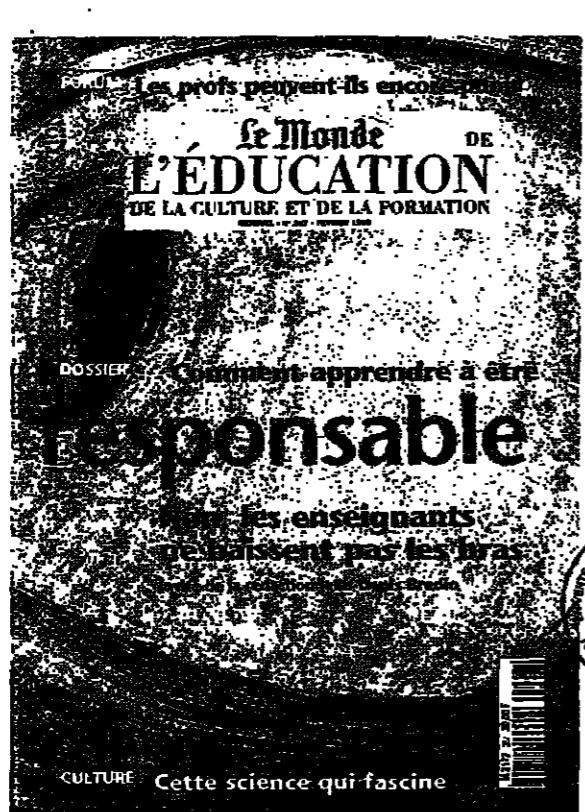
L'élection du PDG de l'AFP a été repoussée

COMME PRÉVU, le conseil d'administration de l'Agence France-Presse, réuni mardi 2 février, « a décidé de fixer à une date ultérieure le vote sur l'élection du prochain président de l'agence » (*Le Monde* du 3 février). L'absence de vote du conseil ouvre pour l'AFP une période d'intérim de trois mois maximum. Le conseil n'est pas prononcé sur le seul candidat officiellement déclaré, Daniel Jubert, ancien directeur général de *La Presse de la Manche*. « Conformément au statut de l'agence, a indiqué le conseil dans un communiqué, l'intérim de la présidence sera assuré par le vice-président du conseil, Jean-Louis Prévost », président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et du directoire de *La Voix du Nord*.

Après le retrait des deux candidats jugés les plus sérieux, Pierre Jeantet et Bernard Porte, les administrateurs ont souhaité se donner un délai de quelques semaines pour trouver un PDG qui ne soit pas celui d'un consensus minimum. Un comité de sélection représentant la presse et l'Etat doit se réunir pour examiner les candidatures. Les administrateurs ont souligné « que le prochain président de l'agence devra s'appuyer sur une équipe de collaborateurs au service d'un plan stratégique garantissant l'avenir et l'équilibre économique d'une entreprise soucieuse de répondre aux besoins de ses clients, français et étrangers ».

Dans une « lettre ouverte » au personnel, M. Mot, qui n'a finalement pas sollicité son renouvellement, a affirmé mardi soir que l'AFP « peut – et doit – rester l'une des trois agences mondiales ». Pour cela, il faut, selon lui, une « volonté politique » des pouvoirs publics, une modernisation du statut pour que l'agence devienne « une entreprise commerciale à part entière » et des changements urgents dans la culture de l'entreprise.

Lire aussi notre enquête page 12



Forum :

• Les profs peuvent-ils encore punir ?

Dossier :

Comment apprendre à être responsable

Jean-Denis Bredin, invité de la rédaction

• Non, les enseignants ne baissent pas les bras • Oui, les élèves ont aussi des devoirs • Les enseignants doivent-ils décider seuls de l'orientation et de la notation ? • Le tout ou rien du suivi scolaire • Les parents ont-ils démissionné ?

Culture :

• La science fascine, les Français veulent comprendre.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac, le jeudi 11 février à 18 heures à la Fnac Saint-Lazare à Paris sur le thème : « Comment éduquer à la responsabilité ? »



100% de la vente sera reversée à l'UNESCO

VALEURS FRANÇAISES

● Après la présentation d'un résultat courant pour 1998 en baisse de 20 %, l'action Elf Aquitaine a débuté la séance de 3 février par une baisse de 1,43 %.

● L'action Michelin a réagi à l'annonce de l'alliance entre Goodyear et Sumitomo par un gain de 4,81 %, mercredi matin. Le groupe français, qui perd sa première place mondiale au profit de son rival américain, pourra envisager de riposter.

● L'action Cap Gemini a perdu 1,61 %, mercredi matin. La veille, la société de services informatiques a annoncé qu'elle envisageait de s'introduire à la Bourse de New York afin de faciliter l'acquisition d'une société américaine.

● Le titre Usinor a poursuivi sa baisse, mercredi, à l'ouverture, en perdant 1,31 % après l'annonce de son retrait du CAC 40.

● Le titre Decan sur le second marché est toujours suspendu sur la demande de son dirigeant. Le capital du groupe risque d'être déstabilisé par la volonté de Delphi, actionnaire à hauteur de 30,6 %, de vendre sa participation.

● L'action Eurotunnel a été stable à l'ouverture. La veille, elle avait grimpé de 10,57 % après l'annonce d'une restructuration de sa partie particulièrement bénéfique.

● Le titre Marine Wendel a reculé de 4,3 % après l'annonce de sa prise de participation dans le capital de la compagnie aérienne AOM.

REGLEMENTATION

MERCREDI 3 FÉVRIER Cours relevés à 12h30

Liquidation : 19 février

France ►	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. en francs	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	% Var. en francs
BNP (CIF)	147,70	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
CGI (HOMMAGE)	142,00	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
RENAULT (T.P.)	437	91,51	+ 0,35	01/06	...	...	...	...	...
SAINTE-CROIX (P.)	183	1167,60	- 2,73	150,07	...	...	...	...	...
THOMSON SA (T.P.)	140	1271,24	+ 1,48	150,95	...	...	...	...	...
ACCOR	191	109,90	- 0,10	01/06	...	...	...	...	...
AIR LIQUIDE	54,10	367,75	+ 1,94	126,00	...	...	...	...	...
ALCATEL	102,00	625,00	+ 0,02	260,05	...	...	...	...	...
ALSTOM	20,50	570,99	- 0,21	30,05	...	...	...	...	...
ALTRAN TECHNO. #	264,80	1894,34	- 2,45	280,00	...	...	...	...	...
ATOS CA	207	1358,49	+ 0,04	100,00	...	...	...	...	...
BAN. INVESTIS.	122	799,99	- 0,40	110,05	...	...	...	...	...
BAZAR HOT. VILLE	107	104,50	+ 0,04	01/06	...	...	...	...	...
BETRAND FAURE	56,10	326,95	+ 2,28	200,04	...	...	...	...	...
BIC	54,05	354,22	- 1,18	14/01	...	...	...	...	...

France ►	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. en francs	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	% Var. en francs
BNP (CIF)	147,70	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
CGI (HOMMAGE)	142,00	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
RENAULT (T.P.)	437	91,51	+ 0,35	01/06	...	...	...	...	...
SAINTE-CROIX (P.)	183	1167,60	- 2,73	150,07	...	...	...	...	...
THOMSON SA (T.P.)	140	1271,24	+ 1,48	150,95	...	...	...	...	...
ACCOR	191	109,90	- 0,10	01/06	...	...	...	...	...
AIR LIQUIDE	54,10	367,75	+ 1,94	126,00	...	...	...	...	...
ALCATEL	102,00	625,00	+ 0,02	260,05	...	...	...	...	...
ALSTOM	20,50	570,99	- 0,21	30,05	...	...	...	...	...
ALTRAN TECHNO. #	264,80	1894,34	- 2,45	280,00	...	...	...	...	...
ATOS CA	207	1358,49	+ 0,04	100,00	...	...	...	...	...
BAN. INVESTIS.	122	799,99	- 0,40	110,05	...	...	...	...	...
BAZAR HOT. VILLE	107	104,50	+ 0,04	01/06	...	...	...	...	...
BETRAND FAURE	56,10	326,95	+ 2,28	200,04	...	...	...	...	...
BIC	54,05	354,22	- 1,18	14/01	...	...	...	...	...

France ►	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. en francs	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	% Var. en francs
BNP (CIF)	147,70	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
CGI (HOMMAGE)	142,00	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
RENAULT (T.P.)	437	91,51	+ 0,35	01/06	...	...	...	...	...
SAINTE-CROIX (P.)	183	1167,60	- 2,73	150,07	...	...	...	...	...
THOMSON SA (T.P.)	140	1271,24	+ 1,48	150,95	...	...	...	...	...
ACCOR	191	109,90	- 0,10	01/06	...	...	...	...	...
AIR LIQUIDE	54,10	367,75	+ 1,94	126,00	...	...	...	...	...
ALCATEL	102,00	625,00	+ 0,02	260,05	...	...	...	...	...
ALSTOM	20,50	570,99	- 0,21	30,05	...	...	...	...	...
ALTRAN TECHNO. #	264,80	1894,34	- 2,45	280,00	...	...	...	...	...
ATOS CA	207	1358,49	+ 0,04	100,00	...	...	...	...	...
BAN. INVESTIS.	122	799,99	- 0,40	110,05	...	...	...	...	...
BAZAR HOT. VILLE	107	104,50	+ 0,04	01/06	...	...	...	...	...
BETRAND FAURE	56,10	326,95	+ 2,28	200,04	...	...	...	...	...
BIC	54,05	354,22	- 1,18	14/01	...	...	...	...	...

MERCREDI 3 FÉVRIER Cours relevés à 12h30

Liquidation : 19 février

France ►	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. en francs	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	% Var. en francs
BNP (CIF)	147,70	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
CGI (HOMMAGE)	142,00	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...
RENAULT (T.P.)	437	91,51	+ 0,35	01/06	...	...	...	...	...
SAINTE-CROIX (P.)	183	1167,60	- 2,73	150,07	...	...	...	...	...
THOMSON SA (T.P.)	140	1271,24	+ 1,48	150,95	...	...	...	...	...
ACCOR	191	109,90	- 0,10	01/06	...	...	...	...	...
AIR LIQUIDE	54,10	367,75	+ 1,94	126,00	...	...	...	...	...
ALCATEL	102,00	625,00	+ 0,02	260,05	...	...	...	...	...
ALSTOM	20,50	570,99	- 0,21	30,05	...	...	...	...	...
ALTRAN TECHNO. #	264,80	1894,34	- 2,45	280,00	...	...	...	...	...
ATOS CA	207	1358,49	+ 0,04	100,00	...	...	...	...	...
BAN. INVESTIS.	122	799,99	- 0,40	110,05	...	...	...	...	...
BAZAR HOT. VILLE	107	104,50	+ 0,04	01/06	...	...	...	...	...
BETRAND FAURE	56,10	326,95	+ 2,28	200,04	...	...	...	...	...
BIC	54,05	354,22	- 1,18	14/01	...	...	...	...	...

France ►	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. en francs	Prédictif	Cours en francs	Cours en euros	% Var. en francs
BNP (CIF)	147,70	874,10	+ 0,64	500,77	...	...	...	...	...

CONFÉRENCE sur le dopage, interdiction d'autres sujets, notably, sensible, de l'harmonisation des sanctions sportives internationales, observations internationales.

Guy Ourisson et Hubert Curien, président et vice-président de l'Académie des sciences

« Il nous faut des chercheurs au meilleur de leur carrière »

L'institution créée par Colbert en 1666 prépare une cure de jouvence

Le chimiste Guy Ourisson, professeur émérite à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, vient d'être élu, pour deux ans, à la présidence de l'Académie des sciences. Lors de son discours de prise de fonctions, il a clairement affir-

« L'Académie des sciences est souvent taxée d'immobilisme. Qu'en pensez-vous ? Envisez-vous des réformes pour redynamiser l'institution ? »

— Guy Ourisson : Il y a trente ans, les critiques étaient encore plus vives et plus justifiées. À l'époque, l'Académie était en train de sombrer. Le secrétaire perpétuel de l'époque, Paul Germain, l'a profondément réformée en 1976. Il est donc normal, après tout ce temps, qu'on soit amené à se poser la question du changement.

— Aujourd'hui, les reproches qu'on nous fait sont de deux ordres : une représentativité insuffisante de l'ensemble du milieu scientifique français et des rapports dont la tenue ne correspondent pas à ce que les gens souhaiteraient entendre. Dans ce dernier cas, la critique ne me gêne pas. Bien au contraire. Nous rapportons sur la toxicité de la diiodine ou le danger des faibles doses de radioactivité, par exemple, n'ont pas cédé au catastrophisme en vogue à l'époque. Nous avons alors marqué notre indépendance et vous constatez que, de nombreuses années après leur publication, nos conclusions sont toujours valables.

— En interne, ce sont nos conditions matérielles de travail qui sont mises en cause. Pour nos présentations scientifiques, nous ne disposons pas d'une salle de réunion adaptée aux moyens modernes de présentation audiovisuelle que le premier vendeur de brevets utilise aujourd'hui pour présenter ses produits. Jean Hamburger, l'un de mes prédécesseurs, a proposé la construction d'un tel amphithéâtre sous la coupole de l'institut, un peu comme cela s'est fait au Collège de France. Nous soutienssons tout à fait ce projet, sous la couverture ailleurs. Mais les choses avancent lentement.

— Ne faut-il pas commencer par rajeunir l'Académie ?

— Hubert Curien : Il est évident que le style de l'Académie n'est pas précisément adolescent. Mais il n'est pas de tout sénescence. Il nous faut des chercheurs au meilleur de leur carrière. Le problème, c'est qu'ils sont généralement très occupés et disposent de beaucoup moins de temps que leurs amis. Pour rajeunir, plusieurs solutions sont possibles. On peut indexer des postes réservés aux plus jeunes, nous le faisons déjà. Les Américains, quant à eux, élisent chaque année soixante nouveaux membres, sans tenir aucun compte de l'effectif global. On peut aussi, plus simplement, réduire ou supprimer la distinction entre les membres de l'Académie et ses correspondants dont la moyenne d'âge est nettement plus faible.

— G. O. : chez les Suédois, vous devenez membre émérite à soixante-cinq ans, chez nous, la limite de l'effectif de référence est fixée à quatre-vingts ans. On peut, évidemment, s'efforcer de contrôler le vieillissement par des règles statutaires. Mais les règles trop strictes sont parfois absurdes. Le niveau d'activité ne dépend pas forcément de l'âge. Le vrai problème, c'est que les plus jeunes font leur science et sont donc peu disponibles.

— La faiblesse de vos effectifs, comparés à ceux des Académies britannique et américaine, ne constitue-t-elle pas un autre handicap sérieux à vos activités ?

— G. O. : nous sommes actuellement 350 : 144 membres et 206 correspondants. Nos homologues britanniques, la Royal Society, ou américaine, la National Academy of

sciences, comptent respectivement 1 150 et 1 800 membres. Mais, si on ramène ces chiffres à ceux de la population, nous tenons la comparaison avec les Etats-Unis. Cela dit, c'est bien le nombre absolu qui compte. Il est plus facile de couvrir toutes les disciplines scientifiques, même les plus petites, à 1 800 qu'à 350. Nous essayons donc de compenser ce handicap par notre capacité de mobilisation. Ainsi, pour nos rapports, nous ne rencontrons pas de difficulté pour recruter des scientifiques de renom, qui savent, pourtant, que leurs travaux ne leur seront pas payés et que leur nom sera à peine mentionné.

— Pour être complet, il faut aussi comparer les modes de fonctionnement de nos assemblées. La notre était essentiellement parisienne. Mais elle évolue : je suis le premier président non parisien. Cela dit, nous restons les seuls à nous réunir tous les lundis de 15 heures à 18 heures. L'Académie américaine ne tient qu'une seule assemblée plénière par an, mais organise de très nombreuses réunions de travail avec des groupes réduits. D'autres académies se réunissent une fois par mois ou tous les deux mois. Mais les séances sont prises par un petit conseil et non pas en assemblée plénière comme chez nous. Nous rééchouons à une autre forme d'organisation avec, peut-être, des réunions moins fréquentes ; mais, par exemple,

— G. O. : nous menons actuellement une réflexion sur ce sujet et en particulier sur la place que doivent avoir les technologies. Ce travail qui a été entamé il y a une vingtaine d'années par mes prédécesseurs André Blanc-Lapierre et Paul Germain a entraîné la création du Conseil pour les applications de l'Académie des sciences (Cadas), dont Hubert Curien fut le premier président. Le Cadas a seize ans. L'âge de l'indépendance. Faut-il la lui octroyer brutalement ? Non. Nous avons opté pour une évolution progressive qui le conduira à

succéder à la présidence en 2001. Les deux hommes entendent, avant tout, rendre plus efficace le fonctionnement de la venerable assemblée, en s'inspirant de l'organisation de ses homologues européennes et américaine.

— H. C. : c'est vrai. Mais avec des objectifs précis, on peut plaider pour l'obtention de moyens plus importants. Les solutions existent. L'Académie américaine, par exemple, publie une certaine de rapports par an. Mais ces études sont payées, ce qui permet de financer une bonne partie du salaire des quelque mille personnes employées pour ces tâches et de maintenir un niveau d'activité élevé.

— L'Académie des sciences américaine est étroitement associée à plusieurs institutions scientifiques œuvrant dans d'autres domaines comme la santé et l'ingénierie. N'y a-t-il pas là pour l'Académie une voie à prospecter ?

— G. O. : nous menons actuellement une réflexion sur ce sujet et en particulier sur la place que doivent avoir les technologies. Ce travail qui a été entamé il y a une vingtaine d'années par mes prédécesseurs André Blanc-Lapierre et Paul Germain a entraîné la création du Conseil pour les applications de l'Académie des sciences (Cadas), dont Hubert Curien fut le premier président. Le Cadas a seize ans. L'âge de l'indépendance. Faut-il la lui octroyer brutalement ? Non. Nous avons opté pour une évolution progressive qui le conduira à

se transformer en une académie indépendante dès que cela sera possible. Nous suivrons et aiderons cette mutation avec l'espoir d'un père qui supervise l'installation de sa fille devenue majeure.

— Pour le reste, nous devons tenir compte du fait que certaines technologies sont déjà traitées par d'autres Académies, comme celles de médecine, de pharmacie et d'agriculture. Nous avons avec elles des relations excellentes que nous renforçons. La première séance plénière commune aux Académies des sciences et de médecine devrait d'ailleurs se tenir dans quelques semaines.

Les académiciens ne sont pas des gens qui admirent leur propre nombril et, éventuellement, celui de leurs confrères. Tous les nombrils nous intéressent

Cela passe, notamment, par un rajeunissement de ses membres et par un accroissement de ses effectifs, mais aussi par des locaux mieux adaptés et des moyens humains et financiers plus importants.

— H. C. : dans ce domaine, nous devons, avant tout, profiter de la spécificité de l'Académie. Nos atouts : plus de liberté, une plus grande marge de manœuvre et de jugement que les autorités ministérielles ou celles des organismes de recherche et des universités. C'est de cette souplesse et de cette crédibilité-là que nous devons jouer pour les chercheurs et en harmonie avec eux.

— Votre assemblée est l'une des cinq Académies regroupées au sein de l'Institut de France. Comment gérez-vous cette particularité qui vous distingue de vos homologues étrangères ?

— G. O. : par le jeu des rotations, je suis aussi président de l'Institut de France pour un an. Depuis plusieurs années, nous avons engagé des actions avec l'Académie des sciences morales et politiques sur le développement durable et sur les problèmes de protection industrielle. J'ai déjà rencontré deux fois son président, Yves Gattaz, pour voir comment aller plus loin, en liaison avec la future Académie de technologie. Il y a des domaines absolument passionnantes qui ne peuvent être converties que par plusieurs Académies.

— H. C. : dans ce domaine, nous avons monté, par exemple, une conférence sur l'archéologie moléculaire en coopération avec l'Académie des inscriptions et belles lettres. J'ai aussi proposé que nous fassions quelque chose en liaison avec celle des beaux-arts autour du Centre de recherche et de restauration des musées de France. Il y a encore bien d'autres projets.

— G. O. : évidemment. Mais, pour réformer le monde, il faut que tout le monde soit vertueux. Essayons donc d'agir d'abord sur ce que nous contrôlons et faisons-le en bonne intelligence avec les autres.

Nos relations avec le CNRS sont

Propos recueillis par Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour



GUY OURISSON



HUBERT CURIEN

Sciences, comptent respectivement 1 150 et 1 800 membres. Mais, si on ramène ces chiffres à ceux de la population, nous tenons la comparaison avec les Etats-Unis. Cela dit, c'est bien le nombre absolu qui compte. Il est plus facile de couvrir toutes les disciplines scientifiques, même les plus petites, à 1 800 qu'à 350.

Nous essayons donc de compenser ce handicap par notre capacité de mobilisation. Ainsi, pour nos rapports, nous ne rencontrons pas de difficulté pour recruter des scientifiques de renom, qui savent, pourtant, que leurs travaux ne leur seront pas payés et que leur nom sera à peine mentionné.

— Pour être complet, il faut aussi comparer les modes de fonctionnement de nos assemblées. La notre était essentiellement parisienne. Mais elle évolue : je suis le premier président non parisien. Cela dit, nous restons les seuls à nous réunir tous les lundis de 15 heures à 18 heures.

— L'Académie américaine ne tient qu'une seule assemblée plénière par an, mais organise de très nombreuses réunions de travail avec des groupes réduits. D'autres académies se réunissent une fois par mois ou tous les deux mois. Mais les choses avancent lentement.

— Ne faut-il pas commencer par rajeunir l'Académie ?

— Hubert Curien : Il est évident que le style de l'Académie n'est pas précisément adolescent. Mais il n'est pas de tout sénescence. Il nous faut des chercheurs au meilleur de leur carrière. Le problème, c'est que les

Académie française, à l'Académie des inscriptions et belles lettres et à l'Académie des beaux-arts auxquelles s'ajoute, en 1823, l'Académie des sciences morales et politiques.

— La première réforme : en février 1975, le président de l'Académie, commandé à Pierre Aigrain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique, un rapport sur la meilleure façon de réformer l'Académie. Ce texte donna lieu à un premier projet de décret, vite

enterré par crainte d'un éclatement de l'Institut de France. Un décret fut enfin publié en novembre 1976 sur proposition de l'Académie.

● Les membres et

correspondants : l'Académie des sciences est aujourd'hui divisée en huit sections. Elle compte 144 membres, dont cinq femmes (la première, Yvonne Choquet-Bruhat, y fut accueillie en 1979). S'y ajoutent 206 correspondants et 107 associés.

● Les moyens : une cinquantaine

de personnes de statut divers et une dizaine de chargés de mission y travaillent. Son budget pour 1999 s'établit à 42,8 millions de francs (6,52 millions d'euros) dont 54 % alloués par le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie ; 8 % provenant d'autres ministères, d'organismes publics et des collectivités territoriales ; et 38 % de ressources propres générées par des biens et propriétés provenant de legs.

— G. O. : évidemment. Mais, pour réformer le monde, il faut que tout le monde soit vertueux. Essayons donc d'agir d'abord sur ce que nous contrôlons et faisons-le en bonne intelligence avec les autres. Nos relations avec le CNRS sont

Une institution souvent courtisée par les politiques

ON PEUT considérer que Jacques Chirac lui-même a donné le signal du renouveau à l'Académie des sciences en lui confiant, il y a deux ans, la tâche d'*« éclairer »* les choix des politiques. Dans une lettre datée du 21 janvier 1997, il demandait à Jacques-Louis Lyons, alors président de l'assemblée du quai Conti, de lui fournir, pour l'an 2000, des conclusions devant « permettre aux responsables politiques d'ouvrir de nouvelles perspectives susceptibles, grâce aux avancées de toutes les sciences et technologies, de garantir dans notre pays le développement harmonieux des activités de chacun et du bien-être de tous ».

— G. O. : nous sommes actuellement 350 : 144 membres et 206 correspondants. Nos homologues britanniques, la Royal Society, ou américaine, la National Academy of

Sciences, comptent respectivement 1 150 et 1 800 membres. Mais, si on ramène ces chiffres à ceux de la population, nous tenons la comparaison avec les Etats-Unis. Cela dit, c'est bien le nombre absolu qui compte. Il est plus facile de couvrir toutes les disciplines scientifiques, même les plus petites, à 1 800 qu'à 350.

Nous essayons donc de compenser ce handicap par notre capacité de mobilisation. Ainsi, pour nos rapports, nous ne rencontrons pas de difficulté pour recruter des scientifiques de renom, qui savent, pourtant, que leurs travaux ne leur seront pas payés et que leur nom sera à peine mentionné.

— Pour être complet, il faut aussi

comparer les modes de fonctionnement de nos assemblées. La notre était essentiellement parisienne. Mais elle évolue : je suis le premier président non parisien. Cela dit, nous restons les seuls à nous réunir tous les lundis de 15 heures à 18 heures.

— L'Académie américaine ne tient qu'une seule assemblée plénière par an, mais organise de très nombreuses réunions de travail avec des groupes réduits. D'autres académies se réunissent une fois par mois ou tous les deux mois. Mais les choses avancent lentement.

— Ne faut-il pas commencer par rajeunir l'Académie ?

— Hubert Curien : Il est évident que le style de l'Académie n'est pas précisément adolescent. Mais il n'est pas de tout sénescence. Il nous faut des chercheurs au meilleur de leur carrière. Le problème, c'est que les

Académie française, à l'Académie des inscriptions et belles lettres et à l'Académie des beaux-arts auxquelles s'ajoute, en 1823, l'Académie des sciences morales et politiques.

— La première réforme : en février 1975, le président de l'Académie, commandé à Pierre Aigrain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique, un rapport sur la meilleure façon de réformer l'Académie. Ce texte donna lieu à un premier projet de décret, vite

enterré par crainte d'un éclatement de l'Institut de France. Un décret fut enfin publié en novembre 1976 sur proposition de l'Académie.

● Les membres et

correspondants : l'Académie des sciences est aujourd'hui divisée en huit sections. Elle compte 144 membres, dont cinq femmes (la première, Yvonne Choquet-Bruhat, y fut accueillie en 1979). S'y ajoutent 206 correspondants et 107 associés.

● Les moyens : une cinquantaine

de personnes de statut divers et une dizaine de chargés de mission y travaillent. Son budget pour 1999 s'établit à 42,8 millions de francs (6,52 millions d'euros) dont 54 % alloués par le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie ; 8 % provenant d'autres ministères, d'organismes publics et des collectivités territoriales ; et 38 % de ressources propres générées par des biens et propriétés provenant de legs.

— G. O. : évidemment. Mais, pour réformer le monde, il faut que tout le monde soit vertueux. Essayons donc d'agir d'abord sur ce que nous contrôlons et faisons-le en bonne intelligence avec les autres. Nos relations avec le CNRS sont

Un avion dans le ciel de Mars

La NASA souhaite faire voler dès 2003 un avion miniature dans le ciel de Mars, si possible « à l'occasion du centième anniversaire du premier vol d'un engin motorisé par les frères Wright », a déclaré l'administrateur de l'agence spatiale américaine, Daniel Goldin, précisant que le coût de cette mission, environ 50 millions de dollars, est inscrit dans le projet de budget de l'an 2000. Le projet n'est qu'au stade préliminaire, mais les résultats des premiers travaux penchent pour la réalisation d'un avion miniature qui ne dépasserait pas les 200 kg et déplierait ses longues ailes une fois dans l'atmosphère de Mars. Les commandes envoyées de la Terre mettant huit minutes pour l'atteindre, le vol de cet engin serait entièrement programmé et automatique.

La conception d'un avion capable de survoler la planète rouge relève du tour de force, tant les caractéristiques du ciel y sont différentes. La pression atmosphérique et la gravité martienne ne représentent, respectivement, qu'un centième et un tiers de celles de la Terre. Pour corser le tout, le ciel martien est parcouru de vents violents et, parfois, de gigantesques tempêtes de poussière.

DÉPÉCHES

■ ASTRONOMIE : la sonde américaine Galileo s'est mise en mode de sauvegarde, dimanche 31 janvier, peu après avoir frôlé Jupiter et Europa, l'une de ses lunes. L'engin continue à communiquer avec la Terre, mais tous les systèmes non vitaux ont été mis en sommeil automatiquement. Selon le Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), la sonde serait dans un état stationnaire et elle aurait réussi à enregistrer les images d'Europa prises quelques heures avant la parution. Lancé en 1989, Galileo est parvenu dans la banlieue de Jupiter fin 1995. En raison du succès de sa mission initiale, d'un coût de 1,5 milliard de dollars (1,31 milliard d'euros), Galileo a bénéficié en 1997 d'un surtis de deux ans, afin d'étudier les lunes jovianes. Le survol d'Europa était le huitième et dernier avant que la sonde entame quatorze nouvelles orbites autour de Jupiter.

■ ENTOMOLOGIE : des chercheurs de l'Institut de

Berlin, capitale inachevée

BERLIN

de notre envoyé spécial
La spécialité de Berlin n'est pas précisément l'humour. Mais on y trouve une sorte de gaîté volontiers musicale, comme celle de *Frau Luna*, opérette de Paul Lincke, dont les héros s'envolent vers la lune sur des paroles inoubliables. « *Das macht die berliner lust, lust, lust...* » Ca, c'est l'air de Berlin ! Lincke a laissé son nom à une rive du Landwehrkanal, dans le quartier de Kreuzberg, la poche gauche de l'ancien Berlin-Ouest. C'est sur cette rive que se trouve le café Exil, un établissement d'honnête cuisine, branché « jeunes intelloz grisonnantes » et dont la crasse nicotinée est entremêlée avec sérieux.

L'air de Berlin, c'est aussi celui du restaurant tournant, au sommet de la tour de la télévision, sur Alexanderplatz. Le décor est resté pieusement RDA, les ascenseurs exceptés qui, privés de stéroïdes anabolisants depuis 1989, donnent des signes de faiblesse. Ils ont désormais le clinquant du nouveau Berlin, incarné par la Potsdamerplatz (*Le Monde* du 2 octobre 1998). On s'attable devant un camembert pané frit, qui tient au corps malgré le tournis, des ha-

Tout cela forme un chantier passionnant par ses enjeux symboliques et urbains. C'est ici que bon an, mal an se retrempe l'âme allemande version berlinoise

leur propre représentation. Leur terrains jouent le no man's land affecté au projet de monument à l'Holocauste, sans cesse reporté et repensé par Peter Eisenmann.

Adossé au tranquille Forum de la culture, naguère hétérocrite et désormais carrefour musical et symphonique de Berlin, l'ensemble de la Potsdamerplatz, à la double enseigne de Debis et Sony, constitue, pour l'heure, une fragile jonction entre le Berlin de la prospérité commerciale et celui de Kreuzberg. Formidable centre commercial, cinématographique et judiciaire, il ne prendra son véritable essor qu'avec la fin des chantiers pharaoniques de la nouvelle capitale. Un peu plus loin, vers le sud, réapparaît la coupe des voies ferrées, abandonnées ou restaurées. Mais, pour faire vraiment oublier les blessures du passé et la fracture de la ville, il faut faire abstraction de la zone catastrophe de l'ancien quartier nazi, autour de la rue du Prince-Albert. C'est ici que s'édifie le musée-monument « Topographie de la terreur », signé par l'architecte suisse Peter Zumthor, récemment honoré du prix Carlsberg, la bière danoise à la double enseigne de l'éléphant et de la svastika.

Tout cela forme un chantier passionnant par ses enjeux symboliques et urbains. C'est ici que bon an, mal an se retrempe l'âme allemande version berlinoise, écartelée entre la permanence d'une culpabilité qui peine à se transformer en mémoire, la puissance supposée des multinationales, les affaires du jour et les jeux de la nuit, l'attente, enfin, des plus hautes institutions du pays. D'où des chocs fracassants, des chocs-froids et des sucros-salés comme on n'en avait plus idée. Cette passion du contraste met l'architecture à rude épreuve, autant que les nerfs du visiteur. Bel exemple de cet exercice spirituel : l'exposition « Sensation » - une sélection de la collection britannique Saatchi (cadavres et horreurs en tous genres) -, présentée jusqu'en février dans l'ancienne gare de Hambourg convertie en espace d'art contemporain. C'est l'un des plus beaux aménagements conduits dans la ville (l'architecte en est Paul Kleihues). L'un des plus clean aussi, des plus classiques, et même des plus collets montés, pour présenter une forme de création contemporaine plutôt « scato-trash, ruines et cauchemars ».

Le grand écart artistique et architectural a été tenté dans une posture opposée pour le Musée juif de Berlin, finement achèvé par Daniel Libeskind, et qui sera ouvert pendant un an au public avant l'installation de son improbable collection. C'est un bâtiment magnifique mais ter-

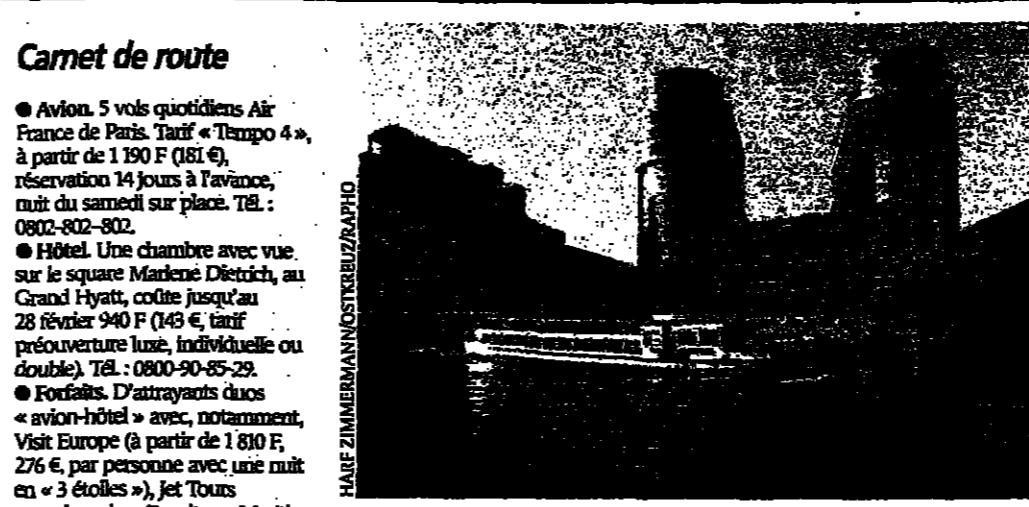
reng bien traités, et un panorama minéral qui, aux heures claires, donne la mesure réelle de la ville : un paysage d'eau et de bois, ponctué de monuments dont il faut réapprendre le sens.

L'atmosphère de Berlin, capitale de l'Allemagne dans deux mois, a changé, à l'instar de sa géographie. Ce n'est plus seulement ce bouillon de culture peuple de drameurs et d'architectes appliqués à recoudre le vieux tapis urbain déchiqueté par les bombes. La capitale a d'ores et déjà retrouvé, dans toute sa plénitude, sa capacité à jongler avec les contradictions. N'a-t-elle d'ailleurs pas été réunie pour être mieux désunie, fragmentée entre des pôles dont les populations ont vite perdu le goût des échanges, alors que tout se joue à

les descendants des « alternatifs » : quelques agrégats d'artistes ont commencé à s'y former avec leurs restaurants italiens, leurs galeries et leurs bars.

Quelle frontière sépare ces deux mondes ? Tout simplement le mur temporel des chantiers : la future gare centrale, Lehrterbahnhof, gigantesque complexe souterrain ; le Parlement (Reichstag), revisité par l'architecte Norman Foster et quasi achevé ; la Chancellerie, dessinée par Axel Schultes ; la Pariserplatz, remake urbain mal fichu qui pince maladroitement la célèbre porte de Brandebourg. C'est ici que l'ambassade française fait travailler notre mascotte, Christian de Portzamparc, tandis que les Américains retardent indéfiniment, pour cause de sécurité, la mise en œuvre de

ce qu'il appelle « la grande œuvre de la reconstruction de Berlin ». C'est un bâtiment magnifique mais ter-



Camel de route

● Avion. 5 vols quotidiens Air France de Paris. Tarif « Tempo 4 », à partir de 1 190 F (IRL €), réservation 14 jours à l'avance, nuit du samedi sur place. Tel : 0802-802-802.

● Hôtel. Une chambre avec vue sur le square Marlene Dietrich, au Grand Hyatt, cotée jusqu'au 26 février 940 F (45 €, tarif prévu ouverture hiver individuelle ou double). Tel : 0800-90-85-29.

● Forfait. D'attrayants d'ouvertures « avion-hôtel » avec, notamment, Visit Europe (à partir de 1 810 F, 276 €, par personne avec une nuit en « 3 étoiles »), jet Tours « week-end » (2 nuits au Maritim Pro Arte « 4 étoiles », à 2 550 F, 373 €) ou Europalut avec 2 nuits à l'Adlon « 5 étoiles », à 3 466 F (528 €).

● Tables et bars. Par quartiers. Tiergarten et Charlottenburg : Café Einstein (Kurfürstendstr. 56), relativement universel. Paris-Moscou (Alt-Moabit 141), cuisine mixte. Florian (Grunerstr. 52), repère du cinéma berlinois. Zillenmarkt (Bleibtreustr. 48A), rapide, bon et pas cher. Paul Bartsch (Märkstr. 152), littéraire et parisien. Café im Literaturhaus (Fasanenstr. 23), bucolique. Wilmersdorf : Manzini (Ludwig-Kirch-Str. 11), mini tip abordable. Mitte : Borchardt (Französische Str. 47), obligatoire près de Pfeilstrasse. Hackescher Hof (Rosenthaler Str. 40-41), inévitable. Prenzlauerberg : Offenbachstübchen (Stubbenkammerstr. 8), Offenbach à toutes les sauces. Pratergarten, Kastanienallee 7-9, la plus ancienne brasserie-jardin de Berlin.

● Renseignements. Office allemand du tourisme, tel : 01-40-20-01-88.

tible, sans un seul angle droit, davantage conçu pour être un monument qu'un musée, et propice à dérouter les familiers du plancher des vaches.

Le jour à l'Ouest, la nuit à l'Est ? Aux deux Berlins du temps du mur a succédé une cité multiple. On en aura un aperçu sur place, dans la profusion récente des guides sur la ville, ouvrages qui permettent de choisir à quelles divinités l'on souhaite sacrifier sa visite. Berlin souterrain (bunkers, métros, égouts), Berlin gay (plutôt en retrait, ou bien en voie d'intégration), Berlin pour les enfants, pôles amateurs de rap, de techno, de tatouages, pour les bicyclettes, les rameurs. Berlin littéraire ou théâtral. Berlin juif, ou temple de la mémoire.

L'architecture, bien sûr, à toutes les saisons, par époques, par quartiers. Les traces du mur, les nouveaux musées. Berlin, ses plages, ses lacs, ses canaux. Ses gares, ses dancing, ses gogo-girls, ou boys, ses cours et ses bijoux performatifs. Enfin, les restaurants, les bars et le shopping, qui passe pour être devenu le sport le plus en vogue.

Frédéric Edelmann

La place Marlene-Dietrich dans l'ensemble de la Potsdamerplatz. Nouveau centre commercial, industriel et cinématographique, il a été réalisé par l'architecte Renzo Piano. Au fond l'hôtel Hyatt réalisé par Raphaël Monéa.

Les institutions de la capitale allemande envoient les deux rives de la Spree, où les bateaux-mouches ont refait leur apparition.



CIENDET
Le spécialiste de la Location de demeures de Charme propose depuis 25 ans la plus belle collection de villas, fermes et appartements en châteaux aux amateurs de culture et de calme, de confort et de qualité. Prix à partir de 3 500 F/semaine Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Vénétie...) 336 pages, 30 F. N°vert 03 92 22 92 88 - 02 26 05

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER Soleil - Neige - Tou Ski - Raquettes
HÔTEL LE CHAMOIS **
LOGIS FRANCE 2 chemins
1/2 pension 280 F - 310 F
Hébergement gratuit de 0 à 5 ans en Janvier
Tél : 04 92 45 83 71 - Fax : 04 92 45 80 58

Vos vacances sont sur Minitel
Offres de dernière minute !!!
Spécial départs immédiats
prix exceptionnels à saisir
+ de 1000 offres !
Vols, séjours, circuits, croisières
à prix discount !
+ de 2000 locations, hôtels,
infos stations, envoiement

3617 AIREVASION
3617 AIRVOL
3617 INFONEIGE

LES VOYAGES SINDBAD

Vol + 1 semaine en Grèce
1390 F
à l'Olympien Grand Bleu en 1/2 pens.
HELIADES
N° INDIGO 0803 803 113 - 3615 HÉLIADES

Les Voyages Sindbad
50 rue de Sèvres 75011 Paris
tel 01 43 35 14 94 / fax 01 43 38 95 55
e-mail : info@voyages-sindbad.com

La bosse du voyage...
Des dunes de l'erg Ouarzazate, au Maroc, aux oasis des déserts égyptiens, aux falaises du pays dogon, cet hiver, prenez un peu d'élan en marche... **ZIG ZAGUEZ**
3 850 F
01 42 85 13 93
Minitel : 3615 ZIG ZAG VOYAGES
http://www.zig-zag.mtr.fr

Le samedi dans le supplément
"TÉLÉVISION", "RADIO", "MULTIMÉDIA".
Retrouvez d'autres offres de voyages.

ISLANDE ILES FÉROÉ
Rendez-vous avec la nature
Partez avec votre voiture à bord du NORRONA
CONTACT AGENCIE DE VOYAGES DU MAGASIN GÉNÉRAL
GEOGRAPHIQUE
Voyages gallia
2, rue Auber, 75009 Paris
tel 01 53 43 36 64 - Fax 01 47 42 84 07
Internet : http://www.voyages-galla.com
Brochure SNYRIEL LINE
Nom / Prénom _____
Adresse _____

Directours.

DISPOS VACANCES DE FEVRIER AU SOLEIL
FLORIDE à compter du 18.
Ex : Autotour 11/03 au prix : 4 565 F base 2 personnes
vol + voiture Avia cat. A + 2 nuits Miami Beach + 1 nuit Key West
+ 1 nuit Naples + 1 nuit Sarasota + 4 nuits Orlando, hôtels 2/3*.
Sojourn MIAMI BEACH 8j/7n sur place, sans chambre double
vol + hôtel Dazzeland 2* direct plage : 3 235 F
vol + hôtel Flamingo Beach 3* : 3 335 F
Pour toute information : Directours : 01 45 62 62 62 ans : 1 700 F
Promotions combinées avec le total de nos prestations en brochure.
Nuits supplémentaires, catégories supérieures, volutes et hôtels, combinaisons Louisiana etc... Départs Paris et province (* +225 F). Taxes d'aéroport +440 F.
ANTILLES à compter du 21.
Martinique 9/17 : 5 540 F base 4 personnes, vol + hôtel Diamant Beach Club 3*, bord de mer. Appartement de 50M². Taxes aéroport : à partir de 260 F.
DUBAI toutes dates (Taxes aéroport : à partir de 125 F).
vol + hôtel le Royalton Plaza 5* centre ville 7 nuits : 4 995 F
vol + hôtel le Metropolitan Beach 5* Luxe, direct plage 7 nuits : 6 190 F
Possible aussi, (Taxes aéroport : nous consulter)
NEW YORK : vol + hôtel New York 2/3* : à partir de 2 000 F
CALIFORNIE (toutes dates) tous itinéraires à partir de 2 990 F
LAS VEGAS : vol + hôtel Circus Circus 3* : 2 995 F
MAROC : séjour Marrakech ou Autour du Sud : à partir de 2 695 F
impossible : Toulonnde (jour de l'an chinoise). Marrakech du 8 au 16 février (Caravane). New Orleans du 22 au 27 février (Caravane).
par téléphone au 01 45 62 62 62 de province ou 08 01 63 75 43
sur le web : www.directours.fr et Minitel 3615 Directours (2,23 Francs)
dans la limite des disponibilités.

90, av. des Champs-Elysées, PARIS 8e
tél. 07 89 60 00 01 - Membre SNAV - Garantie APS



A tous prix

● 595 F (90 €) : un week-end « nature » en Haute-Marne pour, à l'invitation de la Ligue pour la protection des oiseaux, découvrir, les 20 et 21 février (ou les 6 et 7 mars) les migrants et hivernants du lac du Der-Chantecoq, un des plus vastes plans d'eau d'Europe. Avec plus de 270 espèces observées (dont le prestigieux aigle pygargue), ce lac, haut lieu de l'ornithologie, voit notamment, chaque année, près de 40 000 grues cendrées y faire halte. A La Bûche, en compagnie d'un spécialiste, on peut assister à l'envol des grands échassiers. Également au programme, les visites de la Ferme aux grues et de la Maison de l'oiseau et du poisson ainsi que des projections de diapos. On loge dans une ferme traditionnelle à pans de bois (gîte « 3 épis ») au cœur du village de Droyes. Le prix, par personne, inclut le dîner et la nuit du samedi soir, le goûter (ou le déjeuner) du dimanche, les visites et les sorties guidées. Renseignements auprès du service réservation loisirs accueil de Haute-Marne, tél. : 03-25-30-39-00.

● 3 490 F (532 €) : une randonnée dans les calanques, depuis Marseille et Cassis. Au menu, gamme et crèmes dominées par d'imposantes falaises calcaires. Approches en bus et en bateau pour explorer les plus beaux sites. Des marches de 5 à 6 heures par jour ponctuées de baignades, avec, pour seul bagage, un petit sac à dos. Le prix, par personne, inclut 6 nuits en chambre double et pension complète en hôtels « 2 étoiles » et l'encadrement. Non compris : les boissons et les transports jusqu'à Marseille et depuis Cassis. Départs les 14 et 28 février, 18 et 25 avril et 30 mai. Renseignements au 04-91-19-84-13.

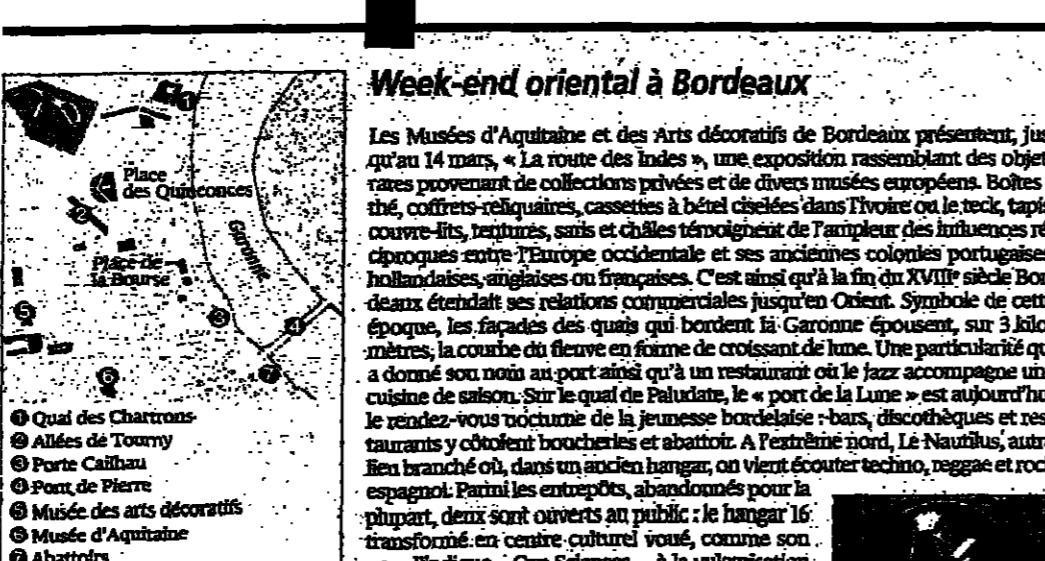
● 9 950 F (1 517 €) : une découverte de l'Australie en 11 jours programmée jusqu'au 15 juin par Voyageurs en Australie. Avec le vol régulier A/R Paris-Sydney (Malaysia Airlines, tous les mercredis), les vols intérieurs, deux nuits sous la tente dans le désert, la découverte du « centre rouge » en minibus et une croisière sur la Grande Barrière de corail. En sus : taxes d'aéroport et assurances complémentaires. Renseignements au 01-62-86-16-99 (Paris), 05-62-73-56-46 (Toulouse) et 04-72-56-94-56 (Lyon).

● 14 260 F (2 173 €) : la Flottille en famille pour les vacances d'hiver. Un budget raisonnable grâce à la baisse annoncée par US Airways qui, jusqu'au 14 mars, dispose de sièges vacants sur ses vols. Calculé pour deux adultes et deux enfants de moins de 12 ans, ce budget inclut le vol direct (quotidien) Paris-Miami A/R, une voiture de location depuis l'aéroport (catégorie A, assurances et taxes incluses, kilométrage illimité) et une chambre « quadruple » (deux grands lits doubles) pour sept nuits. Un séjour partagé entre le South Beach, sur la plage, dans le quartier art déco de Miami, et le Buena Vista, près de Disneyworld, à Orlando. Renseignements auprès de Jumbo (tél. : 01-46-34-19-79 et agences).



Un autre centre, dans Berlin-Mitte, s'est développé entre la station Friedrichstrasse et l'ensemble des Hackesche Höfe, suite de cours réhabilitées. C'est ici que se logent des « alternatifs ».

Dans les quartiers de l'ex-zone-Est, Berlin-Mitte ou Prenzlauerberg, une vie de cafés et d'artistes jeunes s'est développée, marquée comme un cadrin solaire par l'aiguille de la tour de la télévision située sur Alexanderplatz.



Week-end oriental à Bordeaux

Les Musées d'Aquitaine et des Arts décoratifs de Bordeaux présentent, jusqu'au 14 mars, « La route des Indes », une exposition rassemblant des objets rares provenant de collections privées et de divers musées européens. Boîtes à thé, coffrets reliquaires, cassettes à boîte ciselées dans l'ivoire ou le teck, tapis, couvre-lits, tentures, sacs et châles témoignent de l'ampleur des influences réciproques entre l'Europe occidentale et ses anciennes colonies portugaises, hollandaises, anglaises ou françaises. C'est ainsi qu'à la fin du XVIII^e siècle Bordeax établissait ses relations commerciales jusqu'en Orient. Symbole de cette époque, les rapides des quais qui bordent la Garonne épousent, sur 3 kilomètres, la courbe du fleuve en forme de croissant de lune. Une particularité qui a donné son nom au port ainsi qu'à un restaurant où le jazz accompagne une cuisine de saison. Sur le quai de Paludate, le « port de la Lune » est aujourd'hui le rendez-vous nocturne de la jeunesse bordelaise : bars, discothèques et restaurants où abondent boucheries et abattoirs. A l'est, le nord, Le Nautilus, autre lieu branché où, dans un ancien hangar, on vient écouter techno, reggae et rock espagnol. Parmi les entrepôts, abandonnés pour la plupart, deux sont ouverts au public : le hangar 16, transformé en centre culturel vousé, comme son nom l'indique - Cap Sciences -, à la vulgarisation scientifique (jusqu'au 9 avril, on y présente « Sur les traces de l'homme ») et le hangar 5 qui accueille des manifestations culturelles. Ce dernier sera rasé cette année, dans le cadre d'un ambitieux programme d'aménagement des quais (piste cyclable, restaurants, aires de jeux, marché de plein air) qui redonnera aux façades ouvrant sur la Garonne leur couleur bicolore d'origine. Si les marins ont déserté les lieux, on trouve encore, dans le quartier des Chartrons, des bars aux enseignes suggestives ainsi qu'un restaurant danois, La Petite Sirène, installé dans une des dernières demeures de style hollandais. Face à la place des Quinconces, la plus grande esplanade d'Europe, une brasserie, Le Bistro de Lago, offre un décor de céramique de Caranza, artiste de la faïencerie Vieillard. Plus loin, Jean Rameau, « une étoile » au Michelin, propose une cuisine aux épices. La place de la Bourse, monumentale façade classique conçue par l'architecte Gabriel, a inspiré la partie sud des berges réalisée par l'architecte Tourny. Avant la porte Caillau, dernière porte médiévale des quais, le vieux café-brasserie Le Castan a conservé son décor de rocallle en stuc. Mais le plus beau point de vue se trouve en face, de l'autre côté du pont de pierre, avec les perspectives imprenables de l'Estacade où le poisson est à l'honneur ou de Chez Aïrò, une guinguette sans chichi prisée des Bordelais pour son ambiance et ses concours.

de notre correspondante à Bordeaux,
Claudia Courtois

* L'office du tourisme (tél. : 05-56-00-66-00) propose un forfait découverte, « 2 nuits comme de jour » incluant visite de la ville et des vignobles, accès aux monuments et sites. Notamment, au Majestic, 3 étoiles, maison traditionnelle, près des Quinconces (680 F, 104 €, par personne en chambre double et petit déjeuner). « La route des Indes », jusqu'au 14 mars, Musée d'Aquitaine (20, cours Pasteur) et Musée des arts décoratifs (39, rue Bouffard).

Un Salon pour les « moucheurs »

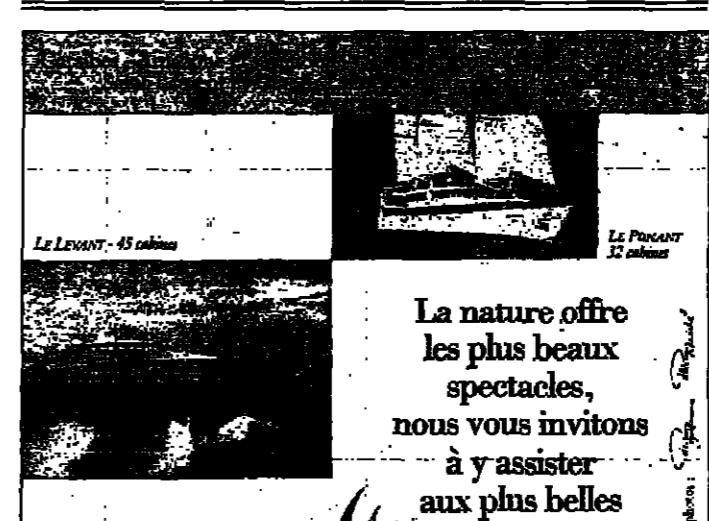
PLUS de 80 000 pratiquants dont 25 000 « fouettent » de manière assidue la Dordogne, la Loue, l'Elorn, la Risle, la Sorgue ou les gaves pyrénéens ; voilà qui méritait bien un rendez-vous annuel. C'est chose faite depuis l'an dernier avec « Le monde de la pêche à la mouche », dont la deuxième édition se tient porte de Pantin, à Paris, du 5 au 7 février. Un Salon étoffé avec, sur plus de 6 000 m², une plongée dans un univers popularisé par les films de Robert Redford, *Et au milieu coule une rivière*, et de Curtis Hanson, *La Rivière sauvage*, où une guide nommée Meryl Streep initie son fils à la pêche à la mouche.

Sur place, fabricants de matériel, clubs et associations, offices de tourisme et éditeurs. Côte animées, quatre zones d'essais pour assister à des démonstrations, apprendre les rudiments de lancer (les femmes et les enfants sont les bienvenues), exercer ses talents (lancers de 15 à 25 mètres) et essayer des cannes.

* Centre international de l'automobile, 25, rue Estienne-d'Orves, 93500 Pantin, aux portes de Paris (métro : Hoché). Du vendredi 5 février au dimanche 7 février, de 10 à 19 heures. Entrée : 50 F (7,5 €) la journée, 105 F (16 €) les trois jours.

Également au programme, divers ateliers, des concours de montage de mouches artificielles (et des démonstrations par les meilleurs spécialistes internationaux), une vente aux enchères, une grande brocante ainsi que le 1^{er} festival du film de pêche à la mouche.

P.F.



La nature offre les plus beaux spectacles, nous vous invitons à y assister aux plus belles places.



Pour découvrir un nouveau style de croisière aux finalités sans pareil, demandez notre nouveau catalogue au 0 800 778 516 (appel gratuit) ou à votre agent de voyages.

COMPAGNIE DES îLES
EN PONANT

LE PONANT
32 cabines
Crédit photo : L. L. M. / S. G.

La quête autobiographique de Vincent Gallo

Buffalo'66. L'acteur signe un film sincère où les comédiens ont la part du roi

Film américain de Vincent Gallo. Avec Vincent Gallo, Christina Ricci, Anjelica Huston, Ben Gazzara. (1 h 53.)

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que Vincent Gallo a pris toutes les assurances pour réaliser *Buffalo'66*, son premier film : la mise en scène, l'interprétation, la coécriture du scénario et la musique. *Buffalo'66* se déroule dans la ville natale de Gallo, qui apparaît dans toutes les scènes de son film à l'exception d'une seule. Plusieurs scènes sont autobiographiques, dont celle, hallucinante, où Billy, personnage principal du film, enlève une fille et lui donne de se faire passer pour son épouse auprès de ses parents.

Buffalo'66 auraient pu s'appeler le « Gallo Show », en référence au *Truman Show* où figurait Jim Carrey, car l'omniprésence de son protagoniste confine elle aussi à la saturation. Mais si tous les reality shows possédaient l'audace, l'humour, l'inventivité de *Buffalo'66*, nous serions tentés d'allumer plus souvent notre téléviseur.

Après cinq ans passés en prison, Billy Brown, le personnage interprété par Vincent Gallo, se trouve propulsé dans l'hiver rugueux de Buffalo, ville industrielle de l'Etat de New York,

équipé en tout et pour tout d'une veste en cuir ridiculement petite, d'un pantalon coupé trop court et de bottines rouges qui remontent à l'époque des Beatles.

Ce dandy déliquescent va pourtant devenir l'un des visages les plus inoubliables du cinéma américain. Tout dépend de l'angle choisi, mais le nez aquilin de Vincent Gallo, ses lèvres pincées, ses yeux clairs lui donnent tantôt l'allure d'un monarque déroulé dépressif, tantôt celle d'un paysan surpris par une tempête de neige. L'acteur s'est acharné à gommer toute trace de charme de son visage beau et émouvant. Ce prince est catatonique. Il traîne sa dépression comme un fardeau trop lourd.

LE FARDEAU DE LA DÉPRESSION

Son malaise a, comme pour beaucoup, deux noms : papa et maman. Son père (Ben Gazzara) lui claque presque la porte au nez lorsqu'il se pointe au domicile parental, et sa mère (Anjelica Huston) ne lui pardonne pas d'être né le jour où les Buffalo remportaient la finale du championnat de football, lui faisant manquer ce match historique.

L'objet de la quête de Billy ne met pas longtemps à apparaître. Au bout de dix minutes de film seulement, passées à chercher fé-



Vincent Gallo et Christina Ricci, dans « Buffalo 66 ». Un couple de cinéma.

brilement des toilettes qui ne se ferment pas fermées. Devant des toilettes en état de marche, dans un cours de danse, Billy tombe sur Layla (Christina Ricci), jeune fille pudique aux yeux de chouette et à l'allure d'une drag queen se prenant pour Elizabeth Taylor. Il l'enlève immédiatement. *Buffalo'66* est un mélodrame. Un des plus étranges que l'on puisse imaginer, car il met en scène des individus qui n'ont pas à se déchirer puisqu'ils ont toujours refusé d'être ensemble. « *Ne me touche surtout pas* », répète plusieurs fois Billy à Layla. La réunion de famille entre Billy, Layla, y a fiancée, et ses parents qu'il n'a pas vus depuis cinq ans, reste un moment exemplaire de l'art de l'aparté. Elle est filmée en plans fixes, isolant chacun des protagonistes, chacun passant progressivement de la consterna-

tion, l'isolement, la prostration, à la joie.

Un des thèmes de *Buffalo'66* est celui de la représentation. La première image du film révèle le jeune Billy à l'âge de huit ans ; la suivante le montre plus tard, tête baissée, pas rasé, les cheveux gras. *Buffalo'66* se regarde comme un album de famille dont le principal intérêt aurait collé la première photo et omis de rajouter les suivantes. Si l'intimité de Vincent Gallo est aussi polignante, c'est parce qu'elle se donne entièrement à celui qui veut bien s'intéresser. Le spectateur peut tout voir, il n'a de toute façon rien à montrer.

Si le film de Vincent Gallo est un exorcisme, le moyen de régler ses comptes avec ses parents, ses amis et les femmes, il s'apparente aussi à une longue séance de rééducation à laquelle s'astreignent ses principaux personnages. Mais dans

ce film d'écorché vif, qui ne s'énonce qu'à la première personne, Vincent Gallo fait preuve d'un étonnant sens du partage. A deux reprises, il interrompt le cours de son histoire pour autoriser ses partenaires à faire leur numéro. L'interprétation de *Fools Rush In* par Ben Gazzara, le numéro de claquettes de Christina Ricci en plein milieu d'une partie de bowling, sont des moments inoubliables de cinéma, car ils visent à inscrire leurs personnages dans une mythologie.

Le narcissisme de Vincent Gallo tend fortement vers l'autre. Il a

compris que pour être deux il fallait d'abord être en paix avec soi-même. Et, fait de plus en plus rare au cinéma, Vincent Gallo est parvenu à imposer un véritable couple de cinéma.

Samuel Blumenfeld

DÉPÉCHES

■ MUSÉES : le Museum of Modern Art (MOMA) de New York a annoncé, mardi 2 février, sa fusion avec PS 1, le principal centre d'art contemporain de la ville. « Bien que PS 1 devienne partie intégrante du MOMA, il conservera son indépendance artistique, et, partant, sa position unique et son caractère qui en font la première institution de son genre aux Etats-Unis », a commenté Glenn Lowry, responsable du MOMA. Créé en 1929, le MOMA possède une des plus importantes collections d'art du XX^e siècle au monde, mais ne présente que rarement l'art d'aujourd'hui. La fusion avec PS 1, musée municipal installé depuis 1971 dans une ancienne école du Queens, devrait combler cette lacune.

■ VENTES : *Santa Rufina*, un tableau peint par Diego Velasquez vers 1632, a été vendu le 29 janvier chez Christie's, à New York, pour 8 912 500 dollars (51,3 millions de francs, 7,82 millions d'euros). L'acheteur enchérisait par téléphone. Le tableau était estimé 3 millions de dollars. Le gouvernement espagnol, qui a participé aux enchères, s'était fixé un plafond de 4,2 millions de dollars, et a fait savoir sa déception de ne pas avoir pu acquérir l'œuvre.

■ PATRIMOINE : une fontaine datant du XVII^e siècle a été volée dans le cloître de la basilique Saint-François d'Assise de Palerme (Sicile). Un vase de porcelaine du XVIII^e siècle, trois angelots en marbre du XVII^e siècle ont été dérobés en janvier.

■ HISTOIRE : l'université d'Etat de Moscou et l'université hébraïque de Jérusalem ont inauguré le 2 février, à Moscou, un Centre d'études et de civilisation juives. Il offrira à une trentaine d'étudiants des cours sur la pensée juive, l'histoire, la littérature et la politique.

Trouble drame de famille au bord de la rivière

Plus qu'hier, moins que demain. Révélation d'un cinéaste, Laurent Achard

Film français de Laurent Achard. Avec Mireille Roussel, Lætitia Legrix, Vincent Martin, Mardi Mihelich, Lily Boulogne, Pascal Cervo, Zakaryla Gouram. (1 h 26.)

Avant le générique de début, il y a un plan tout simple. Deux jeunes gens disent une chose banale, ils ne jouent pas très bien, cette scène ne comptera guère dans la suite du film. L'importe. En moins d'une minute, la première de son premier long métrage, Laurent Achard a montré qu'il est un cinéaste. Toutes les autres minutes de son film vont confirmer que ce quasi-débutant sait capter une lumiére ou un espace, que sa caméra est capable d'enregistrer ce qui vibre entre deux personnes. La réussite est d'autant plus digne d'être soulignée qu'Achard a affaibli un redoutable adversaire : lui-même, auteur du scénario de *Plus qu'hier, moins que demain*.

Non que le scénario soit « mauvais ». Dans une école de scénario ou l'un de ces cours d'écriture qui poussent désormais comme champignons après l'orage, il s'ajugera des félicitations. De la belle ouvrage, vraiment, que cet habile tricotage de multiples his-

toires qui se répondent ou jouent ensemble, au cours d'un week-end dans une petite ville du centre de la France. Il y a les parents, le père qui ne dit rien et dont tandis que son frère, devenu patron de l'usine locale, prospère, fait le beau et prépare ses noces avec une jeunesse en même temps que sa carrière politique. La mère, elle, n'a pas pardonné la liaison de ce-ci-dramatiquement terminée avec sa fille aînée. Qui justement revient avec son mari, tandis que la sœur cadette file un amour incertain avec le fils de cet oncle patron, et que le petit dernier ne se contente pas de regarder ce qui arrive. Et l'ouvrier arabe qui loge au fond du jardin s'en vient jouer sa partie, etc.

COMBAT ET VICTOIRE

Tuyaux de poêle et bouts de ficelle, de scènes de famille en scènes de nature, de pique-nique champêtre en cours de natation dans la rivière, la machine narrative exhibe ses ressorts, ses bifurcations et ses habiletés. Cette machine emploie un carburant toujours intéressant au cinéma : un carburant fossile, celui de la trace actuelle – le présent du film – d'événements passés, dont les effets différés entraînent les réac-

Jean-Michel Frodon

Conte rose du malheur d'aimer

Vénus beauté (Institut). Un film de femmes, emporté par son interprétation

Film français de Tonie Marshall. Avec Nathalie Baye, Bulle Ogier, Samuel Le Bihan, Jacques Bonnaffons, Matildine Seignier, Audrey Tautou. (1 h 45.)

Chez madame Nadine, on s'occupe des âmes autant que des corps, à tout le moins des états d'âme que de l'état des corps de toutes ces dames – quelques messieurs aussi. Elles, et ils, viennent se faire masser, pomper, bronzer ou assouplir le moral aussi bien que le physique. Aux bons soins des employées, supposées irréprochables, sans histoire, maltraité, un geste tendre ou une crise de larmes. Chaque fois la simplicité précise de la réalisation engendre comme naturellement le trouble et l'émotion. Mais cette succession de réussites ponctuelles ne suffisent pas à assurer complètement la réussite de l'ensemble. Souvent, durant la projection, on souhaite que le réalisateur découvre les joies de l'ellipse. Comme si, à ce scénariste doué et cinéaste à l'évidence talentueux, il n'avait manqué – péché vénial d'un premier film – que de se faire un peu plus confiance.

Ce conte tourne, comme il se doit, autour d'une pauvre orpheline et d'un prince charmant. L'orpheline à quarante ans, elle est orpheline d'elle-même, de sa propre vie, de la croyance dans le quotidien comme de l'espérance d'aujourd'hui. Le prince est charmant : beau, jeune, amoureux d'elle. En tableaux alternant

scènes de duo et scènes de groupes, la réalisatrice met à l'épreuve de la réalité et de l'imagination sentimentale l'hypothèse criminelle revendiquée d'un amour entre eux deux. Cette parabole s'appuie sur une adresse de récit, un fini dans la définition des personnages, une habileté dans les jeux qui entrecroisent personnages principaux et seconds, qui manquent singulièrement de légèreté. Portrait ou autoportrait de l'inquiétude d'exister et d'aimer, à quarante ans, le film sur son versant le plus fabriqué – celui du scénario – sent le dossier psychologique pour débât de « société ».

■ PRÉSENCE DES SECONDES RÔLES Danger heureusement mis à mal par la mise en scène, et par les interprètes. Si Samuel Le Bihan est impeccable en charmant nouvour sentimental, et Jacques Bonnaffons comme toujours irréprochable, ce sont surtout les actrices qui portent le film, et souvent l'emportent au-delà de l'accomplissement des tribulations prévues. Nathalie Baye (renouant, dans une tonalité différente, avec le rôle qu'elle tenait dans *Si je t'aime prends garde à toi*) joue avec virtuosité de toute la gamme de ses talents. Bulle Ogier est im-

J.-M. F.

L'héritage du mal

Affliction. Paul Schrader réussit son adaptation d'un roman de Russell Banks

Film américain de Paul Schrader avec Nick Nolte, James Coburn, Sissy Spacek. (1 h 55.)

Wade Whitehouse est policier dans une petite bourgade du New Hampshire. Occupé aux tâches anodines qui sont le lot des employés municipaux dans les petites villes sans histoire, il mène une existence un peu terne. Séparé de sa femme, il voit de temps en temps sa fille qu'il effraie par la maladie avec laquelle il essaie de lui faire plaisir. A la suite d'un

DESCENTE AUX ENFERS

Wade Whitehouse, c'est la puissance massive et boursoufle de Nick Nolte qui tient avec ce personnage l'un de ses rôles les plus marquants. Tout le film est, en effet, une lente descente aux enfers. Celle d'un homme qui perd progressivement pied avec la réalité et se retrouve, *in fine*, à reproduire les gestes déterminés par une héritéité qu'il aurait voulu rebrousser. Une série de flash-backs breves – dont la qualité d'image granuleuse et le tremblement rappellent les films de famille amateur – le renvoient à son enfance, face à un

père monstrueux alcoolique et brutal (incarné par James Coburn) qui n'hésite pas, pour une raison futile, à le frapper violemment.

La grande qualité du film de Paul Schrader réside dans la façon dont le cinéaste laisse à son récit le temps de se déployer. Il y a dans la lenteur même de l'action, en harmonie avec le lâcher d'une petite bourgade transie sous la neige, une forme de vérité psychologique indéniable. Les scénarios paraîtraient que construit le héros et qui s'avèreraient tous fantomatiques sont à l'image d'un film qui surprend par sa propension à exhiber les conventions du film policier plus à les annihiler. La scène traumatisante d'une violence paternelle constitue, au bout du compte, la seule clé du comportement d'un personnage marqué par une malédiction. Wade Whitehouse, par son comportement, fait

Jean-François Rauger

NOUVEAU • NOUVEAU • NOUVEAU

La première revue du scénario

Cinéma

Télévision

Écriture

Livres

Le guide pratique du scénariste

SYNOPSIS En vente chez votre marchand de journaux

NUMÉRO 2

SYNOPSIS

EN VUE

■ David Howard, collaborateur du maire de Washington, accusé d'injure raciste, vient de démissionner pour avoir utilisé, en parlant du budget de la ville, « niggardly » (pingre), du scandinave « nigg », un mot anglais du XVI^e siècle, qu'un auditeur noir croyait provenir de « niggar » (nigre).

■ Sur ordre de la direction, seize hauts responsables de la British Airways devront, au passage de l'an 2000, rassurer la clientèle en réveillant en plein ciel, à bord des appareils de la compagnie. Selon un sondage récent, près de la moitié des informaticiens britanniques refusent, par crainte du bogue, de prendre l'avion ce jour-là.

■ L'avionneur Mig vient de présenter à Igor Sergueïev, ministre de la défense, un avion furtif, concurrent potentiel du F-117 américain, fieret de l'armée de l'air russe qui, par manque de carburant, n'a pu assurer plus de vingt heures de vol à ses pilotes en 1998.

■ Mardi 2 février, un règlement de comptes a fait huit morts dans un « banya » (sauna) de Nijni Novgorod en Russie. Les clients nus avaient gardé leurs armes.

■ Pour permettre aux ivoiriens de regarder *Malimar*, feuilleton mexicain à l'eau de rose, attrant, là-bas, plus de téléspectateurs que le Mondial, les mosquées d'Abidjan ont avancé l'heure de la prière de soir pendant le ramadan.

■ Les femmes autorisées à accéder au Web, à Djedidah, dans le « Cafè de Paris », premier cybercafé d'Arabie saoudite, sont priées d'arrêter leur connexion « si, par hasard, elles accèdent à un site qui ne respecte pas les valeurs islamiques ».

■ En application de la charia, Jamileh, ayant volé avant de l'étrangler une septuagénaire de Téhéran, sera d'abord amputée, puis pendue.

■ Samedi 30 janvier, Peter Larsen, 25 ans, renvoyé d'un établissement danois pour personnes âgées où il s'occupait d'Anna Margrethe Soerensen, n'a pas épousé pour l'argent la vieille dame, âgée de 93 ans, qui, sans lui, devait être placée dans un hospice.

■ « Il ne s'agira pas d'un événement pornographique, mais d'une rencontre de haut niveau », a précisé Vesa Hakkinen, organisateur du Festival du sexe pour personnes âgées, qui aura lieu l'été prochain en Finlande.

■ Comme les hindous extrémistes, opposés à une rencontre, mardi 2 février, avec l'équipe de cricket du Pakistan, menaçaient de gisser des reptiles dans le stade de New Delhi, la police indienne a fait appel à vingt charmeurs de serpents.

Christian Colombani

Abonnez-vous au Monde
Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Offre valable jusqu'au 31/12/99

Le Monde et l'International sont édités par l'Am

« Science & Vie Junior » a sondé les jeunes Français de dix à dix-sept ans sur leurs héros et leurs valeurs. La famille et la République tirent admirablement leur épingle du jeu

« Science & Vie Junior » a sondé les jeunes Français de dix à dix-sept ans sur leurs héros et leurs valeurs.

Une génération moralement correcte

La famille et la République tirent admirablement leur épingle du jeu

A QUOI rêvent les jeunes filles en cette fin de siècle ? Quels sont les personnages auxquels s'identifient le plus les adolescents ? Pour célébrer ses dix années d'existence, le mensuel de vulgarisation scientifique *Science & Vie Junior* a choisi de consacrer son numéro de février aux héros et aux valeurs de ses lecteurs, globalement âgés de dix à dix-sept ans. Avec sondage à l'appui, dont les résultats révèlent une génération « réaliste, citoyenne, solidaire » - bref, « moralement correcte ».

L'idée est partie d'un constat : la foi inébranlable dans le progrès, chère à Phileas Fogg et autres héros de Jules Verne, a vécu. « Qui

pense encore que la construction d'une société meilleure passe d'abord par les découvertes des sciences et des techniques ? L'interrogation de Panagrael - comment de la science, corne d'abondance, peut jaillir aussi bien l'imprudence que la poudre à canon - n'a pas vieilli d'une piceconde. Elle aurait même eu tendance à rajeunir, et il a bien fallu se résoudre à admettre que la science est une entreprise à fabriquer du vrai, pas forcément du bien », souligne *Science & Vie Junior* dans son éditorial. Mais alors : « Si la science comme la religion, si le communisme comme le capitalisme ont échoué à composer un horizon séduisant, à faire espé-

rer une société meilleure, que reste-t-il ? Quel est, aujourd'hui, le cœur d'une société démocratique ? » C'est à quoi ont interrogé les 753 ados et pré-ados interrogés par l'IFOP.

Ce qui frappe en premier lieu à la lecture de ce sondage : l'attachement, franc et massif, à la famille. Notée 9,2 sur 10, elle arrive en tête des « idées, qualités ou valeurs » qui importent aux jeunes Français. Qu'elle soit traditionnelle, recomposée ou monoparentale, la famille apparaît plus que jamais comme une valeur refuge face à la crise, au chômage. Plus forte que l'amitié (8,9/10), plus essentielle que les plaisirs de la vie (8,5) et l'argent (6,6). Plus sûre que le travail (8,3), le courage (8), l'intelligence (7,8), l'amour de son pays (7,1) ou la religion (5,4).

Adepts du cocon familial, nos

adolescents n'en dédaignent pas la lecture de ce sondage. L'attachement, franc et massif, à la famille. Notée 9,2 sur 10, elle arrive en tête des « idées, qualités ou valeurs » qui importent aux jeunes Français. Qu'elle soit traditionnelle, recomposée ou monoparentale, la famille apparaît plus que jamais comme une valeur refuge face à la crise, au chômage, à la dureté du monde extérieur. Plus forte que l'amitié (8,9/10), plus essentielle que les plaisirs de la vie (8,5) et l'argent (6,6). Plus sûre que le travail (8,3), le courage (8), l'intelligence (7,8), l'amour de son

peuple et pré-ados interrogés par l'IFOP.

Adhérents du cocon familial, nos

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Michel Schifres

■ Une partie de ce pays est verrouillée. (...) Témoin le temps de travail dans la fonction publique. Une note de l'inspection des finances (...) présente des chiffres accablants. (...) On en ritait presque, tant l'imagination est débridée pour travailler moins. Il faut appliquer les 35 heures dans la fonction publique, au moins qu'elle le fasse !

■ La France - celle de la fonction publique et de la poste, celle de la garantie de l'emploi - qui va négocier, à son tour, la réduction du temps de travail est celle qui bénéficie le plus de l'état-providence. Mais l'accoutumance à la drogue est si profonde et la notion d'assistance si acquise qu'elles gagnent chacun. Prenez ce qui va se passer vendredi en Ile-de-

Vilaine : on va y instituer un RMI pour les jeunes. (...) L'initiateur de cette décision, M. Méhaignerie, qui

se situe dans le camp libéral, alourdit encore le dispositif existant. Même s'il ne le souhaite pas, il crée une nouvelle allocation, il ajoute une prise en charge, il prend le risque d'accentuer la déresponsabilisation du citoyen.

LA CROIX

Bruno Frappat

■ Astérix est né il y a quarante ans (...) Jamais son succès ne s'est démenti. Comment expliquer la durée du phénomène ? (...) D'abord la nostalgie - dès la période des « trente glorieuses », au plus fort de l'urbanisation - d'une France villageoise. La paille, les bœufs, le feu de bois, les tables débouillant de rouge qui tache, la forêt proche, les chemins cahotueux : rien qui rap-

elle la vraie vie. Mais tout ce qui évoquait la vie rêvée des Gaulois, une image maintenue à bout de bras par l'école républicaine. Ajoutez une once de latin, relief minimal de culture classique, le goûts de la fronde et des divisions, le pied de nez aux envahisseurs (les Romains, mais, après eux, les Germains, les Anglais, à nouveau les Germains par trois fois...). Résistance, déordre, chipotage : la France au mi-roi d'Astérix a tout d'une peuplade qui veut se garder ethniquement pure et libre. En quoi le succès d'Astérix a toujours été ambigu et assuré.

LIBÉRATION

François Armanet

■ Astérix déboule, et c'est un cinéma à deux vitesses qu'il semble nous promettre. En empruntant ses recettes aux machines hollywoodi-

diennes et en misant sur l'Europe, ce film pourrait préfigurer la seule survie possible du cinéma français : des grosses productions européennes ou américaines, redistribuant des miettes à un cinéma d'auteur dont peu importera qu'il soit vu par des spectateurs. Le pire n'est jamais sûr, mais la peur est déjà là. (...) La bataille est ailleurs. Les grandes batailles du GATT et l'enferrement de l'Ami servent de décor à la lutte impitoyable des grands groupes audiovisuels pour le contrôle du numérique et des bouquets satellites. Le chiffre d'affaires du cinéma français pèse peu en regard de ceux des grands opérateurs de la télévision. Après le champion de la télé, les grands travaux du cinéma. La façon dont le gouvernement a engagé le premier est de manuels augure pour les seconds.

Catherine Vincent

SUR LA TOILE

RACHAT

■ America Online (AOL), premier fournisseur mondial d'accès à Internet, a annoncé le rachat de la société américaine MovieFone, service de réservation de places de cinéma par téléphone. - (Reuters)

LIBERTÉ D'EXPRES

■ Répondant à la plainte déposée par des associations américaines de défense des droits civiques, un tribunal fédéral de Philadelphie (Pennsylvanie) a confirmé la suspension du Child Online Protection Act (loi sur la protection des enfants en ligne), voté par le Congrès en 1998, qui vise à réprimier les sites Web pornographiques commerciaux accessibles aux mineurs. Le juge a estimé que la loi pouvait entraîner des atteintes à la liberté d'expression des adultes, et a ajouté dans ses commentaires : « Nous ferions du tort aux enfants de ce pays si le premier amendement, dont ils seront plus tard les héritiers de plein droit, est mis en pièces au nom de leur protection. » Le département américain de la justice peut accepter l'annulation définitive de la loi, faire appel de la décision du juge ou demander un procès au fond. - (AP)

Comme dans une sale de vente, un acheteur peut à tout moment savoir où en sont les enchères, et voir si quelqu'un a fait une meilleure offre. En outre, le site propose une sélection de nouvelles enchères et une liste des objets les plus demandés : cette semaine figure en tête de classement une carte téléphonique ornée d'une publicité pour le jeu vidéo Tomb Raider, dont le prix de départ n'était que 5 francs (0,76 €).

L'annonce la plus chère porte sur une villa sur la Côte d'Azur mise à prix 4,5 millions de francs (685 576 €) ; mais la moins chère propose une paire de chaussées 2 francs (0,3 €). I-Bazar devrait prochainement ouvrir une nouvelle rubrique, où les acheteurs pourront faire savoir qu'ils recherchent un objet particulier. Plus tard, si le succès se confirme, le site fera payer pour l'affichage des annonces.

Xavier de Moulins

WWW.ibazar.com

Acheter et vendre des objets d'occasion, du timbre rare au chauffe-biberon



aux listes d'objets, mais doivent s'inscrire avant d'encherir. Une fois les enchères closes, I-Bazar se réserve aux vendeurs occasionnels : « On n'a pas le droit de vendre plus de dix objets simultanément », explique Pierre-François Grimaldi, directeur de l'effetstore, la société éditrice du site.

Les acheteurs accèdent librement

son offre reste visible jusqu'à expiration de la période d'enchères. Cependant, nous n'intervenons pas comme tiers de confiance, nous ne prenons pas d'engagement sur la transaction finale. Pour éviter les mauvaises surprises, nous envoyons au vendeur la liste des cinq acqué-

tungstène dont il ne sait même pas à quoi il sert. Il fait la journée continue de dix heures, sous des étais pourris, à la cote - 250, et cela lui rapporte 75 F (11,43 €) par jour, de quoi nourrir sa femme et ses six enfants. Il est seul, au fond de son trou, à remplir ses sacs de poussière jaune à coup de burin. Chacun, à Cami, exploite son filon. Si la galerie s'effondre... Le frère d'Andres est déjà mort.

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

faim-et-solf. Il faut en machouiller trois livres par semaine, qu'on se procure à 24 F le kg (3,65 €) au marché aux épices. La coca tue aussi la peur. Elle amadoue même le diable. Andres lui offre quelques feuilles, sous un cierge, une fois par mois. Sa mère l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

Le bonjour d'Andres par Alain Rollat

« INTENABLE ! » Tu l'as dit, camarade. C'est aussi l'avis d'Andres. Il n'en peut plus. Les 35 heures, il aimerait bien. Cela fait dix-huit ans qu'il bosse comme un damné. Tous les jours, il met deux heures pour atteindre son poste de travail. Deux heures à ramper comme un rat dans les entrailles de la Terre. Cela finit par user. Surtout à 4 000 m d'altitude, où l'oxygène fait rare. La cordillère des Andes, c'est pire que l'enfer social de Peugeot. Le capitalisme a lui-même jeté l'éponge. A Cami, là où Andres gagne sa misère depuis l'âge de dix-sept ans, la mine est officiellement abandonnée. L'Etat bolivien, qui a privatisé l'exploitation du minerai, voulait la fermer. Andres et ses copains - ils sont 250 - ont créé une coopérative pour tenter de survivre.

Donc, chaque matin que durable fait, Andres s'en va creuser la montagne à la recherche de ce que l'on appelle le minerai. Il faut en machouiller trois livres par semaine, qu'on se procure à 24 F le kg (3,65 €) au marché aux épices. La coca tue aussi la peur. Elle amadoue même le diable. Andres lui offre quelques feuilles, sous un cierge, une fois par mois. Sa mère l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

jour. Nous l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

jour. Nous l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

jour. Nous l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

jour. Nous l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'as dit, camarade syndicat. Tu parlais, sur France 2, à propos des 35 heures chez Peugeot, de cette intolérable prétention patronale à vouloir nous « flexibiliser » jusqu'à dix heures par jour. A-t-on jamais vu une chaîne flexible ? Scandaleux ! Andres en est d'accord. Où alors... que la direction de Peugeot fournit les joints ! Lui, sur les conseils de sa propre mère, il se shoote à la feuille de coca. Il n'y a pas meilleur coupe-

jour. Nous l'implore de lui accorder « deux ou trois sacs de minerai par jour ».

« Intenable ! » Tu l'

FILMS DE LA SOIREE

20.30 *Les Passagers de la nuit* ■
Delmer Daves (Etats-Unis, 1947, 110 min). Ciné Classics

20.30 *Miller's Crossing* ■■■
Invité : Ethan Coen (Etats-Unis, 1990, 110 min). Ciné Cinéma

21.25 *Les Ripeaux* ■■■
Claude Zidi (France, 1984, 110 min). TSR

21.55 *Les Mandits* ■■■
René Clément (France, 1946, 110 min). Cinétoile

22.25 *Le Fou de guerre* ■■■
Dir. : Jean-Pierre Melville (1955, 105 min). Ciné Cinéma

22.25 *Swing Kids* ■■■
Thomas Carter (Etats-Unis, 1990, 115 min). Cinéstar 1

22.30 *Le Petit Homme* ■■■
John Foster (Etats-Unis, 1991, 105 min). RTL 9

22.35 *Jardins de pierre* ■■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1987, v.o., 110 min). Cinéstar 2

22.50 *La Charge victorieuse* ■■■
John Huston (Etats-Unis, 1951, v.o., 70 min). Ciné Classics

23.35 *Marie Stuart* ■■■
John Ford (Etats-Unis, 1936, v.o., 120 min). Cinétoile

1.35 *A cause d'un assassinat* ■■■
Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1974, v.o., 105 min). Cinétoile

2.35 *Batman* ■■■
Tim Burton (Etats-Unis, 1989, v.o., 125 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 *Le Grand Journal*. LCI18.30 *Nulle part ailleurs*. Invité : Chris Stein, blonde, Daniel Pennac, Isabelle Giordano.19.10 et 0.10 *Le Rendez-vous*. LCI20.10 *Stratégie*. Faux mage. Le charpente de l'échecin. On n'est pas nul pas.20.45 *Les Mercredis de l'histoire*. Iran, 1979-1999. Arte20.45 *Les Dossiers de l'histoire*. Des séries rouges.20.50 *Des racines et des ailes*. Les racines : les origines de l'Apocalypse. De mes propres ailes.21.05 *À l'heure de la loi*. Turbulences. Entre répression et tolérance.22.40 *Ca se discute*. Peut-on concilier une vie d'enfant avec un métier d'adulte ?23.00 *Le Magazine de l'histoire*. Invité : André-Martin Fugier. Histoire23.10 *52 et la fin*. Madame la reine.0.15 *Les Chemins de l'impossible*. Arunbold, le médecin du désert de Gobi, Bolivie, les mineurs du diable.0.20 ► *Un siècle d'écrivains*. Gabriel García Marquez, L'écriture sorcière.0.45 *Le Canal du savaïc*. Invité : Jean d'Ormesson.0.50 *Le Cercle*. France 2

DOCUMENTAIRES

18.25 *Cinq colonnes à la une*. Planète19.55 *On the Road Again*. Iran, Odyssée

20.15 360°, le reportage GEO : Portraits de femmes. 3/4. Des bédés sur mesure.

20.25 *Mariage en Papouasie-Nouvelle-Guinée*. Odysée20.35 *Les Années Kopa*. Planète20.55 *Femmes et monstres*. Odysée21.15 *De feuilles et de terre*. Téva21.25 *Kanaky, paroles de femmes*. Odysée21.30 *Les tribus indiennes*. Téva21.45 *Chroniques bongoises*. Téva22.05 *Soldats de la paix* à Sanjevo. Planète22.05 *La Dernière Moisson*. Planète22.50 *Gérard et Louise aux pays de l'apartheid*. Planète23.25 *Profil*. À la lumière de l'accusé.23.25 *Maroc ancestral*. Arte23.30 *La Lorraine*. Où sont les yours anciens ?0.45 *A cause d'un assassinat* ■■■ Invité : Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1974, 105 min).0.45 *Le Rendez-vous*. Invité : André-Martin Fugier. Histoire23.10 *52 et la fin*. Madame la reine.0.15 *Les Chemins de l'impossible*. Arunbold, le médecin du désert de Gobi, Bolivie, les mineurs du diable.0.20 ► *Un siècle d'écrivains*. Gabriel García Marquez, L'écriture sorcière.0.45 *Le Canal du savaïc*. Invité : Jean d'Ormesson.0.50 *Le Cercle*. France 2

SPORTS EN DIRECT

16.40 *Football*. Coupe de la Ligue. Rennes - Troyes.20.30 *Basket-ball*. Asvel - Zadar. AB Sport

MUSIQUE

20.45 *Kahidah Nin, Takfarinas et Angélique Kidjo*. Mezzo22.00 *Natalia Trull joue Chopin*. Soirée Muzak22.55 *Black Sessions*. Bell et Sebastian. Parts Première

TÉLÉFILMS

20.30 *Noces de souffre*. Raymond Vulliamoz. Festival20.40 *Un enfant dans la toundra*. Linda Olsansky. RTL 920.40 *Chantage à Washington*. Steven Spielberg. 13ème Rue20.50 *L'Enfant des rues*. François Luciani. M 620.55 *Un bonheur si fragile*. Jacques Otzeneguine. France 221.55 *Rachmaninov, souvenirs*. Tony Palmer. Arte22.10 *La Lune noire*. Imanol Uribe. Festival

SÉRIES

20.15 *Ellen*. The Refrigerator. RTL 920.30 *Star Trek*, la nouvelle génération. Etat d'espri. Canal Jimmy20.40 *Homeland*. Impasse. Série Club20.55 *Le Chinois*. Le Pachyderme. TMC21.20 *Two. Que justice soit faite*. Série Club21.25 *Oz. L'indice* (v.o.). Série Club22.25 *Prédicts. The One Where Phoebe*. Canal Jimmy22.35 *Urgence*. Home Problems (v.o.). Canal Jimmy22.35 *Ally McBeal*. Le combat. TV 522.50 *Absolutely Fabulous. Vacances en Provence* (v.o.). Canal Jimmy23.05 *3 planète après le Soleil*. Dick and the Single Girl (v.o.). Série Club23.25 *Dharma & Greg*. Je me vois déjà.23.25 *The New Statesman*. Que le meilleur gagne (v.o.). Canal Jimmy23.30 *Townies. Things That Go Bump in the Water* (v.o.). Série Club25.30 *Susan ! Ton bon cœur*. Susan de Peter Susan. M 6.

★ Rediffusions : jeudi 4, 16.55 ; vendredi 5, 20.20 ; samedi 6, 18.10.

JEUDI 4 FÉVRIER

NOTRE CHOIX

PROGRAMES

19.00 *Lucky Jo* ■■■ Michel Deville (France, 1964, 90 min). Ciné Classics

19.00 *Le Peur* ■■■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, 110 min). Ciné Classics

19.45 *L'argent fait le bonheur* ■■■ Michel Guedjouin (France, 1992, 100 min). Arte

20.55 *Chasseur blanc, cœur noir* ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1993, 115 min). France 3

20.55 *Norma Rae* ■■■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1978, 115 min). Téva

22.15 *L'Aventure de Catherine C.* ■■■ Pierre Beuchot (France, 1990, 100 min). Ciné Cinéma

22.15 *Brandi* ■■■ Michel Gilliam (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 140 min). Cinéstar 1

22.45 *La Danse inachevée* ■■■ Henry Kotter (Etats-Unis, 1947, 120 min). Mezzo

22.45 *La Rivière sans retour* ■■■ André Previn (Etats-Unis, 1954, 95 min). RTL 9

22.55 *Garcion I* ■■■ Claude Sautes (France, 1983, 95 min). Ciné Cinéma

0.05 *Sweetness* ■■■ Jane Campion (Australie, 1989, 95 min). Arte

0.35 *Silverwater* ■■■ Michael Rosen (Etats-Unis, 1985, 125 min). Cinéstar 1

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

10.40 *Arrêt sur images*.

Quand les médias fondent pour les fusions ? Invité : Jean-Marc Sylvestre, Philippe Cohen.

13.30 *Envoyé spécial*, les années 90.

Invité : Olivier Domenach, Imbert, François Duret-Rober.

14.00 *20h Paris Première*.

Invité : Laurent Maïza.

16.30 *Le Vrai journal*.

Invité : Elisabeth Guigou.

17.00 *Les Lumière du music-hall*.

Invité : Danièle Remondel.

17.10 *Le Débat*.18.00 *Stars en stock*.

Invité : Debbie Reynolds.

18.30 *Le Magazine de l'histoire*.

Invité : Anne-Marie Angier.

18.30 *Nulle part ailleurs*.

Invité : Michel Marmorek, Georges Charki, Zébda.

19.00 *Voyages, voyages*.

Invité : Serge Trigano.

19.10 et 0.10 *Le Rendez-vous*.

Invité : André-Martin Fugier.

20.00 *20h Paris Première*.

Invité : Serge Trigano.

20.05 *Temps présent*.

Dossier : Jean-Jacques de la grand route : Le bogue de l'an 2000. La situation dans le monde.

20.55 *Entrez spécial*, l'impérial.

Mai fasse sur les jeux. Les oubliés de Vorkouza. Horus, naissance d'une secte.

22.05 *Matière grise*.

Le dossier : Nuklear, non merci ! L'homme à la radio : Bertrand Alléaume et autres et autres du monde. Défense de l'heure.

23.00 *Actualité à l'heure*.

Don et commerce du sang.

23.10 *Comme au cinéma*.

Comment devenir star ? Invité : Dominique Besnehard, agent de star et l'Orage. Folies du film. Invité : Thierry Lhermitte.

23.40 *Tarpeia*. Divan le terrible : le pouvoir psy.0.45 ► *La 25e Heure*.

Invité : Daniel Rappaport.

1.00 *Des racines et des ailes*.

Les canards des neiges. Jérusalem : les sirènes de l'Apocalypse. De mes propres ailes.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément data dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

DOCUMENTAIRES

17.55 *Couleur de l'Afrique*. Dix fois de coté. La Cinquième18.00 *Sum Ra*. Muzak18.25 *Portraits de gangsters*. 1/10. Benjamin + Buggy + Siegel. Planète18.30 *Carolin Carlson*. Une danseuse à plusieurs facettes. Planète19.00 *Maroc ancestral*. Odyssée19.10 *Les Grandes Expositions*. Le Douanier Rousseau. Planète

20.15 360°, le reportage GEO : Portraits de femmes. 1/4. Des femmes toutes différentes ont-elles un sexe ? Arte

20

Le cargo à deux dos

par Pierre Georges

SUR LE RAIL d'Ouessant, il y avait un cargo. Sur le pont du cargo, il y avait un sous-marin, pas un *yellow submarine*, non, un vrai sous-marin bleu et noir. Dans le ciel d'Ouessant, il y avait un avion d'observation. Et les observateurs observaient. Et des observateurs aériens qui volent un sous-marin sur le pont d'un cargo en Manche ne peuvent faire moins qu'en déranger.

Ils en dérangent donc : « Chef, chef, sous-marin en vue ! Sur le pont d'un cargo ! Et on n'a pas la berline ! ». Et l'aéronavale qui veille, Français dormez en paix, décida d'employer les grands moyens. Deux autres avions, munis de caméras, filmèrent le cargo par le travers. C'était une scène rare, précieuse. Car jamais en Manche on n'avait vu de cargo à périscope. Ni de marine en pièce montée.

Et il fallut bien se rendre à l'évidence. Sur le pont du *Super Servant 3*, le cargo, il y avait bien un submersible de classe Kilo. Cela ne n'évoquera rien pour les bateaux. Mais, comme l'on dit, cela interpellait l'aéronavale du côté du vécu. Preuve était établie, le cargo allant en Chine et le Kilo venant de Russie, de l'existence d'un marché militaire entre Pékin et Moscou.

Toute cette histoire est contée en page 4 par notre amiral de la flotte, Jacques Isnard, bien plus sérieusement qu'on ne le fait ici. Il n'empêche : quel bonheur, cette année ! Comme une envie de chanson à la Beatles. Ou comme un espoir de comprime chinois, Maman les sous-marin qui vont sur les cargos ont-ils des pattes ?

Et, puisque un bonheur ne vient jamais seul, soulignons cette autre information douteuse

par notre spécialiste : le cargo mettra 55 jours pour aller, via le cap de Bonne-Espérance, de son point de départ, un port de Finlande, parfois, à son port d'arrivée, Ningbo. Les 55 jours de Pékin, en somme. Et un délai suffisant pour que l'équipage du sous-marin établisse le record mondial, toutes marines confondues, des traversées sous-marines en l'air. Ce qui est, on en conviendra, un joyeux paradoxe. Ou, là encore, une manière de chansons à la Dutronc.

Bonne route donc au cargo à Kilo, navire à deux dos et bonne immersion à Ningbo. Nos respects à l'amirauté chinoise. Et puisque l'actualité a décidé d'être drôle, tenons pour amusante cette autre nouvelle tombée des ondes, radiophoniques celles-là. A l'instar de ce qui se fait déjà ailleurs, en Suède notamment, la maison Bouygues, branche téléphonie sans fil, se propose de mettre sur le marché le téléphone sponsorisé. Le principe est fort simple : les adeptes de la communication, l'appelant comme l'appelé, accepteraient, sous bénéfice de gratuité, que leurs conversations soient truffées de publicité.

Il y aurait en sonne un temps pour dire. Et un temps pour se taire et écouter. Exemple : imaginons une tendre conversation, façon Saint-Valentin, c'est de sais-

« Allô, mon cœur, mon joli Kilo d'amer, je t'aime ! »

— Moi non plus, vieux cargo...

— Des pâtes, des pâtes, oui mais des... »

Ainsi irait la téléphonie à trois, sorte de ménage idyllique et vaudevillesque, mariant le plus pur romantisme à un édifiant sens des bâches de laïne conjugale.

« Ce que nous décidons aujourd'hui sera jurisprudence pour les futurs procès de responsables politiques qui soient de droite ou de gauche », expliquait un des députés. Cette préoccupation a largement contribué à éliminer les positions partisanes sur des questions qui auront d'évidentes conséquences politiques.

La première difficulté, la plus importante, concernait d'abord la motivation ou non du jugement.

La Cour peut-elle décider d'un acquittement ou d'une condamnation sans justifier son verdict ?

La loi organique du 23 novembre 1993, qui organise la CJR, est

contradictoire sur ce point. Elle

Sang contaminé : le jugement de la Cour de justice sera motivé

Les témoins mis en examen ne seront pas obligés de prêter serment

LES DÉPUTÉS, les sénateurs et

les magistrats professionnels qui

devront juger, à partir du 9 février,

Laurent Fabius, Georgina Dufoux

et Edmond Hervé dans l'affaire du

sang contaminé, se sont retrouvés,

mardi 2 février, pour une ultime

réunion avant le procès. Il s'agissait de régler les dernières difficultés de procédure que pose déjà

une Cour de justice de la République (CJR) qui n'a encore jamais siégié.

Jusqu'ici, les réunions avaient

souvent fait apparaître des clivages, notamment entre les 10 juges parlementaires de gauche

et les 12 juges parlementaires de

droite (les juges ont été désignés

par leurs pairs, proportionnellement

aux groupes politiques de l'Assemblée nationale, majoritairement à gauche, et du Sénat, majoritairement à droite). Pourtant,

pour la première fois, cette ultime

réunion a montré un relatif

consensus parmi ceux qui devront juger les trois anciens ministres socialistes.

« Ce que nous décidons aujourdhui sera jurisprudence pour les futurs procès de responsables politiques qui soient de droite ou de gauche », expliquait un des députés.

Cette préoccupation a largement contribué à éliminer les positions partisanes sur des questions qui auront d'évidentes conséquences politiques.

La première difficulté, la plus

importante, concernait d'abord la

motivation ou non du jugement.

La Cour peut-elle décider d'un

acquittement ou d'une condamnation sans justifier son verdict ?

La loi organique du 23 novembre 1993, qui organise la CJR, est

contradictoire sur ce point. Elle

dispose, dans son article 26, que

« dans la mesure où il n'y est pas dérogé », les règles « concernant les débats et les jugements en matière correctionnelle sont applicables devant la Cour de justice », ce qui signifie que les jugements de la Cour doivent être motivés.

Mais l'article 32 de la loi se réfère à

la procédure en cour d'assises

pour fixer les modalités du débilement du jugement ; or, les arrêts rendus aux assises ne sont jamais motivés.

Juges. La résolution de cette dernière difficulté a été renvoyée à

l'issue du procès.

Le deuxième problème concerne

les témoins. Plusieurs de ceux

qui sont appelés à témoigner devant la CJR sont en effet, eux-mêmes, mis en examen dans le dossier du sang contaminé. Faut-il

leur demander de prêter serment, alors qu'ils n'auront pas cette obligation ? ou, les arrêts rendus aux assises ne sont jamais motivés.

cas, si elle exige la comparution du

témoin « quitte à requérir la force

publique », comme l'autorise l'article 439 du code de procédure pénale.

La question de la tenue vestimentaire que porteront les juges

de la CJR, longtemps objet de

controverse (Le Monde du 26 no

embre 1998 et du 14 janvier), a été

définitivement tranchée. Chacun

s'est rallié à la décision majoritaire : magistrats professionnels et

juges parlementaires porteront

tous la robe noire, qui devrait leur

être livrée cette semaine.

Cependant, malgré la volonté

affichée de ne pas distinguer entre

magistrats professionnels et juges

parlementaires, le plan de table

adopté par M. le Guehenec per-

mettra de rétablir la différence :

les trois magistrats professionnels

s'asseoiront au centre. Les autres

juges se répartiront, ensuite, selon

un savant protocole qui prend en

compte la date de leur élection à la

CJR, leur âge et l'ancienneté de

leur mandat parlementaire. Les

juges parlementaires ne seront pas

rémunérés : députés et sénateurs

de la CJR se sont tous accordés

pour considérer que leurs indemnités

de parlementaires (qui comprennent

de courir pendant les trois

semaines du procès) valent indemnisation.

Reste un aléa. Un des juges, Xa-

vier Deniau, député (RPR) du Loi-

ret, hospitalisé, a déjà déclaré for-

fait. Son suppléant Christian Cabal

(RPR, Loire) devient donc titulaire.

S'il venait à être empêché d'assis-

ter à l'une des audiences, le procès

devrait être immédiatement arrêté.

cas, si elle exige la comparution du

témoin « quitte à requérir la force

publique », comme l'autorise l'ar-

ticule 439 du code de procédure pénale.

La question de la tenue vesti-

mentaire que porteront les juges

de la CJR, longtemps objet de

controverse (Le Monde du 26 no

embre 1998 et du 14 janvier), a été

définitivement tranchée. Chacun

s'est rallié à la décision majoritaire :

magistrats professionnels et

juges parlementaires porteront

tous la robe noire, qui devrait leur

être livrée cette semaine.

Cependant, malgré la volonté

affichée de ne pas distinguer entre

magistrats professionnels et juges

parlementaires, le plan de table

adopté par M. le Guehenec per-

mettra de rétablir la différence :

les trois magistrats professionnels

s'asseoiront au centre. Les autres

juges se répartiront, ensuite, selon

un savant protocole qui prend en

compte la date de leur élection à la

CJR, leur âge et l'ancienneté de

leur mandat parlementaire. Les

juges parlementaires ne seront pas

rémunérés : députés et sénateurs

de la CJR se sont tous accordés

pour considérer que leurs indemnités

de parlementaires (qui comprennent

de courir pendant les trois

semaines du procès) valent indemnisation.

Reste un aléa. Un des juges, Xa-

vier Deniau, député (RPR) du Loi-

ret, hospitalisé, a déjà déclaré for-

fait. Son suppléant Christian Cabal

(RPR, Loire) devient donc titulaire.

S'il venait à être empêché d'assis-

ter à l'une des audiences, le procès

devrait être immédiatement arrêté.

Un rapport constate le manque de sécurité sur le campus de Jussieu

ALORS que les opérations d'arrachage de l'amiante devraient débute-

re dans une quinzaine de jours sur

une des « barres » du site, à titre ex-

perimental, la commission de sé-